

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Donnerstag, 30. November 1989, Vormittag
Jeudi 30 novembre 1989, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffy

89.064

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1990 **Budget de la Confédération 1990**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1898 hiervor – Voir page 1898 ci-devant

Allgemeine Aussprache – Débat général

Fortsetzung – Suite

M. Frey Claude, rapporteur: Il y a un an, le Conseil fédéral a présenté au Parlement un budget dont les dépenses augmentaient de 7 pour cent, alors que le taux de croissance du produit intérieur brut ne devait atteindre que 4 pour cent. La Commission des finances du Conseil national, qui était alors prioritaire, avait manifesté sa désapprobation et, devant cette croissance élevée des dépenses, elle avait demandé au Conseil fédéral de réduire le budget de quelque 300 millions de francs. Notre exécutif avait alors présenté des réductions pour un montant de 277 millions de francs, diminuant ainsi le taux de croissance des dépenses à 6 pour cent.

Nous voudrions souligner un fait exceptionnel: lors des délibérations d'il y a un an, pour le budget, votre conseil avait accepté absolument toutes ces réductions dans un esprit de rigueur et de discipline remarquable. Pour 1990, nous pensions que, fort de l'expérience de l'année dernière, le Conseil fédéral veillerait tout particulièrement à adapter la croissance des charges à celle du produit intérieur brut. Tel n'est pas le cas, puisque le budget 1990 accuse une croissance des dépenses de 8,3 pour cent, alors que le produit intérieur brut présumé est estimé à 6 pour cent.

Le Conseil fédéral lui-même déclare, dans son message, que «l'accroissement budgétisé des dépenses suscite de profondes inquiétudes», et il ajoute: «une telle augmentation des dépenses est jugée très forte en période de haute conjoncture, même pour année paire». Quant à nous, nous estimons que cette croissance n'est pas très forte, mais qu'elle l'est trop. On aurait pu imaginer que le Conseil fédéral tire lui-même les conséquences de ces observations. On aurait pu imaginer qu'il réduise encore, après des discussions internes, ces charges. Tel ne fut pas non plus le cas. C'est pourquoi notre commission a rappelé qu'en période de haute conjoncture les budgets de l'Etat doivent être modérés et rester à tout le moins égaux ou inférieurs au taux de croissance du produit intérieur brut.

L'article 42bis de la Constitution fédérale fait d'ailleurs obligation à la Confédération d'amortir le découvert de son bilan en tenant compte de la situation économique. Or, nous l'avons constaté, le budget 1990 contribuera à augmenter ce découvert qui avoisine déjà les 17 milliards de francs.

Enfin, il ne faut pas oublier que des tâches supplémentaires attendent l'intervention extraordinaire de la Confédération. Nous pensons par exemple à l'aide économique aux pays de l'Est. Voilà pourquoi la Commission des finances a décidé de

ramener les dépenses budgétaires à une croissance plus raisonnable. Elle s'est donné pour objectif de réduire de quelque 400 millions de francs ces dépenses et a entrepris, par elle-même, de désigner les secteurs sacrifiés en respectant une certaine symétrie entre les départements. Votre commission s'est donc attachée en premier lieu, au sein de ses sections, à procéder à l'exercice difficile mais nécessaire de réduction. Elle n'a pas atteint complètement son objectif qui s'est avéré d'autant plus difficile que la grande majorité des dépenses sont impératives, en fait ou en droit, restreignant du même coup la marge de manoeuvre. La commission a voué du reste à ce problème une attention toute particulière lors de l'examen de ce budget et a évalué les crédits à la lumière de l'ensemble des problèmes que posent les dépenses liées.

C'est d'ailleurs pour cette raison que votre commission, après entente avec la Commission des finances du Conseil des Etats, a décidé de consacrer le prochain séminaire des deux Commissions des finances, en février 1990, à l'analyse des dépenses liées et à la recherche de solutions pour donner une plus grande souplesse aux budgets fédéraux.

Comme vous avez pu le constater, nous sommes en mesure de vous présenter un budget 1990 dans lequel nous avons diminué les dépenses de 277 millions de francs au compte financier. Observons au passage, hasard des chiffres ou malice de l'histoire, qu'au million près ce chiffre de 277 millions, réduit par la commission du Conseil national, est identique au montant des réductions opérées par le Conseil fédéral dans l'exercice précédent, celui du budget 1989. Parallèlement, nous avons réduit de 60 millions les recettes réalisées par des suppléments de prix dans le secteur agricole, car, à notre avis, elles avaient été évaluées d'une manière trop optimiste.

En fin de compte, le budget 1990 dégage 690 millions d'excédents de recettes. Malheureusement, le compte général accuse encore 284 millions de déficit. Nous disons «malheureusement» parce que, en période de haute conjoncture, il nous paraît que nous devrions arriver à l'équilibre. Dans la négative, nous ne voyons pas quand nous pourrions constituer les réserves pour les temps difficiles.

Quant aux crédits d'engagement qui ont été touchés en même temps que certains des crédits de paiement, ils ont diminué d'une somme globale de 67 millions de francs et s'élèvent à 2,178 milliards. A ce propos, permettez-nous de vous signaler qu'une erreur s'est glissée dans l'article 3 du projet d'arrêté fédéral sur le budget 1990 où l'on a oublié de mentionner à la lettre d (nouvelle) des crédits d'engagement pour le domaine des transports qui se montent à 225 millions de francs. Ce montant est indiqué dans la liste des crédits d'engagement figurant à la page 267 du message, chiffre 4. La correction n'entraîne pas de modification des chiffres globaux des crédits d'engagement demandés par le Conseil fédéral.

Cela étant, nous sommes convaincus qu'il ne faudra pas en rester uniquement à cet exercice de réduction des dépenses. En effet, des considérations de politique financière et conjoncturelle exigent que le Conseil fédéral et le Parlement s'emploient à stabiliser la quote-part de l'Etat. Mais cela ne peut être réalisé que si, à terme, les dépenses n'augmentent, à tout le moins, pas plus que ne croît l'économie.

Voilà pourquoi nous vous soumettons, en même temps que le budget 1990, deux motions qui visent cet objectif. Certes la quote-part étatique de la Confédération ne dépassera pas la limite maximum fixée à 10 pour cent pour l'ensemble de la législature. Mais, compte tenu de la haute conjoncture actuelle, les dépenses devraient rester largement en dessous de cette valeur qui n'est qu'indicative. C'est de cette manière seulement que nous pourrions garder une certaine marge de manoeuvre pour les périodes économiques moins favorables, tout en maîtrisant l'évolution des finances fédérales à long terme.

Le message sur le budget 1990 vous indique l'évolution des dépenses pour tous les groupes de tâches, nous n'y revenons donc pas, sauf pour vous signaler certains secteurs particuliers. C'est ainsi que les relations avec l'étranger augmentent de près de 25 pour cent en raison principalement du doublement des frais d'assistance consécutifs au nombre croissant des requérants d'asile, de la participation de la Suisse au processus de paix en Namibie et de l'aide au développement.

Nous avons pu réduire quelque peu les dépenses de ce secteur. La prévoyance sociale croît de plus de 10 pour cent du fait surtout de l'adaptation au 1er janvier 1990 des rentes AVS. En cette matière, aucune déduction n'est possible, les dépenses étant totalement liées. Les dépenses du service financier augmentent quant à elles de plus de 10 pour cent à cause du service des intérêts débiteurs – la hausse des taux hypothécaires en a été un exemple, la hausse des autres taux en est un autre – et de la quote-part des cantons aux impôts fédéraux, une année de fort rendement fiscal.

Nous pouvons citer encore une croissance très supérieure à la moyenne dans le domaine de la protection de l'environnement, où nous avons procédé à des réductions, ainsi que dans le secteur des autorités et de l'administration, du fait d'une augmentation du nombre des postes et d'une amélioration de la rétribution des agents de la Confédération.

Au chapitre du personnel, le Conseil fédéral vous demande 472 postes nouveaux permanents pour l'administration générale, dont 147 postes transférés des fabriques d'armement, ce qui va diminuer d'autant les effectifs de celle-ci, trois pour les tribunaux fédéraux et trois postes pour les services du Parlement. Par la suite, il a requis un supplément, après la publication du budget, de 176,5 postes pour le secteur des requérants d'asile. Ainsi, ce sont en tout 507,5 postes qui vous sont demandés. La commission a décidé de réduire globalement ce contingent de 35 postes.

La commission souligne à cet égard qu'il ne faudrait pas toucher aux demandes de postes de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, ni non plus à ceux requis pour le domaine des réfugiés et pour la Caisse fédérale d'assurance. En conclusion, la Commission des finances constate qu'il est plus impératif que jamais de faire preuve de rigueur dans les dépenses de la Confédération et vous propose, dès lors, à l'unanimité, d'approuver le budget de la Confédération pour 1990 avec les modifications qu'elle y a apportées et de prendre acte du rapport du Conseil fédéral sur le plan financier 1991 et sur les perspectives financières 1992 à 1993.

Enfin, nous ne voulons pas clore ce rapport sans remercier M. Otto Stich, conseiller fédéral et ses collaborateurs pour le travail accompli et pour l'aide toujours efficace qu'ils apportent à notre commission dans l'accomplissement de son mandat.

Hafner Rudolf, Sprecher der Minderheit: Ich begründe den Antrag der Kommissionsminderheit und spreche zugleich auch für die grüne Fraktion.

Sie haben es heute morgen schon vom welschen Kommissionssprecher gehört: Wir haben in der Kommission ein Unbehagen über das starke Ausgabenwachstum verspürt. Ich glaube von daher, dass das diesjährige Budget schon etwas aus dem Rahmen fällt und mehr zu diskutieren geben wird als auch schon. Der Budgetentwurf des Bundesrates ist, kurz gesagt, ungesetzlich. Er widerspricht der Leitidee des qualitativen Wachstums, die sich der Bundesrat selber in dieser Legislaturplanung gegeben hat. Der Budgetentwurf ist daher unannehmbar.

Warum ist das Budget in dieser Form, wie es vorgeschlagen wird, ungesetzlich? Laut Artikel 2 des Finanzhaushaltsgesetzes müsste der Fehlbetrag der Bilanz abgetragen und auf die Dauer eine ausgeglichene Rechnung erzielt werden. Ferner ist der Konjunktur Rechnung zu tragen, und das muss gesagt werden, Herr Bundesrat Stich: Beide Kriterien sind nicht voll erfüllt. Es kann dabei durchaus anerkannt werden, dass dank Ihren Sporbemühungen, Herr Bundesrat Stich, das Budgetdefizit nicht noch grösser ist. Aber der Rückweisungsantrag ist notwendig, um Ihnen bei den Diskussionen mit Ihren Bundesratskollegen die nötige Rückenstärkung zu geben.

Zum qualitativen Wachstum: Es fällt auf, dass der Bundesrat ein Wirtschaftswachstum des Bruttoinlandsproduktes von 6 Prozent prognostiziert. Das ist ein relativ hohes Ziel. Wenn man die Ausgaben anschaut, sieht man, dass etliche Posten sogar über dieses hohe Wachstum hinausgehen, insbesondere nach funktionaler Gliederung: bei den Hauptstrassen plus 9,5 Prozent, bei den Nationalstrassen plus 8,9 Prozent und bei der sogenannten Kriegsbereitschaft plus 14,8 Prozent – ich nehme an, das sei noch ein Ausdruck aus der Zeit des

Kalten Kriegs, es ist erstaunlich, dass es nicht Verteidigungs-, sondern eben Kriegsbereitschaft heisst.

Unter diesen Gesichtspunkten kann man tatsächlich nicht von einem qualitativen Wachstum im Sinne von mehr Lebensqualität sprechen, wie es der Bundesrat in seiner Legislaturplanung vorschlägt. Herr Bundesrat Stich – ich muss ein bisschen auf die Intimitäten der Kommission eingehen – hat sich in der Kommission im Namen seiner Kollegen geweigert, einen Kürzungsauftrag wie im letzten Jahr entgegenzunehmen. Die Finanzkommission liess sich leider davon beeindrucken und hat mit Stichtentscheid des Präsidenten beschlossen, auf einen konkreten Antrag an den Bundesrat für die Kürzung zu verzichten. Aber ich betone, die Hälfte der Kommission war eigentlich dafür, wie im letzten Jahr das Budget ernst zu nehmen und dem Bundesrat einen konkreten Auftrag zu erteilen. Folgerichtig hat dann die Kommission beschlossen, die Budgetvorgaben des Bundesrates auf der Ausgabenseite um 450 Millionen Franken zu kürzen. Es gilt jedoch offensichtlich auch im Politischen der Grundsatz, dass Vorsätze leichter zu fassen als einzuhalten sind. Tatsächlich ist dann die etwas peinliche Situation eingetreten, dass die Kommission ihr Ziel weit verfehlt hat und gerade rund die Hälfte des Geplanten in den Sektionsberatungen einsparen konnte.

Damit ist auch der Budgetentwurf der Finanzkommission, wie er bei Ihnen auf der Fahne vorliegt, eigentlich unbefriedigend. Dies ist jedoch insofern verständlich, als die Finanzkommission nicht dazu da ist, in sehr langen Beratungen alle Details aufzuarbeiten. Dies wäre eigentlich die Arbeit des Bundesrats gewesen. Die Rückweisung ist auch aus Überlegungen der Effizienz unseres Ratsbetriebes notwendig. Sie haben auf der Fahne gesehen, dass sehr viele Anträge vorliegen, und es wurden seither bereits über zwei Dutzend Einzelanträge eingereicht. Das ist doch wirklich kein rationeller Ratsbetrieb. Das kommt daher, dass der Bundesrat seiner Hausaufgabe, dieses Budget im Sinne der Gesetzesbestimmungen seriös zu überarbeiten, nicht nachgekommen ist. Wir würden Stunden brauchen, wenn wir diese ganze Arbeit im Plenum nachholen müssten. Es besteht auch die Möglichkeit, dass im Plenum Debatten über Entwicklungs- oder Militärpolitik stattfinden. Im Bereiche des Militärbudgets liegt nämlich ein Antrag von seiten der SP-Fraktion vor. Von Bauernseite sind auch sehr viele Einzelanträge eingetroffen. Also es ist so, dass wir hier überall Grundsatzdiskussionen doch vermeiden sollten. Letzten Endes wäre es auch so, dass die Führungsposition des Bundesrates, die er sonst – Herr Bundesrat Stich – bei jeder Gelegenheit gerne betont, unterwandert würde, wenn wir jetzt Detailanträge des Bundesrats kürzen und eben keinen Rückweisungsantrag stellen würden. Sie werden auf der Fahne festgestellt haben, dass sich für die Rückweisung des Budgets eine Allianz von Seltenheitswert gebildet hat. Es sind auch die Herren Eisenring, Fischer-Hägglingen und Blocher dabei. Sie können sicher feststellen, dass nicht unbedingt alle die gleichen Motive haben, das Budget zurückzuweisen. Da Herr Eisenring und Herr Blocher heute nicht anwesend sind, können sie eben ihre Gründe nicht nennen, also werden wir diese vermutlich nie erfahren. Insofern bestand aber doch eine einheitliche Auffassung, als wir der Meinung waren, dass eben dieses Ausgabenwachstum klar übertrieben ist.

Die grüne Fraktion ist aber einheitlich der Meinung, dass wir bei den Sozial- und bei den Umweltausgaben nicht sparen sollten, weil das sehr hohe Priorität hat, dass es eher bei den Strassen- oder bei den Militärausgaben in Frage kommt!

In diesem Sinne ist unsere Haltung ganz klar, und Sie werden sich vielleicht erinnern, dass wir bereits vor einem Jahr einen Rückweisungsantrag gestellt haben und in diesem Sinne die Politik der grünen Fraktion Kontinuität aufweist.

Ich bitte Sie, in unserem Sinne den Budgetentwurf des Bundesrats zurückzuweisen, da er ungesetzlich und deshalb unannehmbar ist.

Jaeger: Sie haben bereits den Ausführungen der beiden Kommissionsreferenten und jenen des Vertreters des Rückweisungsantrages entnehmen können, dass das Budget 1990 gesamthaft gesehen eher negativ aufgenommen worden ist. Wenn man zwar den Überschuss der Finanzrechnung von

fast einer halben Milliarde Franken betrachtet, so könnte man feststellen, das sei ein Rekordresultat, das im internationalen Vergleich sogar sehr gut aussieht. Wenn man aber auf der anderen Seite die Gesamtrechnung betrachtet, so stellt man eben fest, dass dort erstmals wieder ein Defizit resultiert, das natürlich zu einer neuen Verschuldung führt. Deshalb muss die Frage gestellt werden: Kann ein solches Budget in einer konjunkturellen Situation, wie wir sie heute haben, überhaupt akzeptiert werden? Diese Frage wurde auch in der Finanzkommission gestellt. Diese Frage ist sicher auch in den Fraktionen, zum Beispiel auch in unserer Fraktion, gestellt und mit einem klaren Nein beantwortet worden.

Man muss sich natürlich zunächst einmal überlegen, welche Erwartungen an ein Budget gestellt werden müssen in einem konjunkturellen Umfeld mit einem angespannten Arbeitsmarkt, mit einem angespannten Zinsmarkt und mit einer sehr prosperierenden Wirtschaft, die sich, wenn wir es salopp ausdrücken wollen, in einem konjunkturellen Boom befindet. In einer solchen Zeit müsste man eigentlich ein positives Budget, Ueberschüsse in der Gesamtrechnung erwarten können. Man müsste von einem Budget erwarten können, dass es sich antizyklisch oder zumindest konjunktural neutral verhält und auswirkt; es sollte nicht zusätzliche Anreizimpulse liefern.

In diesem Sinne müssen verschiedene Zahlen des Budgets kritisch beleuchtet werden, beispielsweise das Ausgabenwachstum von 8,3 Prozent, das mehr als 2 Prozent über dem erwarteten Wachstum des Bruttosozialprodukts liegt. Damit wird natürlich das Ziel der konstanten Staatsquote schlicht nicht mehr eingehalten. Wir haben uns zu diesem Ziel bekannt, wir haben es in der Kommission immer wieder postuliert, und auch im Rat ist dem Prinzip der konstanten Staatsquote nie widersprochen worden. Mit dem Voranschlag 1990 wird es verletzt. Wenn wir es jedes Jahr so halten würden, so wäre bald einmal das ganze Bruttosozialprodukt verstaatlicht. Das ist zwar Zahlenspielererei, aber immerhin: Auf die Dauer können wir uns eine solche Entwicklung nicht leisten.

Ich habe bereits davon gesprochen, dass die konjunkturelle Beurteilung des Budgets 1990 negativ ausfallen muss. Denn erstens ist es ganz klar, dass dieses Budget, auch die Stellenbegehren, den Arbeitsmarkt zusätzlich anspannt. Ebenfalls muss damit gerechnet werden, dass die Verschuldung, die daraus entsteht, auf den Kapitalmärkten neue zinstreibende Impulse liefern könnte. Und drittens muss beachtet werden, dass mit einem Defizit-Spending in einer solchen Situation ganz sicher auch zusätzliche gesamtwirtschaftliche Nachfrageimpulse ausgelöst werden, die jetzt alles andere als erwünscht sind.

Nun hat die Finanzkommission bekanntlich den Rotstift angesetzt. Unsere Fraktion hat deshalb auch letztlich Gnade vor Recht walten lassen und kann sich, allerdings nur ungern, mit diesem Ergebnis der Kommission einigermaßen abfinden. Aber ich möchte Sie doch bitten, nicht hinter die Anträge der Finanzkommission zurückzugehen. Ich möchte Sie bitten, bei allen Einzelanträgen auf Wiederaufstockung, auf Rückkommen auf den Bundesrat, doch sehr darauf zu achten, dass insgesamt – unter dem Strich – am Schluss dieser Beratung nicht ein schlechteres Ergebnis herauskommt als das, welches wir jetzt in der Finanzkommission zustande gebracht haben. Wenn das der Fall wäre, würde sich unsere Fraktion dem Rückweisungsantrag der Grünen anschliessen. Es ist bereits gesagt worden, dass im Bereich der Landwirtschaft sehr viele Begehren gestellt werden sollen. Und hier müssen wir ganz besonders streng sein. Es ist natürlich ganz klar: wenn wir in der momentanen Hochkonjunkturzeit nicht in der Lage sind, die Staatsquote konstant zu halten, das Ausgabenwachstum im Rahmen der BIP-Entwicklung zu halten, so engen wir uns unseren Spielraum für künftige, grosse Ausgabenposten ein. Ich denke an die 10. AHV-Revision, an die Krankenversicherungsrevision, an «Bahn 2000»; alles das sind Aufgaben, die auf uns zukommen, die wir jetzt schon im Auge haben müssen und für die wir uns auch finanzpolitisch vorbereiten müssen. Für Spielräume ist in den fetten Jahren vorzusorgen und nicht später, wenn die konjunkturelle Lage vielleicht wieder etwas schlechter sein könnte.

Soviel zum Gesamtergebnis. Aber das Budget muss natürlich

auch in seiner Struktur, in seiner Zusammensetzung betrachtet und in bezug auf die politischen Schwerpunkte genau analysiert werden. Wie schon beim Gesamtergebnis kann man nicht einfach dem Bundesrat die Schuld zuweisen. Denn ein Budget ist letzten Endes, sowohl was die Struktur wie auch was sein Gesamtergebnis anbelangt, immer auch Abbild der Politik, die wir in diesem Rate das Jahr hindurch und die Jahre vorher betrieben haben. Es gibt gesetzliche Verpflichtungen, die eingehalten werden müssen, und wir haben erstens das Jahr hindurch dafür zu sorgen, dass ein Budget konjunkturgerecht ausfällt. Zweitens müssen wir dafür sorgen, dass es auf ein qualitatives Wachstum hin ausgerichtet wird. Ich bin davon überzeugt, dass das bei diesem Budget nicht der Fall ist. Wenn beispielsweise im Strassenbau fast 10 Prozent Wachstum vorgesehen sind, dann müssten wir doch feststellen, dass dies in der umweltpolitischen Landschaft quersteht. Wir kämpfen um Luftreinhaltung, wir kämpfen gegen den Treibhauseffekt. Aber wenn wir heute derart gigantische Strassenbauprogramme vorsehen, so kommt mir das fast etwas pervers vor. Und hier gilt es, weitere Kürzungen vorzunehmen, wie das in der Kommission schon getan worden ist.

Auch in bezug auf das Militärbudget ist einige Kritik anzubringen. Wir müssen hier im Zusammenhang mit dem Budget eine Militärdebatte führen. Wir müssen auch eine Landwirtschaftsdebatte führen.

Zu den Militärausgaben: Die 11 Prozent Wachstum lassen sich in der heutigen Situation der weltweiten Abrüstung und Entspannung ganz einfach nicht vertreten. Das ist auch der Grund, warum die Mehrheit unserer Fraktion dort Kürzungen oder gar die Rückweisung des Militärbudgets – zusammen mit den Sozialdemokraten – unterstützt.

Zur Landwirtschaft: Gestern haben wir bereits eine Landwirtschaftsdebatte erleben können. Wenn wir die Aufwendungen für die Ueberschussverwertung betrachten, 1,5 bis 2 Milliarden Franken, müssen wir leider feststellen: Kürzen können wir hier nicht. Das würde Einkommenskürzungen für die Landwirte bewirken. Das wollen wir nicht. Aber das Agrarbudget ist ein sichtbares Zeichen, dass wir unsere Agrarpolitik – auch mit Blick auf die internationalen Entwicklungen in der EG und im Gatt – von Grund auf neu aufbauen, neu ordnen müssen. Da werden in den nächsten Jahren ganz sicher Debatten stattfinden. Diese Situation muss geändert werden. Dafür werden wir sorgen.

Ich fasse zusammen: Wir beantragen Ihnen schweren Herzens Zustimmung zum Budget 1990, erstens unter der Bedingung, dass das Gesamtergebnis in der Parlamentsdebatte nicht verschlechtert wird, und zweitens unter der Bedingung, dass die beiden Motionen, die noch zur Diskussion stehen, angenommen werden. Diese verlangen nämlich für die Zukunft, dass die Staatsquote durch eine entsprechende Finanzpolitik konstant gehalten wird. Dann können wir zustimmen, aber nur dann; andernfalls müssten wir am Schluss dieses Budget ablehnen!

M. Coutau: Je ne vous cacherai pas que c'est avec un sentiment de déception que le groupe libéral a pris connaissance du projet de budget pour 1990 présenté par le Conseil fédéral. Certes, et il convient de s'en féliciter, le budget financier, par lui-même, respecte l'équilibre entre les recettes et les dépenses. C'est un équilibre, soulignons-le, que beaucoup de pays étrangers seraient en droit de nous envier. Cela est d'ailleurs dû pour l'essentiel à une période de haute prospérité qui fait apparaître même, ici et là, des symptômes de surchauffe. Cette prospérité économique fait affluer des recettes, surtout fiscales, fort abondantes dans les caisses de la Confédération. Néanmoins, et c'est notre première déception, le compte général présente un excédent de charges. Cela signifie qu'en pleine période d'abondance de recettes la Confédération ne parvient pas à réduire le poids de sa dette. Si elle n'y parvient pas aujourd'hui, dans un contexte aussi favorable, on peut se demander quand donc peut-on espérer qu'elle améliore effectivement son bilan. Il ne s'agit pas seulement, comme le relevait tout à l'heure le rapporteur de langue française, d'enranger des provisions pour l'avenir, il s'agit d'abord, en période

de prospérité, de réduire les engagements contractés dans le passé.

Loin d'exercer un effet anticyclique sur la conjoncture, cet endettement supplémentaire de l'Etat fédéral attise une demande déjà pléthorique et contribue à confirmer des tendances inflationnistes que nous avons tout lieu de redouter.

Bien entendu, cette pression excédentaire exercée sur la conjoncture par le budget provient d'une incapacité de maîtriser effectivement la croissance des dépenses. Cette dernière, loin d'être qualitative, selon l'expression fort ambiguë du programme de législature, est bel et bien quantitative et excessive. 8,2 pour cent par rapport au budget 1989, c'est trop, d'abord parce que cela ne permet pas de dégager des excédents de recettes propres à alléger la dette, ensuite parce que cela exerce une surpression conjoncturelle peu souhaitable, enfin car cela vient gonfler encore la part de la Confédération dans l'économie du pays.

En effet, cette économie connaît un taux de croissance pourtant appréciable qui reste nettement inférieur à celui des dépenses de la Confédération. Il suffirait d'un léger fléchissement économique pour que la part de l'Etat fédéral franchisse largement cette limite de 10 pour cent du produit intérieur brut, considérée à juste titre comme un plafond politique. Qui plus est, ce fléchissement conjoncturel ne manquerait pas de susciter des demandes pressantes de correction par l'Etat, ce qui entraînerait un surcroît de dépenses et, corrélativement, une baisse des recettes, c'est-à-dire des déficits rapides et un accroissement parfaitement malsain de cette part de l'Etat dans l'économie nationale. N'oublions pas qu'avec les cantons et les communes ainsi que les assurances sociales cette part globale de l'Etat dans notre économie générale dépasse sensiblement 40 pour cent du total.

A un moment où les économies socialisées s'effondrent, où les forces du marché sont reconnues comme décidément plus performantes, où les autres pays occidentaux assouplissent l'emprise de l'Etat sur l'économie, il est assez paradoxal que la Suisse, pays resté jusqu'ici relativement moins assujéti aux contraintes étatiques et par conséquent plus performant, ne parvienne pas à se dégager de cette ornière qui consiste à confier à l'Etat des tâches toujours plus nombreuses et onéreuses. Car c'est ce phénomène que traduit le budget 1990 et qui justifie la déception qu'il nous inspire.

En effet, et il ne faut pas s'y tromper, le budget n'est plus ce que nos professeurs d'économie politique nous enseignaient naguère encore. Il n'est plus cet instrument privilégié de l'orientation politique. Aujourd'hui, le budget fédéral n'est plus que la présentation d'une facture quasiment intangible. C'est la facture des décisions politiques prises antérieurement, souvent sans référence suffisante à leurs conséquences financières. Une fois les surenchères accumulées tout au long des sessions parlementaires, les coûts s'enregistrent et l'addition nous est présentée sous la forme du budget aux dépenses pléthoriques. Il est alors souvent trop tard pour s'aviser du poids de nos décisions.

Peut-être faudrait-il installer dans cette salle, à la place des haut-parleurs, un grand thermomètre sur lequel viendraient s'inscrire en permanence les effets financiers des décisions qui se succèdent. Nous pourrions alors visualiser à tout instant l'évolution de la facture. Cela nous éviterait des surprises désagréables que nous réserve le Conseil fédéral lorsqu'il nous présente la facture annuelle sous la forme d'un budget boursoufflé.

Je terminerai mon catalogue de déceptions en regrettant que ces remarques désabusées, qui ont été exposées et répétées toutes ces dernières années, aient été apparemment en vain. L'an dernier, nous nous étions même livrés à un nécessaire exercice de compression des dépenses. Nous avions espéré qu'il serait assez indicatif et incitatif pour convaincre le Conseil fédéral de nous préparer un budget 1990 plus conforme à nos vœux exprimés.

Hélas, il n'en a rien été et nous avons dû renouveler l'opération de compression des dépenses proposées pour l'année prochaine. Cet exercice est assez fastidieux et déprimant: fastidieux car la marge de manoeuvre est assez limitée par les exigences légales contraignantes, et les moyens nous manquent

probablement pour distinguer avec tout le soin souhaitable le détail des rubriques budgétaires effectivement compressibles. Il en résulte des décisions inévitablement abruptes et dans lesquelles la symétrie des sacrifices devient un critère à la fois contestable et incontournable, souvent peu respectueux des priorités établies à plus long terme.

L'exercice est aussi fastidieux car il nous expose aux protestations parfois disproportionnées de ceux qui se considèrent comme les victimes de l'aveuglement parlementaire. Je voudrais sur ce point faire deux remarques: d'abord, les réductions proposées par votre commission portent sur 272 millions de francs, à comparer avec un montant total de dépenses prévues de 29,8 milliards. Ces réductions portent donc sur moins d'un pour cent; ensuite, à une ou deux exceptions près, il ne s'agit que de ramener des croissances particulièrement substantielles à des taux plus modérés et non pas à imposer des réductions effectives de dépenses. Les sacrifices, si douloureux puissent-ils être, restent donc dans des limites politiquement défendables et financièrement nécessaires.

A une seule réserve près, le groupe libéral souscrit à l'ensemble des propositions de la Commission des finances. Cette réserve concerne le budget de la recherche qui a toujours été pour notre groupe une priorité, en raison de son caractère d'investissement à nos yeux décisif et dans lequel la Suisse accuse un retard réel. Pour le reste, le groupe libéral ne soutiendra pas la proposition de renvoi du budget au Conseil fédéral.

Il approuvera les suggestions de la majorité de la commission et se ralliera à la décision du Conseil des Etats quant au nombre des postes permanents de l'effectif du personnel. Enfin, dans l'espoir d'éviter le renouvellement de l'exercice de compression des dépenses que nous avons poursuivi l'an dernier et cette année, le groupe libéral souscrit aux deux motions de la Commission des finances relatives à l'ajustement de la croissance des dépenses fédérales à celle du produit intérieur brut.

Nous espérons que le Conseil fédéral, en se pliant à cette discipline, nous indiquera mieux que nous ne pouvons le faire nous-mêmes la juste traduction dans le détail des rubriques budgétaires d'une politique financière que nous voulons plus orthodoxe, ainsi que la souveraineté budgétaire du Parlement nous permet de l'exiger.

Züger: Einleitend stelle ich fest, dass das Budgetergebnis von minus 284 Millionen Franken nach unserer Ansicht bei der gegenwärtig herrschenden guten Wirtschaftslage unbefriedigend ist. Die allseits erwünschte antizyklische Finanzpolitik, nach der in guten Zeiten Reserven angelegt werden sollten, ist nach wie vor graue Theorie. Eigentlich ist das sehr erstaunlich, wenn man bedenkt, dass dieses System der gut schweizerischen Mentalität bestens entsprechen würde.

Hürden im Weg zur Erreichung dieses Ziels sind einerseits die expandierenden Ausgaben, andererseits aber auch Einnahmen, die dem Staat ohne Not vorenthalten oder sogar wider besseres Wissen entzogen werden. Schlüsse und Konsequenzen daraus werden allerdings nur bei den Ausgaben bezogen. Hier allerdings – das hat die diesjährige Kürzungsübung klar gezeigt – ist der Spielraum klein, und je nach Sicht und Standpunkt wird die Schmerzgrenze relativ schnell erreicht.

Währenddem beim letztjährigen Budget, als der undankbare Job des Kürzens dem Bundesrat zugeschoben werden konnte, das gemeinsame Motto der Opfersymmetrie vorherrschte, beweisen die zahlreichen Minderheitsanträge und die noch viel zahlreicheren Einzelanträge, dass die Akzeptanz solch finanztechnischen Feuerwehrrübungen gegenüber klar am Schwinden ist. Es braucht keine hellseherischen Gaben, um festzustellen, dass dies vernünftigerweise die letzte ihrer Art gewesen ist; denn diesmal wird der Grad der gemeinsamen mittleren Unzufriedenheit an vielen Orten und für viele Leute überstrapaziert, auch für uns.

Wir lehnen eine weitere Kürzung der Entwicklungshilfe klar ab, da wir den internationalen Standard auch ohne Kürzung nicht erreichen werden. Nachdem es jetzt allgemein im Trend liegt,

europafähig zu werden, könnte es sicher auch nichts schaden, wenn wir in dieser Beziehung weltfähig würden.

Bei den Militärausgaben befürworten wir Sozialdemokraten ein Einfrieren auf dem Stand von 1988. Die Weltlage und die Bedrohungsgefahr hat sich doch klar gewandelt und wandelt sich in atemberaubendem Tempo weiter. Das Feindbild aus dem Osten ist verschwommen. Das müssten doch sicher nun endlich auch unsere schweizerischen Betonköpfe erkennen. Das Abstimmungsergebnis vom letzten Sonntag setzt ein deutliches Zeichen. Wir sind aufgerufen, Schlüsse daraus zu ziehen. Ein Antrag, der diesem letztsonntäglichen Resultat entsprechen würde und könnte, ist der Antrag unseres Kollegen Hubacher.

Ganz ähnlich liegt der Fall beim Bau von Nationalstrassen. Auch hier lässt sich das letztsonntägliche Abstimmungsergebnis interpretieren. Auch hier wäre es an der Zeit, auf das Volk zu hören.

Abschliessend noch ein Wort zu den Stellenbegehren. Zugegeben, auch wir Sozialdemokraten haben in der Finanzkommission einer Kürzung von 33 auf 615,5 Stellen zugestimmt, aber nur und ausschliesslich, um den noch weitergehenden Kürzungsversuch der Kommissionsmehrheit abzublocken. Nachdem ein Grossteil der angebehrten Stellen mit der Uebernahme von neuen bzw. dem Anwachsen von bisherigen Aufgaben begründet werden, mutet es doch eigentümlich an, dass wohl gekürzt, aber die europäische Integration und die Aussenwirtschaft ausdrücklich davon ausgenommen werden sollen. Das ist sicher nicht falsch, das ist richtig. Aber das sind doch nicht die einzigen Sachgebiete, die für diesen Staat wichtig sind! Ich denke an den Umweltschutz, an das nicht gelöste Drogenproblem und die umwälzenden Neuerungen im öffentlichen Verkehr.

Nach all den Jahren mit Personalstopp, mit Personalplafonierung, mit Effi-Uebungen sollten wir eigentlich einsehen, dass unsere Aufgabe im Lösen der anstehenden Probleme und nicht im Einsparen des dafür benötigten Personals liegt.

Wir Sozialdemokraten beantragen Ihnen ein kritisches Eintreten und bitten Sie um Zustimmung zu unseren Minderheitsanträgen.

Cotti: Un anno fa il Consiglio federale ha presentato al Parlamento un conto preventivo ove le spese aumentavano nella misura inconsueta del 7 per cento mentre la crescita del prodotto lordo interno non era che del 4 per cento.

La commissione chiese allora al Consiglio federale di ridurre le uscite di circa 300 milioni.

L'esercizio di risparmio del Consiglio federale, non facile certo, portò a delle riduzioni nell'ordine di 277 milioni. Il tasso di crescita veniva così ricondotto al 6 per cento.

Il 1990 non si presenta sotto migliori auspici.

La crescita delle spese, nei conti di preventivi approntati dal Consiglio federale, è addirittura dell'8,3 per cento, a fronte di un prodotto interno lordo presunto del 6 per cento ivi compreso un tasso di rincaro del 3,5 per cento.

Pur manifestando qualche perplessità, il Consiglio federale non sembra essersi preoccupato più di quel tanto.

Eppure la situazione è lungi dall'essere rassicurante. Al di là del fatto scontato che per la quinta volta la Confederazione presenta un'eccedenza delle entrate, inquietano soprattutto le seguenti considerazioni:

Le eccedenze attive sono in continua diminuzione rispetto agli anni precedenti; costituiscono quest'anno solo l'1,5 per cento delle entrate globali, quindi una percentuale molto modesta.

Siamo in chiaro calo di velocità, calo di velocità programmato infelicamente come quello sulle autostrade.

Il conto generale, che corrisponde al conto perdite/profitti di un'impresa privata a, quello, insomma, che conta, non esce ancora dalle cifre rosse, dove si è impantanato due anni or sono, e rimanda così poco meno di mezzo miliardo ad impinguare lo scoperto del bilancio già ragguardevole e non confortante, che raggiunge e supera la somma di 17 miliardi.

La commissione si è però preoccupata particolarmente dell'evoluzione delle spese, il cui incremento percentuale di crescita si attesta su una cifra non contenibile su una linea di quei magnifici e policromi pallottolieri che ornavano, almeno sino

all'avvento dei computer, le nostre aule scolastiche ove i tempi d'oro – ci si insegnava a fare di conto e ci si educava al risparmio.

Ora siamo in un periodo di alta congiuntura e la sola ragione, non occorre scomodare i luminari della scienza per accorgersene, dovrebbe indurci a contenere i conti preventivi a un tasso inferiore alla crescita del prodotto nazionale lordo.

E' il momento di attenersi ad una politica anticiclica e invece ci si mette ancora in coda al supermercato o, se volete, si soffia sul fuoco del surriscaldamento e del rincaro.

Dell'ossequio all'articolo 42bis della Costituzione, che prevede ammortamenti in tempi di buona congiuntura, nemmeno si parla.

E già, al di là della situazione che conosciamo, si annunciano peraltro impegni di solidarietà, per esempio verso Paese dell'Est, cui non potremo sottrarci.

Allora: riduzione delle spese. Il partito democristiano svizzero consenziente e i suoi membri della commissione sono attivi nel ricercare quelle riduzioni che più sono compatibili con i bilanci che abbiamo sottocchio e compatibili anche con la funzione dello Stato, che dev'essere evidentemente mantenuto in condizione di poter operare, di poter assolvere i compiti che gli sono assegnati. Esercizio difficile e portato avanti dalle sezioni della commissione.

Il Governo, a differenza di un anno fa, non opera in prima persona, non sta nemmeno a guardare e coopera, talvolta acconsente, molte volte dissente, e ci sottolinea e ci addita i sempre più numerosi e costosi impegni che gli si assegnano – ed ad assegnarglieli molte volte è questo legislativo –.

La commissione si propone di risparmiare qualche cosa come 400 milioni di franchi nell'intento di chiudere il conto generale a pareggio. Il risultato ottenuto però è meno positivo. La diminuzione delle uscite al conto finanziario è di soli 277 milioni. Si riduce però parallelamente un'entrata del valore di circa 60 milioni per una valutazione eccessivamente ottimistica delle entrate supplementari nel settore agricolo.

Dunque, a conti fatti, ci ritroviamo con 690 milioni di eccedenza delle entrate nel corso finanziario e un conto generale che resta nelle cifre rosse, ma per un importo dimezzato rispetto alla proposta del Consiglio federale. Formuliamo dunque il proposito di pensare al futuro non più come negli ultimi due anni con operazioni certo buone, soprattutto ispirate da buone intenzioni, ma sempre di rattoppo. Occorrerà impostare sin dal principio una nuova politica sui conti, una nuova politica da impostare su basi diverse che muova dai principi di una sana politica finanziaria e congiunturale e, imperativo del momento, è indispensabile – lo si è detto ripetutamente in quest'aula questa mattina – stabilizzare la quota dello Stato.

Pour ce qui concerne les demandes de postes, le Conseil fédéral prévoit au budget 1990, pour la seule administration fédérale, plus de 500 nouveaux postes. Le groupe PDC est d'avis que, si nous voulons rester fidèles à notre politique de réduction des dépenses, nous devons également faire preuve de rigueur dans le secteur du personnel.

Il est vrai que certains départements ont été chargés de nouvelles tâches et que cela justifie des efforts en faveur d'une augmentation des effectifs du personnel. Ces tâches concernent le droit d'asile, les relations avec le Marché commun et la Caisse fédérale d'assurance qui doit rattraper ses retards avec une certaine urgence. De plus, il ne faut pas oublier qu'en principe nous serions liés à l'arrêté fédéral sur le plafonnement du personnel, qui oblige le Conseil fédéral à justifier en détail les raisons rendant nécessaire chaque poste supplémentaire.

A ce propos, le rapport du Conseil fédéral n'est pas assez convaincant et on estime qu'une réduction de 10 pour cent par rapport aux nouveaux postes demandés, soit 507,5, ne met certainement pas en cause l'exécution des tâches fondamentales de la Confédération. En somme, on est de l'avis que les offices qui exigent du personnel supplémentaire doivent se soumettre à des sacrifices.

En conclusion, le PDC suit les propositions de la commission dont il apprécie les efforts, tout en soulignant que certaines épargnes engendreront des situations difficiles, surtout dans le secteur agricole. La majorité a pris une décision tendant à fixer le poste relatif aux régions de montagne à 56 millions, se-

lon la proposition du Conseil fédéral, au lieu de 51 millions prévus par la commission. Pour le reste, elle se déclare en faveur de l'entrée en matière, en soulignant qu'il faudrait faire preuve d'une certaine rigueur en acceptant les propositions qui sont le résultat d'un effort d'équilibre dans les sacrifices.

Nebiker: Trotz des Rückweisungsantrages Hafner Rudolf, unterstützt durch die Kollegen Blocher und Fischer-Hägglingen, stimmt die SVP-Fraktion für Behandlung und Verabschiedung des Voranschlages 1990. Obwohl der Finanzvoranschlag einen Einnahmenüberschuss von 474 Millionen Franken ausweist, ist das Budget aus zwei Gründen nicht erfreulich:

1. Der Gesamtvoranschlag, und darauf kommt es schliesslich an, schliesst mit einem Reinaufwand, mit einer Vermögensabnahme von 447 Millionen Franken ab. Und das in einem sehr guten wirtschaftlichen Umfeld.

2. Das Wachstum der Ausgaben beträgt 8,3 Prozent, das ist eindeutig mehr als das zu erwartende Wachstum des Brutto-sozialproduktes. Dieses Wachstum setzt man auf 6 Prozent an. Wir haben also rund 2,3 Prozent zuviel an Ausgaben budgetiert. Das entspricht rund 400 bis 450 Millionen.

Die Ziele, die sich Bundesrat und Parlament gesetzt haben – die Stabilisierung der Staatsquote und die Begrenzung des Ausgabenwachstums – wurden eindeutig nicht erreicht. Sie werden auch nicht erreicht, wenn die Abstriche gemäss den Beschlüssen des Ständerates – minus rund 240 Millionen Franken – und gemäss den Anträgen der Finanzkommission – rund minus 270 Millionen Franken – miteinbezogen werden. Noch viel weniger wird dieses Ziel mit dem Bündel Anträge, das wir auf unseren Tischen haben, erreicht. Für alle Mehrausgaben gibt es gute Gründe; für alle Mehrausgaben gibt es berechnete Wählerinteressen; auch die Aufstockung des Personalbestandes ist ausgewiesen. Aber wir sehen ganz klar, dass unsere finanzpolitischen Vorgaben nicht eingehalten werden. Wir haben uns geschworen, die Ausgaben mit dem Wirtschaftswachstum höchstens parallel zu stellen, und das wird nicht erreicht. Was ist in dieser Situation zu tun? Man könnte das Ziel, die Staatsquote zu stabilisieren, aufgeben. Oder man könnte die Ausgaben im Budget reduzieren und alle zusätzlichen Ausgabenwünsche ablehnen. Die erste Möglichkeit kommt für die SVP-Fraktion nicht in Frage, man kann allerdings über Prioritäten reden. Der zweite Weg, die Ausgaben zu senken, ist sehr mühsam: Besonders in der Finanzkommission oder eben hier, wie wir sehen werden, im Parlament. Der Bundesrat hätte eher die Möglichkeit, ein zielkonformes Budget auszuarbeiten. Wenn die Zahl schon im Budget steht, dann glauben alle, das Geld sei schon in der Tasche. Wenn man nachträglich eine Budgetausgabe reduzieren muss oder dies aus finanzpolitischen Überlegungen will, meint man immer, man nehme jemandem irgend etwas weg, was natürlich nicht stimmt.

Die Richtung des Minderheitsantrages Hafner ist schon richtig, es besteht allerdings eine eigenartige Koalition Hafner Rudolf, Blocher, Fischer-Hägglingen. Das ist interessant. Die Richtung stimmt, aber das hilft uns auch nicht weiter. Wir haben die Idee wiederaufgenommen mit den beiden Motionen der Finanzkommission, denen wir zustimmen. Leider war der Bundesrat bei der Beratung des Budgets 1990 nicht bereit, den Auftrag der Finanzkommission entgegenzunehmen und die gewünschten Ausgabenkürzungen in der Grössenordnung von 400 Millionen Franken auszuarbeiten. Wir haben das im Vorjahr mit teilweisem Erfolg gemacht. Die Finanzkommission musste von sich aus in den einzelnen Sektionen versuchen, zusammen mit den einzelnen Departementen, das Sparziel zu erreichen. Das war sehr mühsam. Das von der Kommission gesetzte Ziel konnte nicht erreicht werden. Man muss zudem zugeben, dass die Kürzungen wenig ausgewogen und daher umstritten sind; eine Opfersymmetrie konnte nicht erreicht werden. Wenn wir die einzelnen Kürzungen anschauen, sehen wir, dass bei der Entwicklungshilfe insgesamt 30 Millionen gestrichen worden sind – allerdings 30 Millionen von einem budgetierten Zuwachs von rund 80 Millionen Franken. Persönlich bin ich gegen die Streichung dieser zusätzlichen Mittel, weil sie nicht in unsere Vorgaben passt. Wir haben gesagt, Entwicklungshilfe sei ein Schwergewicht unserer

finanzpolitischen Zukunft, das steht entsprechend in den Finanzplänen, und jetzt streichen wir hier ab: Also sind wir nicht konsequent.

Weitere Streichungen haben wir bei Unterricht und Forschung vorgenommen: Hier beträgt der Zuwachs allerdings 230 Millionen Franken, und man hat insgesamt 11 Millionen Franken gestrichen. Also ist das alles nicht so dramatisch, wie es jetzt dargestellt wird. Beim Strassenbau hat man Abstriche vorgenommen: Das ist auch konjunkturpolitisch richtig, weil wir beim Bauwesen überhitztes Wachstum haben. Beim Strassenwesen stünden natürlich die Mittel zur Verfügung, denn dort haben wir einen eigentlichen Mittelabflusszwang, weil die Treibstoffgelder zur Verfügung stehen.

Schliesslich hat die Kommission dem EMD insgesamt 60 Millionen Franken gestrichen, was fast ein Drittel der gesamten Streichungsübung der Finanzkommission ausmacht. Wir sind an die Grenzen dessen gegangen, was überhaupt sinnvoll ist, weil natürlich auch beim EMD der grosse Teil der Ausgaben gesetzlich und der Rest vertraglich gebunden ist. Das EMD kann nicht laufende Beschaffungen unterbrechen, das würde schliesslich mehr kosten. Das Abstimmungsergebnis des vergangenen Sonntags berechtigt einfach nicht, nun plötzlich den Karren zu wenden. Schliesslich haben zwei Drittel des Schweizer Volkes unserer militärischen Landesverteidigung zugestimmt. Wir haben die Mittel dazu zur Verfügung zu stellen, damit diese Verteidigung glaubhaft ist. Natürlich sind auch wir von der SVP durchaus bereit, die Fragen der militärischen Verteidigung der Bedrohungslage anzupassen und die Kritik ernst zu nehmen, die in dieser Abstimmung zum Ausdruck gekommen ist. Aber das kann man nicht kurzfristig im Rahmen eines Budgets machen, das muss man mittel- und langfristig machen. Man muss Überlegungen anstellen, aber kurzfristig bringt das nichts. Kurzfristig würden wir nur dem jetzigen schaden. Es bleibt der Finanzkommission nichts anderes übrig, als nur bei den nicht gebundenen Ausgaben zu sparen. Gesetzlich gebunden oder vertraglich gebunden sind etwa 80 Prozent sämtlicher Ausgaben.

Bei diesen nicht gebundenen Ausgaben können wir natürlich nicht beliebig Abstriche machen, sonst wird die Funktion des Staates beeinträchtigt. Das grosse Problem des Finanzhaushaltes stellen die gesetzlich gebundenen Ausgaben dar. Hier leben wir eindeutig über unsere Verhältnisse. Hier ist aber auch das Parlament mitschuldig. Besonders dann, wenn wir bei der Gesetzgebung über Beiträge und Anträge des Bundesrates hinausgehen. Zu oft vergessen wir unsere finanzpolitischen Grundsätze und Beteuerungen, und ich nehme dabei meine Fraktion natürlich nicht aus. Wir werden nicht darum herumkommen, in diesem gesetzgeberischen Bereich auch unsere finanzpolitischen Überlegungen einzubringen und Gesetze zu ändern. Zum Teil ist das möglich im Rahmen des Subventionsgesetzes. Aber das wird auch zweifellos zu harten Auseinandersetzungen führen.

Noch ein Exkurs zur Landwirtschaft: Dieser Bereich liegt natürlich der SVP ganz besonders nahe. Bei der Budgetberatung sehen Sie diesen Zwiespalt zwischen Wünschen und finanzpolitischen Überlegungen ganz deutlich. Sie sehen aber auch, dass ausgerechnet die Landwirtschaft im Budget sehr stiefmütterlich behandelt worden ist. Hier stimmt die Opfersymmetrie nicht. Sie können den Zusammenstellungen entnehmen, dass bei den Ausgaben für Landwirtschaft und Ernährung gegenüber dem Vorjahr ein negatives Wachstum, eine Ausgabenreduktion von 22 Millionen ausgewiesen wird. Man hat die Investitionskredite um über 40 Millionen zusammen gestrichen. Man hat die Beiträge zur Strukturverbesserung reduziert, obschon gerade hier ein grosser Nachholbedarf besteht. Man legt nämlich der Landwirtschaft Tierschutznormen auf, macht Gewässerschutzvorschriften und streicht gleichzeitig die Mittel für Strukturverbesserungen. Das passt natürlich gar nicht zusammen. Es sind hohle Worte, wenn man sagt, man garantiere der Landwirtschaft das Einkommen, wenn man dann solche Abstriche macht.

Man hat auch kein Vertrauen in die Versprechungen, man wolle das Landwirtschaftsproblem mit Direktzahlungen lösen. Direktzahlungen gehen unmittelbar und direkt in die Staatsquote ein. Direktzahlungen können im Rahmen von Spar-

übungen gestrichen und gekürzt werden, gerade dann, wenn das Wirtschaftswachstum nicht so gross ist. Direktzahlungen lösen auch keine Ueberschussprobleme, Direktzahlungen sind indirekte Lebensmittelsubventionen. Sie können in den Entwicklungsländern und den Oststaaten sehen, wozu diese schliesslich führen.

Nach diesen etwas negativen Feststellungen noch etwas Versöhnliches. Erstens: unser Staatshaushalt ist gesund. Es besteht kein Grund zum Jammern, aber es besteht auch kein Grund zur Euphorie und zur Masslosigkeit bei den Ausgaben. Wir wissen, dass grosse Aufgaben auf uns warten werden. Zweitens noch etwas Persönliches: Ich möchte Herrn Bundesrat Stich danken. Er ist ein harter Finanzminister, manchmal etwas zu hart. Aber Vorwürfe, die man an ihn richtet, das Ausgabenwachstum sei zu hoch, zielen ganz falsch. Wir wissen, dass er in verschiedenen Spar- und Abstreichübungen seinen Meister als Kassenwart gezeigt hat, dafür möchten wir ihm danken. Aber wir müssen ihm jetzt auch helfen und nicht mit zusätzlichen Wünschen ins Parlament kommen. Die SVP-Fraktion beantragt Ihnen also Zustimmung zu den Anträgen der Finanzkommission.

Reich: Der Tenor der Debatte ist eindeutig: Wir haben eigentlich ein ganz gutes Budget, nur sind die Wachstumsquoten zu hoch, vor allem jene auf der Ausgabenseite. Ich möchte nicht wiederholen, was schon mehrfach ausgeführt worden ist. Ich möchte Ihnen zunächst mitteilen, dass die FDP-Fraktion dem Budget auf der Basis der Anträge der Nationalratsfinanzkommission zustimmt – mit vor allem einer Ausnahme. Sie möchte – mehrheitlich jedenfalls – die Personalbegehren im Sinne des Ständerates beschlossen wissen. Die FDP-Fraktion ist sich dabei bewusst, dass diese Art des Vorgehens bei der Behandlung der Personalpolitik nicht ideal ist. Es liegen hier ja die Begehren für neue Stellen aufgrund neuer oder erweiterter Aufgaben vor. Das eigentliche personalpolitische Problem liegt aber tiefer. Eigentlich müsste man vermehrt damit rechnen können, dass die bestehende Verwaltung noch stärker durchgekämmt würde nach personellen Polstern, die dann für neue oder erweiterte Aufgaben eingesetzt werden könnten. Ansätze dazu sind zweifellos vorhanden, vor allem im sogenannten Effi-Querschnittprogramm, das nur leider nicht so schnell vorwärtsght, wie es zu erwarten gewesen wäre. Wenn wir heute die Personalbedürfnisse nicht im vollen Umfange befriedigen, so riskieren wir natürlich, dass dort gekürzt wird, wo wir eigentlich nicht kürzen wollen, nämlich bei den neuen Erfordernissen. Die FDP-Fraktion ist darum ganz dezidiert der Meinung: Wenn der Personalbedarf schon etwas reduziert beschlossen werden soll, soll das nicht auf Kosten der beiden sensibelsten Bereiche geschehen, nämlich nicht auf Kosten dessen, was heute EG und Gatt betrifft, also Bawi und EDA, und andererseits auch nicht auf Kosten des Asylbereichs. Was jetzt über die Personalpolitik gesagt worden ist, lässt sich eigentlich auf die Gesamtübung «Budgetdebatte» übertragen. Wir sind in einem Netz von Sachzwängen verstrickt. Wir haben auf der einen Seite dieses Budget. Es ist den Finanzkommissionen Ende Oktober mit sehr viel nützlichem, ausführlichem Material zugestellt worden. Bereits Mitte November musste an den ersten Plenarsitzungen definitiv darüber befunden werden. Das ist selbstverständlich bei einem 30-Milliarden-Budget ein sehr fragwürdiges Unterfangen. Dazu kommt, es ist schon mehrfach erwähnt worden, die Tatsache, dass grob gesprochen nur 20 Prozent der Ausgaben nicht gebunden sind, dass wir hier also nur noch eine relativ geringe flexible Marge haben, die wir ja zudem auch nicht voll ausnützen können. Wenn wir also jetzt aufgrund einer gewissen Opfersymmetrie streichen, so betrifft es ein sehr schmales Segment, das im Grunde genommen nicht im Zielbereich unserer eigentlichen finanzpolitischen Anstrengungen liegen müsste.

Wir haben auf der anderen Seite das Instrument der Finanzplanung. Aber dies ist im Grunde genommen nur ein vom Bundesrat etwas strukturiertes Inventar der finanzpolitisch relevanten Pendenzen, nicht mehr und nicht weniger. Es ist weder für den Bundesrat noch für uns verbindlich. Zwischen Finanzplan und Budgetbehandlung bewegen wir uns dann im parlamentarischen Alltag auf dem Jahrmarkt der täglichen Begehr-

lichkeiten. Im Grunde genommen krankt unsere ganze Finanzpolitik daran, dass der parlamentarische Alltag mit der Sachpolitik, mit der Finanzpolitik und mit der mittelfristigen finanzpolitischen Strategie zu wenig verwoben ist. Wir kommen auf die Dauer kaum darum herum, hier anzusetzen. Es ist hier schon öfter davon die Rede gewesen, wir haben aber die Konsequenzen noch nicht gezogen: Wir müssten nämlich einmal den Mut haben, von diesen Ritualen des finanzpolitischen Wortes zum Sonntag im Rahmen der Finanzplanbehandlung und auch im Rahmen der Budgetdebatten wegzukommen. Wir müssten den Mut haben und uns den entsprechenden politischen Spannungsfeldern stellen. Wir müssten Sachfragen, grössere Kreditbegehren usw. in den Gesamtrahmen hineinstellen. Sonst kommen wir aus diesem Zirkel nicht heraus. Mit gegenseitigen Schuldzuweisungen – wir hier sagen, der Bundesrat solle gefälligst ein besseres Budget präsentieren, und der Bundesrat sagt zu Recht, das Parlament solle gefälligst etwas disziplinierter beschliessen – kommen wir auf die Dauer nicht weiter.

Es gibt Ansätze, aus diesem Zirkel herauszukommen. Einer der Ansätze bestünde darin, dass die Finanzkommissionen ihre Budgetverhandlungen in der Perspektive etwas weiter ausdehnen, dass sie also aus der Budgetbehandlung heraus Wünsche, Anliegen, Fragen zuhanden des übernächsten Budgets – also jetzt für 1991 – formulieren würden. Ein weiterer Ansatz ist der Ausbau des sogenannten Controlling, der an sich schon im Gesetz verankert ist. Es geht dabei um die ständige Ueberprüfung des zweckmässigen Einsatzes der Mittel, der nach wie vor gegebenen oder eben nicht mehr ganz gegebenen Formulierung der Aufgaben. Auch hier sollten wir endlich vorwärtskommen, wir sollten alle zusammen über die Bücher gehen.

Was die heutige Übung betrifft, hat sie mehr Signalwirkung als wirklich sachlichen Tiefgang. Ob nun die jetzige oder die letztjährige Methode als die bessere betrachtet wird, es ist so oder so alles etwas punktuell und zufällig. Man kann über jeden einzelnen Punkt im Grunde genommen in guten Treuen verschiedener Meinung sein. Ein Teil dieser Kürzungen wird ohnehin später in der einen oder anderen Form wieder in Budgets oder in Nachträgen erscheinen. Aber ein Zeichen muss trotzdem gesetzt werden – für uns selbst, für den Bundesrat, für die Öffentlichkeit; denn in diesem Stil kann es ganz sicher nicht mehr weitergehen.

Wir haben von einem Bundeshaushalt mit relativ sensiblen Einnahmen auszugehen. Wir sind in bezug auf die Einnahmen konjunkturanfälliger als z. B. die Kantone. Wir dürfen nicht einfach davon ausgehen, dass das hohe Einnahmenniveau beibehalten bleibt.

Von daher gesehen bitte ich Sie wirklich, den Anträgen der Finanzkommission Folge zu geben. Es hat wenig Sinn, jetzt einzelne Teile noch herauszurechnen und damit die ganze Scheiterbeige in Einsturzgefahr zu bringen.

Herr Züger, wir müssen sicher immer wieder Schlüsse ziehen, auch vielleicht Schlüsse aufgrund des Volksentscheides vom letzten Sonntag. Aber wir sollten keine Kurzschlüsse ziehen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Anträgen Ihrer Kommission zu folgen.

Steffen: Ich unterstütze den Rückweisungsantrag meines Kollegen Rudolf Hafner. Die Gründe, die er hier vorgetragen hat, kann ich vollumfänglich übernehmen. Ich möchte sie Ihnen noch einmal in Erinnerung rufen. Dabei will ich auch gezielt auf Hinweise der Herren Cötau, Züger und anderer zurückgreifen.

Diese Kollegen haben uns auf den Mangel an antizyklischem Verhalten aufmerksam gemacht. In Zeiten überhitzter Hochkonjunktur ist es unsere Pflicht, Ausgaben zurückzunehmen, insbesondere auch im Bereich Bauten, wo ja die Schweiz wieder einmal von Kranen privater und öffentlicher Bauherren übersät ist. Es ist doch eine seltsame Politik der öffentlichen Hand, wenn sie in Zeiten der Hochkonjunktur noch finanzielles Öl ins Feuer giesst, um dann in Zeiten der Stagnation sofort wieder nach einem Impulsprogramm zu schreien.

Ich will aber noch auf einen zweiten Punkt aufmerksam machen. Es liegt auch noch ein Rückweisungsantrag Hubacher

vor, der das EMD-Budget als Ganzes zurückweisen möchte. Ich gehöre bekanntlich zu den Betonköpfen, nicht zu den weichen Birnen, finde aber, dass es ehrlicher wäre, wenn die sozialdemokratische Fraktion den Antrag Hafner Rudolf unterstützen würde. Dieses gilt übrigens auch für all jene in diesem Rat, die unter dem herbeigeredeten Sieg der Armeegegner leiden und am EMD-Budget herumflicken möchten. Man könnte zudem die beabsichtigte Osthilfe ins neue Budget einbeziehen.

Was die seltsame Koalition Hafner, Eisenring, Blocher anbetrifft: Ich erlaube mir einen Denkanstoss an die Mitglieder der Fraktionen obiger Herren, doch noch einmal über die Bücher zu gehen und nicht unbedingt ihren Fraktionssprechern zu folgen und zu gehorchen.

Ich ersuche Sie, dem Antrag Hafner Rudolf zu folgen und das Budget als Ganzes zurückzuweisen.

Fehr, Berichterstatter: Ich kann am Schluss dieser Eintretensdebatte feststellen, dass die Beurteilung, welche die Kommission Ihnen gestern und heute früh abgegeben hat, von den Fraktionen – wenn auch mit leicht unterschiedlichen Akzenten – doch sehr weitgehend geteilt wird. Hauptgesichtspunkte sind das über dem Bruttosozialproduktwachstum liegende Ausgabenwachstum und das Defizit der Gesamtrechnung bei guter Konjunktur.

Ich will nicht wiederholen, was ich schon ausgeführt habe, sondern mich noch kurz zum Rückweisungsantrag von Herrn Hafner äussern. Zuerst zu den Auswirkungen, die der Rückweisungsantrag hätte: Wenn Sie diesem Antrag folgen, muss ein Budget erarbeitet werden, das 400 Millionen mehr an Kürzungen enthalten würde als das Budget, das Ihnen die Kommission vorschlägt. Das zum Quantitativen.

Wenn Sie Herrn Hafner zugehört haben, haben Sie festgestellt, dass er zu jenen gehört, die unzufrieden sind über die Art und Weise, wie die Kommission ihre Arbeit erledigt hat. Dazu muss ich einfach sagen, dass der Bundesrat nicht gezwungen werden kann, Kürzungsvorschläge zu unterbreiten. Wir können ihm in einer Kommission keinen solchen Auftrag geben. Der einzige Zwang, den man ausüben kann, liegt in einer Rückweisung, wie sie jetzt auch tatsächlich beantragt ist. Aber der Bundesrat ist im übrigen nicht gehalten, solche Aufträge formell entgegenzunehmen. Nun ist das Formelle ja vielleicht auch nicht das Entscheidende. Ich erinnere an das vergangene Jahr. Das Sparziel lag etwas weniger ambitiös bei etwa 300 Millionen. Der Bundesrat hat uns Vorschläge unterbreitet für 277 Millionen. Dieses Jahr hat die Kommission in der Sektionsarbeit selbst Kürzungen erarbeitet. Sie kam auf 276,6 Millionen. Also so gewaltig sind die Unterschiede nicht. Das hat sachliche Gründe.

Herr Reich hat das sehr eingehend dargelegt, zum Teil auch Herr Nebiker. Es genügt eben nicht, nur bei der Beratung des Budgets über die finanziellen Auswirkungen diverser Beschlüsse zu sprechen. Das Budget reflektiert, was alles beschlossen worden ist im Laufe eines Jahres oder sogar vieler Jahre. Von daher kann man eben auch nicht die erwünschten Korrekturen kurzfristig mit Blick nur auf ein Jahr vornehmen. Es liegen auch zwei Kommissionsmotionen vor, von welchen mindestens eine den Horizont etwas weiter steckt. Ich glaube, Herr Hafner, Sie täuschen sich, wenn Sie annehmen, bei einer Rückweisung und einem neu vom Bundesrat präsentierten Budget lägen dann weniger Anträge vor. Wahrscheinlich mehr, Sie haben ja selbst auf die Spannweite der Minderheit hingewiesen – von Herrn Hafner bis zu Herrn Blocher, jetzt ist auch Herr Steffen noch bei jenen, die das unterstützen. Ich habe nicht den Eindruck, dass der Bundesrat ein Budget vorlegen könnte, das alle diese Herren befriedigen würde. Wir hätten vielleicht andere Anträge, aber wir hätten nicht weniger. Sicher lässt der Voranschlag 1990 auch nach den Vorschlägen der Kommission noch Wünsche offen. Aber eine Rückweisung ist ganz bestimmt nicht gerechtfertigt. Da es sich um ein 30-Milliarden-Budget handelt, bewegen wir uns in einer Grössenordnung von 1 Prozent des Volumens. Und das ist ja eigentlich der Schwankungsbereich, dem die Budgetschätzungen ohnehin unterworfen sind.

Die Kommission hat aus den Ueberlegungen, die ich Ihnen

dargestellt habe, den Rückweisungsantrag mit 12 zu 4 Stimmen abgelehnt, und ich empfehle Ihnen, das auch zu tun.

M. Frey Claude, rapporteur: Le budget proposé par le Conseil fédéral n'est pas entièrement satisfaisant, cela est clairement ressorti du débat d'entrée en matière; c'était aussi les conclusions de la Commission des finances. La croissance des dépenses est, en effet, trop forte par rapport au produit intérieur brut. Vous l'avez dit, nous l'avons dit, c'est pourquoi nous avons discuté en commission pour savoir à qui il appartenait de procéder aux réductions supplémentaires. Par 9 voix contre 9, avec une décision prépondérante du président, nous avons opté pour la commission, à savoir qu'il appartient à cette dernière de faire cet exercice supplémentaire de dépenses.

Dès lors, nous nous sommes livrés à ce travail et 277 millions d'économies vous ont été proposés. M. Hafner, dans le cadre de la Commission des finances, avait proposé toute une série de réductions qui n'ont pas pu être approuvées par une large majorité de cette commission. La question est donc simple: ce que nous n'avons pas pu faire en commission, allons-nous le demander au Conseil fédéral? Il y a des choix politiques qui nous appartiennent. Nous n'avons pas pu aller plus loin dans l'exercice de réductions, assumons donc nos responsabilités. Ne demandons pas au Conseil fédéral une mission que nous n'avons pas pu accomplir, car il faudrait, si l'on suivait M. Hafner, réduire le budget d'environ 400 millions de francs. Imaginez de mettre à la même table MM. Hafner et Blocher, cosignataires de la proposition de minorité, pour trouver ces 400 millions de francs. Cette vision est surréaliste! C'est pourquoi je vous demande de refuser la proposition de minorité, rejetée en commission par 12 voix contre 4.

Bundesrat Stich: Ein Budget kann man immer mit sehr unterschiedlichen Augen und aus sehr verschiedenen Blickwinkeln betrachten. Man kann sagen, es sei ein gutes Budget, die Finanzrechnung schliesse mit einem Ueberschuss ab. Man kann sagen, es sei wenig befriedigend, weil die Gesamtrechnung mit einem Defizit abschliesst. Man kann kritisieren, dass das Ausgabenwachstum sehr hoch ist, aber wenn man kritisiert, muss man sich auch verschiedene Dinge überlegen. Man muss sich beispielsweise bewusst sein, dass wir ein Parlament haben, das in der Regel Forderungen stellt. Gelegentlich kommt es mir vor, wie wenn ich ein Wirt wäre, der Gäste hätte, die zwar dauernd reklamieren, dauernd mehr verlangen, Supplément verlangen, natürlich alles mit Hochgenuss aufessen und sich am Schluss über die hohe Rechnung beklagen. Das ist etwa die Situation.

Beim Budget – ich glaube, Herr Coutau hat das gesagt – wird im Grunde genommen die Rechnung präsentiert für die Taten, die man vorher beschlossen hat. Ich will Ihnen heute nicht die Liste vorlegen – ich habe es auch schon gemacht –, wo und wie weit das Parlament dann jeweils über die Anträge des Bundesrates hinausgegangen ist. Wenn man das Ausgabenwachstum in Grenzen halten will – und das scheint dem Bundesrat, scheint dem Finanzminister, und sicher auch Ihnen, letztlich wichtig zu sein –, dann muss man sich bei den konkreten Anträgen und bei den Beschlüssen darüber Rechenschaft geben und daran denken. Dann wird auch das Budget entsprechend ausfallen.

Dieses Budget hat meines Erachtens einen grossen Nachteil, weil es konjunkturpolitisch nicht gut ist. Es ist ein Budget, das die Konjunktur eher noch anheizt, statt sie zu dämpfen. Aber auch hier müssen Sie daran denken, dass wir es bis jetzt versäumt haben, unsere Einrichtungen so auszugestalten, dass sie nicht mehr prozyklisch wirken. Da taucht wieder einmal das Problem des Steuersystems auf, die zweijährige Veranlagung. Die ist ganz eindeutig ein prozyklisches Instrument. Sie verschärft also die Konjunkturzyklen, statt sie automatisch etwas zu dämpfen. Hier gilt es, die Konsequenzen zu ziehen. Gleichzeitig muss man aber auch sagen – das sage ich jetzt zu Herrn Hafner, er hat das Ausgabenwachstum kritisiert –, dass es meines Erachtens nicht zulässig ist, das Wachstum eines geraden Jahres mit dem ungeraden, vorhergehenden Jahr zu vergleichen, weil wir eben eine zweijährige Veranlagung haben. Wir

haben hier immer einen Sprung bei den Steuereinnahmen aus der direkten Bundessteuer, aber auf der anderen Seite natürlich auch einen Sprung bei den Ausgaben. Bekanntlich muss die Eidgenossenschaft 30 Prozent ihrer Steuereinnahmen aus der direkten Bundessteuer an die Kantone zurückerstatten. Das gibt automatisch einen riesigen Sprung. Dazu wissen wir erst noch nicht, wie viele Leute ihre Steuern vorauszahlen. In der Regel ist es so, dass in Zeiten mit tiefen Zinssätzen sehr viele Leute ihre Steuern vorausbezahlen. Das war letztes Jahr der Fall. Wenn wir von den heutigen Zahlen ausgehen, könnten wir das Einnahmenbudget hingegen nach unten korrigieren. Das wäre aber auch nur eine Schätzungskorrektur von rund einem Prozent. Es lohnt sich nicht, das zu tun. Wenn Sie Ausgaben vergleichen wollen, dann müssen Sie ein gerades und ein ungerades Jahr zusammennehmen und den Durchschnitt beurteilen. Dieser Durchschnitt liegt in etwa im Rahmen des geschätzten Wirtschaftswachstums. Ich sage damit nicht, das Wachstum sei nicht trotzdem zu hoch. Dies vor allem deshalb, weil es sehr viele Dinge gibt, die in der Zukunft kommen, die aber noch nicht budgetwirksam, vielleicht noch nicht einmal finanzplanrelevant sind. Wir haben in der Botschaft ausgeführt, dass beispielsweise für die Krankenversicherung nichts eingesetzt wurde, obwohl es bereits Diskussionen darüber gibt und natürlich auch Initiativen. Das kann zwischen 350 Millionen und einer Milliarde Franken mehr ausmachen, je nachdem, was das Volk zu den Initiativen sagt. Dann kommt die AHV, bei der man sicher gelegentlich auch Änderungen vornehmen muss. Und alle Verkehrsausgaben (Eisenbahn) werden auch eine zusätzliche Belastung an Zinsen und an Amortisationen und deshalb an Betriebsbeiträgen zur Folge haben. Das lässt sich voraussehen. Denn diese können ja nicht von Anfang an zusätzlichen Ertrag abwerfen. Wenn Sie einen Tunnel bauen, dann bauen Sie einige Jahre, bis der erste Zug durchfahren kann. In dieser ganzen Zeit haben Sie nur Ausgaben und keine entsprechenden Einnahmen. Deshalb wird zwangsläufig die Situation der Bundesfinanzen angespannter werden.

Umgekehrt darf man sich aber auch nicht beklagen, wenn die Landwirtschaft weniger hohe Zuwachsraten aufweist. Herr Nebiker weiss so gut wie ich, dass die landwirtschaftlichen Positionen regelmässig im Nachtrag II erscheinen, wenn es darum geht, die Ueberschüsse zu verwerten. Deshalb ist es gar nicht so schlecht, wenn man in dieser Hinsicht wenigstens beim Budget noch etwas zurückhaltend ist. Denn der Regen bzw. die Belastung kommt nachher automatisch: Wenn der Sommer vielleicht zu schön und zu ertragreich war, gibt es dann sehr viele Ueberschüsse.

Insgesamt stelle ich fest: Für mich ist es ein Budget, das an der Grenze liegt. Konjunkturpolitisch ist es kein gutes Budget. Es ist auch nicht gut, wenn man sich über die Nationalbank beklagt wegen der hohen Zinssätze. Grundsätzlich hat die Nationalbank keine andere Möglichkeit, um ihre Währungspolitik zu verteidigen. Würde sie es nicht tun, wäre der Schweizerfranken noch tiefer. Das würde für uns noch mehr Teuerung bedeuten, und das ist das Letzte, was wir brauchen können. Deshalb stellt sich auch hier die Frage: Wäre es nicht zweckmässiger, in der Finanzpolitik, in der Fiskalpolitik eine Politik zu betreiben, die die Nationalbank im Interesse, die Teuerung zu bekämpfen, unterstützt, statt das Gegenteil zu tun? Das ist die Frage. So gesehen ist es richtig, wenn man die Ausgaben möglichst zurücknimmt, sie aber möglichst dort zurücknimmt, wo sie mit Investitionen verbunden sind, weil wir hier eine ganz eindeutige Ueberhitzung haben. So gesehen haben Sie die Möglichkeit, hier Zeichen zu setzen.

Zum Rückweisungsantrag selber möchte ich nicht sehr viel sagen. Man muss sehen, welche Gruppierungen hier unterschrieben haben. Im Grunde genommen sollte man die Leute, die unterschrieben haben, einmal eine Zeitlang in ein Zimmer setzen, sie einsperren und sie einen Vorschlag für Kürzungen ausarbeiten lassen. Wenn sie herauskämen, würde ich gerne hören, was sie noch zum Budget des Bundesrates sagen würden. Ich glaube, dann wären sie mit dem Budget absolut einverstanden. Das ist das grundsätzliche Problem! Natürlich darf man sich beklagen, dass der Bundesrat in diesem Jahr einmal gesagt hat, er sei nicht bereit, Aufträge für 300, 400,

500, 600 Millionen Kürzungen entgegenzunehmen. Aber das ist ja auch sehr leicht gesagt. Die Durchsetzung und die Umsetzung ist nachher viel schwieriger, auch für den Bundesrat, denn letztlich muss auch er immer wieder politische Entscheidungen treffen. Er muss Prioritäten setzen. Der Bundesrat ist in diesem Jahr zur Auffassung gelangt, er hätte das, was ihm zuzumuten sei, bereits gekürzt. Es ist vorher einiges gekürzt worden. Deshalb wollten wir diesen Auftrag nicht entgegennehmen und statt dessen Ihnen, dem Parlament, überlassen, selber Prioritäten zu setzen. Sie sehen heute, wie einfach das ist! Es ist wirklich einfach. Ich kann das sehr gut beurteilen. Im Grunde genommen werden bei allen Anträgen die jeweiligen Interessen vertreten. Das ist die letzte Schlussfolgerung. Aber damit allein ist auch keine Budgetpolitik zu machen!

Vielleicht ist es gut, das wieder einmal durchzuexerzieren. Vielleicht haben Sie dann mehr Verständnis im Verlaufe des Jahres, dass Sie nicht ganz alles Mögliche und Unmögliche von diesem Staat verlangen können. Denn die Eidgenossenschaft sollte nicht zu einem Selbstbedienungsladen werden, wo man am Ausgang dann auch noch die Kasse vergisst!

Ich bitte Sie also, den Rückweisungsantrag abzulehnen. Es ist meines Wissens der zweite, den Herr Hafner gestellt hat, letztes Jahr war es der erste. Die Schweizer sind traditionsgebunden. Wir haben früher auch einen Parlamentarier gehabt, den ich persönlich sehr geschätzt habe, aber er hat regelmässig, wie auf die Herbstsession die Winter session folgt, einen Rückweisungsantrag gestellt, nicht gerade für das ganze Budget, sondern nur für das Militärbudget. Traditionen haben auch ihren Wert!

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Hafner Rudolf: Die verschiedenen Voten drängen mich zu einer kurzen Erwiderung.

Herr Bundesrat Stich hat sich etwas lustig gemacht darüber, dass da eine Koalition mit Seltenheitswert zustande gekommen sei. Es ist so: Wenn sich Herr Nebiker bei mir beklagt, dass einige seiner Kollegen meinen Antrag zur Rückweisung unterstützt hätten, hat er sich an den Falschen gewendet. Er müsste das seinen Kollegen und nicht mir sagen. Das Ganze deutet darauf hin, dass auf dieser Seite sehr verschiedene Interessen vorhanden sind. Die einen wollen immer mehr Geld; die anderen wollen eher sparen. Es ist doch bedenkenswert, dass doch wenigstens dieses Mal diejenigen, die einen gesunden Finanzhaushalt haben wollen, mit uns gleicher Meinung waren. Das spricht ja für die Sache, für die Rückweisung. Ich bitte Sie zu bedenken: Wir haben gemeinsam das Finanzhaushaltsgesetz verabschiedet, und dort steht drin, dass wir uns antizyklisch verhalten wollen. Wenn Sie, Herr Bundesrat Stich, von geraden und ungeraden Jahren sprechen, muss ich Ihnen sagen: Davon steht im Finanzhaushaltsgesetz nichts. Sie müssen sich, ob es gerade oder ungerade Jahre sind, an den Sinn und den Zweck des Finanzhaushaltsgesetzes halten. Ich bitte Sie in diesem Sinne, den Rückweisungsantrag zu unterstützen.

Bundesrat Stich: Herr Hafner, ich habe mich über diese Koalition nicht lustig gemacht, denn ich weiss: «les extrêmes se touchent.» Das gehört einfach dazu. Aber wenn Sie nachher auf die zwei Jahre zu sprechen kommen wollen, dann müssen Sie das nicht beim Budget tun. Gesetze sind da, um vernünftig ausgelegt zu werden. Ich appelliere in der Finanzpolitik immer an Ihre Vernunft, an sonst nichts. Das heisst, man muss zwei Jahre zusammennehmen, weil die Unterschiede zu gross sind, um vergleichen zu können. Aber ich wäre natürlich viel besser dran, wenn Sie alle mich unterstützen würden, indem Sie nicht mehr auf diesen zwei Jahren beharren würden, so dass wir zu einem besseren Steuersystem kämen. Dann wäre es auch zu überlegen, ob man die AHV-Renten nicht jedes Jahr anpassen sollte wie alle anderen Gehälter auch. Dann wären wir schon einen Schritt weiter zu einer vernünftigen Gesetzgebung. Aber wenn die Gesetzgebung nicht vernünftig ist, dann kann man vom Finanzminister und vom Bundesrat nicht verlangen, dass er sie auch noch unvernünftig anwendet.

Eintreten ist obligatorisch
L'entrée en matière est acquise de plein droit

Antrag der Kommission

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Hafner Rudolf, Blocher, Eisenring, Fischer-Hägglingsen)

Rückweisung an den Bundesrat

mit dem Auftrag, ein reduziertes Budget vorzulegen, das das quantitative Wachstum nicht anregt, namentlich im Baugebiete, in dem klare Anzeichen einer Ueberhitzung sichtbar sind. Dieses reduzierte Budget darf in keinem Fall ein Ausgabenwachstum ausweisen, welches das Wachstum des Bruttoinlandsproduktes (BIP) übersteigt.

Proposition de la commission

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Hafner Rudolf, Blocher, Eisenring, Fischer-Hägglingsen)

Renvoi au Conseil fédéral

en le priant de présenter un budget réduit qui ne stimule pas la croissance quantitative notamment dans le secteur du bâtiment, dans lequel des signes de surchauffe sont clairement perceptibles. Ce budget réduit ne doit en aucun cas présenter une croissance des dépenses excédant celle du produit intérieur brut (PIB).

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit	Minderheit

Detaillberatung – Discussion par articles

Wo nichts anderes vermerkt ist,

– **beantragt die Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates;**
 – **stimmt der Rat den Anträgen der Kommission stillschweigend zu.**

Sauf indication contraire

– **la commission propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats;**
 – **le conseil adhère tacitement aux propositions de la commission.**

Finanzvoranschlag – Budget financier

Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux

Antrag Meier-Glatfelden

104 Bundeskanzlei

512.40 EDV und Büromatik Fr. 177 000 000

Proposition Meier-Glatfelden

104 Chancellerie fédérale

512.40 Informatique et bureautique Fr. 177 000 000

Meier-Glatfelden: Ich bitte um Unterstützung, damit der Budgetkredit für den Kauf von EDV-Anlagen auf 177 Millionen Franken gekürzt wird. Anbegehrt wurden 261 Millionen Franken. Die Begehrlichkeit in diesem Bereich ist sehr gross. Der Bundesrat hat auf 196 Millionen Franken gekürzt. Das ist gegenüber dem letzten Jahr immer noch eine Zunahme um 24 Prozent. Diese massive Zunahme wird damit begründet, man könnte die anstehenden Probleme in der Verwaltung – auch den Mangel an Personal – nur mit technischen Mitteln lösen. Zu denken gibt mir der Satz in der Botschaft: «Bei den Rechenzentren stehen aufgrund der raschen technischen Entwicklung zudem bedeutende Ersatzbeschaffungen bei den Geräten und Programmen bevor.»

Kaum hat man das Zeug angeschafft, wird es schon wieder weggeschmissen. Mich dünkt, das sei wie beim Turm von Ba-

bel: Die Sprachenverwirrung folgt. Mich dünkt, es handle sich um ein Kartenhaus, in dem der Wurm, respektive das Virus, bereits «drinhockt». Ich persönlich verstehe nichts von EDV und Computern, ich stelle einfach folgendes fest: Es ist ein Wirtschaftswachstum von 6 Prozent vorausgesagt; der EDV-Nachholbedarf ist offenbar ausgewiesen. Die grüne Fraktion ist auf die Idee gekommen, wenn wir von 12 Prozent Wachstum ausgehen, dann kommen wir auf den Betrag von 177 Millionen Franken.

Wir wollen das EDV-Kartenhaus sorgfältig aufbauen, damit es möglichst lange hält. Es ist auch eine Personalfrage: EDV-Spezialisten sind rar, und es ist höchst problematisch, dass man sehr viele Dienstleistungsaufträge an Dritte vergibt, weil man selber nicht in der Lage ist, die Apparate anzuschliessen und einzusetzen.

Ich fasse zusammen: Anbegehrt wurden 261 Millionen Franken. Der Bundesrat kürzte auf 196 Millionen Franken, weil er – nicht zuletzt gemäss seiner Aussage in der Botschaft – der Tatsache Rechnung trug, dass im EDV-Bereich Realisierungsmöglichkeiten und Fristen meist zu optimistisch eingeschätzt werden.

Der Ständerat kürzt weiter auf 183 Millionen Franken. Ich bin überzeugt, Herr Bundesrat Stich wird uns insgeheim danke schön sagen, wenn wir weiterkürzen auf 177 Millionen Franken. Zudem bin ich stolz, dass mein erster Detailantrag nicht Begehrlichkeit ausdrückt, sondern eine Kürzung vorschlägt. Ich bitte Sie, meinen Antrag zu unterstützen.

Fehr, Berichterstatter: Ich glaube, Herr Meier-Glatfelden, ohne «das Zeug», wie Sie sich ausgedrückt haben, kommt eine zeitgemässe Verwaltung, die ihre Aufgaben rationell erfüllen will, nicht aus. Wir haben in diesem Saal auch schon ganz andere Töne gehört über Rückstände in diesem Bereich, und einmal haben wir den heroischen Beschluss gefasst, jedem Ratsmitglied einen Personalcomputer in absehbarer Zeit zur Verfügung zu stellen. Das war damals der Tenor.

Aber es ist sicher richtig, dass man sich fragt, wieviel die Bundesverwaltung in diesem Bereich zu einem bestimmten Zeitpunkt verkraften kann. Die Kommission ist zum Schluss gekommen, dass der Bundesrat etwas zu optimistisch war: Sie schliesst sich dem Ständerat an und beantragt Ihnen, die Summe auf 183 Millionen Franken festzusetzen. Würden wir mehr kürzen, wie das Herr Meier vorschlägt, so könnten dringende Erneuerungen, die wie bei andern Einrichtungen unumgebar sind, nicht vorgenommen werden. Damit gingen wir entschieden zu weit.

Ein gleicher Antrag lag in der Kommission vor, damals gestellt von Herrn Hafner: Die Kommission hat ihn mit einem Stimmenverhältnis von 12 zu 1 abgelehnt.

Ich empfehle Ihnen ebenfalls Ablehnung.

M. Frey Claude, rapporteur: Au chapitre de la Chancellerie fédérale, le Conseil des Etats ainsi que la Commission des finances du Conseil national ont adopté des mesures d'économies pour un montant de 22 millions, à l'unanimité en ce qui concerne les trois premières mesures inscrites dans votre dépliant, et par 12 voix contre 1 en ce qui concerne l'informatique et la bureautique, rubrique remise en question par M. Meier-Glatfelden. Nous vous proposons de ne pas aller au-delà de ce montant.

En effet, Monsieur Meier, si nous observons au chapitre informatique et bureautique (compte 512-40) une augmentation sensible, nous observons, dans le même temps, que, par rapport au montant initialement demandé pour le budget 1990, une réduction importante a déjà eu lieu. En effet, sur les 261 millions demandés, 196 millions ont été retenus par le Conseil fédéral et une nouvelle réduction a été opérée, pour porter finalement ce montant définitif – nous le souhaitons – à 183 millions. Il y a en effet des tâches qu'il faut accomplir: des installations à remplacer, atteintes qu'elles sont par la limite d'âge, des installations qu'il faut renforcer, en particulier dans les Ecoles polytechniques fédérales.

Voilà pourquoi nous vous demandons, par 12 voix contre 1, de voter le crédit réduit de 183 millions.

Bundesrat Stich: Ich möchte Herrn Meier-Glatfelden zuerst danken, dass er einen Antrag einreicht, der noch einmal eine Reduktion bezwecken soll. Seine Argumente haben wir sehr ernst genommen. Wir haben aus denselben Gründen im Bundesrat auch schon eine sehr starke Kürzung vorgenommen. Mit der Kürzung durch den Ständerat, das müssen wir sagen, sind wir an der Limite angelangt. Man muss sich bewusst sein, dass nicht alle Ausgaben in diesem Jahr neu beschlossen werden: Gerade im EDV-Bereich braucht es unter Umständen, wenn es sich um grössere Einrichtungen handelt, eine längere Lieferfrist, so dass man die Apparate im voraus bestellen muss, und dann sollte man sie auch bezahlen können. Zudem haben wir jetzt verschiedene Projekte gehabt im Rahmen von Effi-QM, wo man nun mit Hilfe von Datenverarbeitung effektiv die Leistung verbessern will. Es geht nicht unbedingt um den Ersatz von Arbeitskräften. Ich möchte beispielsweise daran erinnern, dass die Leute im Übersetzungsdienst mit Personalcomputern ausgerüstet werden sollen oder dass wir in der Steuerverwaltung einen Pilotversuch machen, indem wir die Steuerinspektoren mit Personalcomputern ausrüsten, damit sie direkt mit Bern kommunizieren können und nachher diese Daten nicht neu aufgearbeitet werden müssen. Ich bitte Sie also, den Antrag von Herrn Meier-Glatfelden abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Meier-Glatfelden Minderheit
Dagegen offensichtliche Mehrheit

Genehmigt – Approuvé

Departement für auswärtige Angelegenheiten Département des affaires étrangères

Antrag der Kommission

201 Departement für auswärtige Angelegenheiten
493.25 Friedenserhaltende Aktionen Fr. 49 275 000
493.42 Europäische Weltraumorganisation (Esa) Paris
Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Minderheit
(Hafner Rudolf, Carobbio, Jaeger)
Fr. 63 000 000

Antrag Petitpierre

201 Departement für auswärtige Angelegenheiten
493.20 Europarat, Strassburg Fr. 4 156 670

Proposition de la commission

201 Département des affaires étrangères
493.25 Actions pour le maintien de la paix Fr. 49 275 000
493.42 Agence spatiale européenne (ESA), Paris
Majorité
Adhérer à la décision du Conseil des Etats
Minorité
(Hafner Rudolf, Carobbio, Jaeger)
Fr. 63 000 000

Proposition Petitpierre

201 Département des affaires étrangères
493.20 Conseil de l'Europe, Strasbourg Fr. 4 156 670

Pos. 201.493.42

Hafner Rudolf, Sprecher der Minderheit: Sie entnehmen der Fahne, dass die Kommissionsminderheit einen Antrag stellt, diesen Betrag für die Europäische Weltraumorganisation (Esa) in Paris auf 63 Millionen festzusetzen. Das ist der gleiche Budgetbetrag wie im Jahr 1989. Also, es wäre eine Plafonierung und nicht eine weitere Reduktion. Der vom Bundesrat vorgeschlagene Betrag von 76 Millionen würde einer Steigerung von sage und schreibe 21 Prozent entsprechen. Das wäre mehr als das Dreifache des prognostizierten Wirtschaftswachstums, also eine extreme Steigerung.

Uns in der Kommissionsminderheit scheint diese extreme Steigerung für diese Position ausserordentlich hoch und unverhältnismässig. Ich habe mich daher beim zuständigen Amt über diese Steigerung dokumentieren lassen und habe festgestellt, dass offenbar von dieser Seite her der Weltraumfahrt einen hohen Stellenwert zugemessen wird. Es ist aber so, dass mich diese Dokumentation doch nachdenklich gestimmt hat. Ich zitiere einen Satz daraus, der besonders bemerkenswert ist: «Die Raumfahrt wäre sicher das technische Mittel, das der Lebensform Mensch die Möglichkeit einer Expansion mindestens im Rahmen unseres Sonnensystems eröffnen würde.» Man könnte meinen, man sei da in einem Science-Fiction-Film, ungefähr nach dem Motto: Wenn dann die Erde nichts mehr taugt und nicht mehr Aufenthaltsort für den Menschen sein kann, haben wir noch die Möglichkeit, uns mit der Raumschiffahrt auf andere Planeten zuzubewegen. Das ist eine sehr illusionäre Haltung, und wir müssen zuerst zur Erde Sorge tragen. Von daher können wir die Prioritäten bei der heutigen finanziellen Lage nicht unbedingt bei der Weltraumfahrt setzen.

Ich bitte Sie daher, diese illusionäre Haltung, die in der Dokumentation zum Ausdruck kommt, nicht zu unterstützen und dem pragmatischen Antrag, diesen Budgetbetrag auf das gleiche Niveau wie 1989 festzusetzen, zuzustimmen.

Büttiker: Ich kann mich dem Votum Hafner Rudolf natürlich nicht anschliessen.

Die schweizerischen Beiträge an die Europäische Weltraumorganisation (Esa) setzen sich aus den Beiträgen an die obligatorischen Tätigkeiten und jenen an die sogenannten Fakultativprogramme zusammen. Zu den obligatorischen Tätigkeiten gehören das allgemeine Budget und das weltraumwissenschaftliche Forschungsprogramm. Diese beiden Programmbereiche sind aufgrund der Mitgliedschaft in der Esa im Verhältnis des Nettovolkeinkommens aller Mitgliedstaaten zu finanzieren. Für die Schweiz liegt dieser Prozentsatz heute bei rund 4 Prozent. Im Rahmen von Fakultativprogrammen werden insbesondere Technologieprojekte, Anwendungssatelliten für Meteorologie, Telekommunikation und Erdbeobachtung sowie Trägerraketen und Raumstationselemente entwickelt. Jeder Staat entscheidet über seine Beteiligung an den Fakultativprogrammen aufgrund finanzieller und industrieller Kriterien. Sind, Herr Hafner Rudolf, die Fakultativprogramme einmal angelaufen, wird ihre Mitfinanzierung für jene Staaten, die sich zur Beteiligung entschlossen haben, zu einer auf der Esa-Konvention beruhenden völkerrechtlichen Verpflichtung, im gleichen Sinne wie die Finanzierung der obligatorischen Tätigkeiten.

Der Bundesrat entscheidet über die schweizerische Beteiligung an Esa-Fakultativprogrammen aufgrund der Empfehlung der eidgenössischen Beratenden Kommission für Weltraumfragen, unter dem Vorsitz von alt Ständerat Franz Muheim.

Der letzte Beteiligungsentscheid datiert vom 19. Juni 1989. Er betraf die Erhöhung unserer Beiträge an das europäische Raumflugzeug Hermes von 1,5 auf 2 Prozent und an die Programmbereiche Erdbeobachtung und Mikrogravität von 2 auf 4 Prozent.

Die Beratende Kommission hatte diese Ausweitung vor allem angesichts der zu erwartenden Industrieaufträge in technologisch wichtigen Bereichen und aufgrund des wissenschaftlichen Interesses unserer Hochschulen einstimmig empfohlen.

Als Konsequenz dieser Erhöhung und unter Berücksichtigung aller bereits bestehenden Verpflichtungen sah der Bundesratsbeschluss für das Jahr 1990 einen Totalbeitrag von 76 Millionen Franken an das Esa-Budget vor. Inzwischen wurden allerdings in einigen Programmen im Esa-Rahmen Kürzungen beschlossen, so dass voraussichtlich eine Kürzung um 3 Millionen Franken, wie sie von der Finanzkommission verlangt wurde, vorgenommen werden kann.

Der verbleibende Beitrag von 73 Millionen ist dagegen unerlässlich, um unseren Verpflichtungen gegenüber der Esa nachzukommen und die für die schweizerische Industrie an-

fallenden Aufträge aufgrund der Regeln über den Industrie-rückfluss sicherzustellen.

Die Europäische Weltraumorganisation ist eines der weltweit bekanntesten Beispiele einer erfolgreichen und effizienten Zusammenarbeit europäischer Staaten mit ausschliesslich friedlicher Zielsetzung. Zu ihren Leistungen gehören die Sonde zum Kern des Kometen Halley, die europäischen Wetter- und Fernmeldesatelliten Meteosat und ETS ebenso wie die Träger-rakete Ariane, die mit 50 Prozent Weltmarktanteil zum erfolgreichsten operationellen Satellitentransportsystem geworden ist.

Die Mitgliedschaft der Schweiz sichert uns eine aktive, gleichberechtigte Mitwirkung an der Formulierung der europäischen Weltraumpolitik und eine hochqualifizierte wissenschaftliche und industrielle Beteiligung an den Projekten. Sie ist darüber hinaus ein Beispiel eines solidarischen Beitrages an ein geeinigteres und stärkeres Europa, das in den vergangenen zwei Jahrzehnten u. a. dank Zusammenarbeitsformen wie der Esa zur wissenschaftlichen und technologischen Spitzengruppe zurückgefunden hat.

Darum bitte ich Sie, den Minderheitsantrag Hafner Rudolf abzulehnen.

Fehr, Berichterstatter: Der Antrag der Minderheit ist in der Kommission mit 11 zu 4 Stimmen abgelehnt worden. Herr Bütiker hat in seinen Ausführungen darauf hingewiesen, dass es in diesem Zusammenhang Bindungen der Schweiz gibt. Die Schweiz hat vor zwei Jahren einem Langzeitplan zugestimmt, der darauf abzielt, Europa die Autonomie in den Schlüsseltechnologien der Raumfahrt zu sichern. Ich glaube, man kann schon nicht überall einfach die Zuwachsraten ermitteln und sagen, soviel ist zu hoch, wir gehen auf tiefere Summen: sonst würde nichts mehr bewegt. Das ist ja auch nicht denkbar.

Nun ist es allerdings so, dass auch andere Staaten Finanzprobleme kennen, vielleicht sogar grössere als wir. Die Bundesrepublik Deutschland und Frankreich haben die Reduktion zweier Programmbudgets verlangt. Es betrifft Ariane V und Hermes, und das führt dazu, dass in Abweichung von diesem Langzeitplan eine Kürzung, wie sie die Kommission vorschlägt, auf 73 Millionen möglich und verkraftbar ist. Eine weitergehende Kürzung würde bedeuten, dass wir aus diesen Aktivitäten teilweise aussteigen müssten, und das halte ich mit Blick auf europapolitische Überlegungen, die hier auch schon angestellt wurden, nicht für richtig.

Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen und den Antrag der Minderheit abzulehnen.

M. Frey Claude, rapporteur: Au sujet de l'Agence spatiale européenne, à Paris, depuis l'élaboration du projet de budget il y a eu une modification, en ce sens que l'Allemagne et la France ont demandé une réduction budgétaire pour les programmes Ariane V et Hermes. Dès lors, il est possible, sans rien compromettre, de réduire le budget de 3 millions comme vous le propose la Commission des finances, et de ne voter qu'un crédit de 73 millions de francs. En revanche, nous vous demandons instamment de ne pas suivre la proposition de M. Hafner car nous ne pourrions plus faire face à nos obligations concernant des projets pilotes SAT 2, pour de nouvelles technologies en communications. Sur ce point, notre industrie a déjà effectué des travaux préparatoires et des investissements, et il serait faux de remettre en question ce qui a été décidé et ce qui est déjà mis en route dans un domaine important.

Par 11 voix contre 4, votre commission vous engage donc à rejeter la proposition de minorité Hafner.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, auch diesen Antrag abzulehnen. Man muss die Forschung als etwas Gesamtes ansehen, auch wenn das Geld ins Ausland geht, zu internationalen Organisationen. Aber letztlich geht es auch um schweizerische Interessen dort: es werden auch schweizerische Forschungsaufträge damit finanziert.

Ich bitte Sie, Ihrer Kommission zuzustimmen und den Antrag von Herrn Hafner Rudolf abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

offensichtliche Mehrheit
Minderheit

Pos. 201.493.48

M. Frey Claude, rapporteur: La commission n'a pas débattu de cette question, sauf pour approuver le passage de 10 à 7 millions de francs. Si j'interviens, c'est pour qu'il n'y ait pas de confusion, mais je le fais à titre personnel. Ce poste Expositions universelles traite des deux expositions universelles qui auront lieu en 1992 à Séville et à Gênes. Pour la fixation des montants inscrits au budget 1990 et pour l'élaboration de ces deux grandes expositions, on s'est référé aux expositions d'Osaka et de Brisbane pour mieux estimer les coûts, mais en ce qui concerne Séville un problème particulier se pose, cher à M. Burckhardt et encore plus à M. Mangeat: il s'agit de la tour de glace.

Or, dans les documents qui ont été communiqués à la section 2 de la Commission des finances du Conseil des Etats par le Département fédéral des affaires étrangères, une phrase m'inquiète et appelle une mise au point. Je vous la lis: «Après le refus par la Commission de coordination (COCO) du projet de la tour de glace pour Séville, un autre pavillon devra être trouvé.» Je le dis ici très clairement: il n'y a eu aucune discussion au sujet de ce poste qui pourrait conduire à la conclusion que la réduction de 10 à 7 millions implique une révision des projets. Nous n'avons en tous cas pas discuté de la tour de glace et nous nous étonnons que d'ores et déjà dans un département l'on admette que ce projet soit abandonné.

Personnellement, je souhaite que ce ne soit pas le cas, que le Conseil fédéral en discute, parce que la Commission de coordination est une commission consultative du Conseil fédéral ou d'un département et qu'il serait pour le moins prématuré de considérer que la décision de la COCO est maintenant entrée en force. Ce poste de 7 millions laisse toutes les options ouvertes et il ne faudrait pas que le Conseil fédéral reste de glace face au projet Mangeat!

Antrag der Kommission

202 *Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe*

493.11 Allgemeine Beiträge an internationale Organisationen

493.12 Beiträge für bestimmte Aktionen an schweiz. und internationale Organisationen

493.13 Eigene Projekte des Bundes

493.22 Nahrungsmittelhilfe mit Milchprodukten

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Jaeger, Meizoz, Züger)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Scheidegger

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

202 *Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire*

493.11 Contributions générales à des organisations internationales

493.12 Contributions à des organisations suisses et internationales pour des projets spécifiques

493.13 Projets de la Confédération

493.22 Aide alimentaire en produits laitiers

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Jaeger, Meizoz, Züger)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Scheidegger

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Carobbio, porte-parole de la minorité: La minorité de la commission que je représente a été d'accord sur le principe général de réduction de la croissance des dépenses adopté pour l'établissement du budget 1990. En revanche, elle a un avis différent à propos du critère choisi par la majorité de la commission qui souhaite une réduction à peu près égale dans tous les principaux postes du budget.

La minorité de la commission estime notamment que les dépenses budgétisées pour la coopération au développement et l'aide humanitaire sont parmi celles qui ne devraient pas être réduites. Nous pensons que s'il faut effectuer des réductions, il faut aussi déterminer des priorités. C'est la raison pour laquelle nous vous suggérons de renoncer à cette réduction de 15 millions proposée par le Conseil des Etats, approuvée par la majorité de notre commission et qui concerne les contributions générales aux organisations internationales, les contributions aux organisations étrangères et suisses pour des projets spécifiques, les projets de la Confédération dans le domaine de l'aide alimentaire en produits laitiers. En définitive, nous vous suggérons d'en rester aux propositions initiales du Conseil fédéral.

Des considérations d'ordre général et de caractère plus particulier soutiennent nos positions. Pour commencer, il faut bien dire que ces mesures d'économie, qui sont pratiquement prises sur le dos du tiers monde, et sont décidées par un pays riche comme la Suisse, sont en contradiction profonde avec les déclarations sans cesse répétées, affirmant la volonté d'augmenter l'aide au développement. Comme le mentionne le message du Conseil fédéral, cette dernière représente le 0,31 pour cent du produit national brut. On est encore loin du 0,35 pour cent qui est la moyenne des pays industriels et que nous avons affirmé plusieurs fois vouloir atteindre. La réduction proposée va donc à sens contraire de cet objectif qui semblait, à un certain moment, acquis par tous et par l'ensemble des groupes.

Je vous rappelle encore qu'au moment où nous nous apprêtons à décider une importante aide aux pays de l'Est – et nous sommes d'accord avec une telle proposition – il serait pour le moins contradictoire de diminuer l'aide aux pays du tiers monde. On risque de donner la fâcheuse impression d'effectuer des économies sur le dos des pays les plus pauvres pour aider les Etats de l'Est, même si, concrètement, ce n'est pas exactement cela. Si en plus, on tient compte du fait que la politique d'aide au développement doit faire face à de nouveaux défis, comme par exemple, l'appauvrissement de larges couches de la population du tiers monde à la suite de la crise de l'endettement, il apparaît évident qu'il n'est pas logique de réduire les moyens prévus.

Nous ne pouvons pas non plus oublier que, lors de la campagne sur l'initiative «pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix», partisans et opposants étaient d'accord sur la nécessité de renforcer les efforts pour réduire les clivages entre pays riches et pays pauvres qui sont une des causes de rescrudescence des tensions dans le monde. Ce n'est donc pas en réduisant les montants prévus à cet effet par le Conseil fédéral qu'on y parviendra. Je pense qu'après le résultat de la votation de dimanche passé, ce ne serait pas un bon choix politique de la part de notre Parlement.

On m'objectera, je le sais, qu'il ne s'agit pas de réduire cet effort mais de mieux utiliser l'argent à disposition en diminuant les dépenses. On nous dit qu'une réduction incitera les responsables à agir dans ce sens. Nous admettons volontiers qu'il faut mieux analyser, du point de vue de l'efficacité et de la compatibilité, certains projets mis au point par les services de l'aide au développement. Toutefois, cela ne prouve pas encore qu'il soit nécessaire de réduire le budget de l'aide au développement.

Cela est d'autant plus vrai lorsqu'on examine les suggestions présentées et les décisions proposées. Prenez par exemple le poste sous chiffre 493.12, Contributions aux organisations suisses et internationales pour des projets spécifiques! Si vous comparez les chiffres, vous constatez que le Conseil fédéral lui-même avait déjà prévu une réduction par rapport à la somme budgétisée l'année passée. Maintenant, le Conseil des Etats et la majorité de la commission nous proposent une

réduction supplémentaire de 3 millions. Il est peu probable qu'une telle politique soit efficace et correcte. De telles réductions ne peuvent que contribuer à rendre plus difficiles nos efforts et, dans tous les cas, à les ralentir.

Il en va de même pour le poste 493.22, aide alimentaire et en produits laitiers, que le Conseil des Etats et la majorité de la commission nous proposent de réduire de 4 millions. Il est illogique que, face aux situations graves, aux problèmes aigus que les milliers de personnes qui meurent de faim dans le monde posent aujourd'hui aux pays riches, la Suisse décide pour des raisons budgétaires de réduire une telle aide.

Ce sont les raisons pour lesquelles la minorité de la commission vous propose, pour les quatre postes en question, d'en rester aux suggestions du Conseil fédéral que nous considérons aujourd'hui comme étant minimales. Si des réductions doivent être effectuées – et nous sommes d'accord sur ce point – elles doivent porter sur d'autres secteurs, par exemple dans les dépenses militaires et notamment celles en relations avec l'armement. Je cite un exemple simple et concret. Dans le budget 1990, on a un poste d'un montant de 20 millions pour les tests concernant l'achat du nouvel avion F-18A qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision. Il suffirait de renoncer à ce poste en le renvoyant à la discussion sur l'opportunité d'acquérir cet avion, pour récupérer l'argent nécessaire au maintien de l'aide au développement au niveau proposé par le Conseil fédéral. Je vous invite donc à suivre la suggestion de la minorité de la commission.

Scheidegger: Ich nahm mit grossem Bedauern und einer gewissen Empörung Kenntnis von den Kürzungen des Budgets 1990 für die öffentliche Entwicklungshilfe um insgesamt 30 Millionen Franken: Also, Herr Bundesrat Stich, bloss 0,1 Prozent, eine vernünftige Grösse – Sie haben ja Vernunft vorhin so betont – zur Wiederaufstockung! Es handelt sich dennoch um eine Kürzung von 967 Millionen auf 937 Millionen. Ich spreche da sowohl von den Positionen der DEH wie auch des Bawi. Nach dieser Kürzung würden die Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe des Bundes 1990 gegenüber 1989 real nahezu stagnieren, was im Widerspruch zu den Legislaturzielen des Bundesrates stünde. Der Bundesrat hat ja mit diesen Zielen bewusst einen Schwerpunkt für ein stärkeres Wachstum der Entwicklungshilfe gesetzt. Damit sollte eine sukzessive Erhöhung zur Angleichung an die internationalen Durchschnittswerte erreicht werden.

Zwar verstehe ich die Argumente der Finanzkommission, soweit dies die inländische Betrachtungsweise anbelangt. Aber die Dritte Welt ist tatsächlich anders, geht nach anderen Uhrwerken. Wollen wir diese Problematik, deren Vorhandensein im Rat immer wieder beteuert wird, ernst nehmen, dann haben wir dies auch bei der Ausgestaltung des Budgets der Eidgenossenschaft zu tun, zum Beispiel konkret mit dem Budget 1990. Alles andere wäre Augenwischerei. Legislaturplanung will ja Schwerpunkte setzen. Opfersymmetrie in der Budgetpolitik vernebelt solche Absichten offenbar. Angesichts der Tatsache, dass eine wachsende Zahl von Menschen und Ländern in der Dritten Welt immer ärmer werden, müssen vor allem die reichen Industrienationen – dazu sind wir zu zählen – ihre Verantwortung für die globale Lage der Welt wahrnehmen. Es ist längerfristig für das gerechte und friedliche Zusammenleben der Menschheit undenkbar, wenn in einigen wenigen Ländern der materielle Wohlstand kontinuierlich ansteigt, während sich in der Mehrheit der Länder Armut und Elend weiter ausbreiten. In absoluten Zahlen wächst ja der Anteil jener Menschen in den Ländern der Dritten Welt, die in Armut leben und ihre Grundbedürfnisse nicht oder nur knapp befriedigen können, ständig an.

In ihrer bislang umfangreichsten Studie über Subsahara-Afrika, die erst vor drei Wochen publiziert wurde, schlägt die Weltbank – nicht gerade das progressivste Organ auf dieser Welt – die Verdoppelung der Ausgaben für diese Entwicklungsländer im Rahmen eines neuen Vorhabens vor. Mit diesen Massnahmen soll ein neuer Aufschwung auf dem afrikanischen Kontinent eingeleitet werden. Der Bericht befürwortet nachdrücklich die Forderung nach einer Entwicklungsstrategie, bei der die Menschen im Mittelpunkt stehen. Und in dieser

Situation wollen wir nun aus volkswirtschaftlichen und budgetmässigen Gründen lineare Sparübungen durchführen und auch die Hilfe an die Dritte Welt unter den ursprünglichen Betrag des Bundesrates drücken. Das darf ja nicht wahr sein! Der Bericht der Weltbank unterstreicht einerseits, dass die Zukunft Afrikas nur durch die Afrikaner selbst bestimmt werden kann, andererseits betont er die Notwendigkeit umfangreicherer, grösserer Hilfeleistungen des Auslandes an Afrika. Nur sofern dieses höhere Hilfevolumen aufgebracht und wirksam eingesetzt werden kann, dürfte Subsahara-Afrika in der Lage sein, die gegenwärtige Rezession umzukehren und schliesslich seinen Bedarf an Entwicklungshilfe zu reduzieren, und mithin würde dann auch diese Position in unserem Budget mit der Zeit vielleicht verschwinden.

Und beim Wissen um diese Zusammenhänge, wollen wir im Bundeshaus antizyklische Drittwelt-Budgetpolitik betreiben! Es ist leicht, vom Sparen zu reden, wenn man satt ist und im Ueberfluss lebt. Die Sparübung im Bereich Dritte Welt hätte folgende Konsequenzen für die DEH:

1. In der humanitären Hilfe begrenzen die Kürzungen vor allem die Möglichkeit der Schweiz, auf dringliche Notaktionen im Rahmen der grossen, internationalen Hilfsorganisationen, speziell der Uno und des IKRK, einzugehen.

2. Im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit ist ein grosser Teil der 1990 fälligen Auszahlungen bereits für die früher eingegangenen Verpflichtungen vorausbestimmt, nämlich 85 bis 90 Prozent.

Nun zum Bawi: Diese Position kommt wahrscheinlich erst am Dienstag zur Sprache, so wie ich die Budgetdebatte anschau. Also beim Bawi, unter der Rubrik EVD, Finanzhilfen, Zuschüssen. Bei dieser Rubrik sind auch Kürzungen von fünf Millionen vorgesehen, gegen die ich mich hier wende. Diese Kürzungen gehen auf Kosten von Zahlungsbilanzhilfen und Ausgleichszahlungen für Exporterlösverluste. Dadurch geht eine gewisse Flexibilität verloren. Auch diese Kürzungen wirken sich wiederum zulasten der ärmsten Länder aus.

Die schweizerische Entwicklungszusammenarbeit würde durch diese Kürzungsmassnahmen eine Verlangsamung erfahren. Die Situation der Dritten Welt verlangt aber im Gegenteil mehr Unterstützung.

Ich bitte Sie deshalb, meinen Antrag – das wäre also auch der Antrag der Minderheit, der hier zur Diskussion steht, ausgedehnt um den Antrag für das Bawi, diese fünf Millionen – und auch den Antrag von Frau Segmüller – sie wird ihn noch begründen – zu unterstützen. Wir wollen doch eine glaubwürdige schweizerische Drittwelt-Politik.

Begrüssung – Bienvenue

Le président: J'ai le plaisir de saluer à la tribune une délégation parlementaire soviétique qui s'intéresse spécialement aux problèmes d'architecture et de construction. Je souhaite à cette délégation un bon séjour en Suisse et des discussions fructueuses, notamment avec nos collègues du groupe des constructions. (Applaudissements)

Wiederkehr: Bundespräsident Delamuraz hat in seiner Neujaursprache an das Schweizervolk klar festgehalten, dass die Schweiz ihre Verpflichtungen in der internationalen Hilfe und Zusammenarbeit weiterhin wahrnehmen wird. Die 30 Millionen, die in diesem Bereich total gekürzt werden sollen, betreffen drei Prozent des entsprechenden Budgets und 13 Prozent der gesamten vorgeschlagenen Kürzungen. Besteht da nicht ein Widerspruch zwischen bundesrätlichem Willen und dem Handeln der parlamentarischen Finanzkommission? Es ist richtig, wie Herr Scheidegger gesagt hat, dass bei Kürzungen der humanitären Hilfe die Eidgenossenschaft in erster Linie bei Hilfsaktionen zurückstecken müsste. Aber wir haben doch keinen Anlass anzunehmen, dass im nächsten Jahr weniger Flüchtlinge als bisher irgendwo auf der Welt unterkom-

men möchten und Hilfe beanspruchen. Wir dürfen nicht in erster Linie die Flüchtlinge mit Streichungen benachteiligen. Ein Zweites möchte ich ganz besonders betonen: Generell bewirken die Budgetkürzungen in der Entwicklungszusammenarbeit vor allem eine Schwächung der Möglichkeiten, auf die grossen Herausforderungen auf unserem Planeten zu antworten, z. B. auf das Abholzen des tropischen Regenwaldes. Wenn den Bauern, die durch Brandrodung jedes Jahr wieder eine Ackerfläche urbar machen möchten, über die schweizerische Entwicklungszusammenarbeit die Möglichkeit gegeben wird, produktiver zu arbeiten, mit besseren Mitteln und Methoden, dann werden sie nicht noch mehr Tropenwald abholzen müssen.

Eine Angelegenheit liegt mir besonders am Herzen, und ich stelle fest, dass das bei uns in der Schweiz noch kein Thema ist: Aids – als internationales Problem gesehen. Ich hatte schon letztes Jahr versucht, für das Problem Aids mehr Stellen in der DEH zu erhalten. Das wurde abgelehnt. Ich mache Sie jetzt darauf aufmerksam, dass gewisse afrikanische Staaten – dazu gehören Zaire und Uganda – bereits eine Durchseuchung mit HIV-Positiven von 50 bis 60 Prozent aufweisen. Die Länder, die von der Schweiz in der Entwicklungszusammenarbeit besonders berücksichtigt werden, haben heute bereits einen Durchseuchungsgrad an HIV-Positiven von 10 bis 20 Prozent. Bei jeder zweiten Mutter, die zum Gebären in eines der Gesundheitszentren kommt, wird festgestellt, dass sie HIV-positiv ist. Jede zweite Mutter! Das heisst: Nur eines von drei Kindern, die sie gebärt, wird nachher kein Aids entwickeln, die zwei anderen werden krank sein.

Was heisst das nun für unsere technische Zusammenarbeit? Es bedeutet, dass die millionenschwere Unterstützung, die unser Land z. B. via Swisscontact für technische Hilfe gewährt, durch Aids zunichte gemacht werden kann. Die Leute, die ausgebildet werden, sind im besten Alter, d. h. auch im sexuell aktiven, und sie sind durch Aids sehr gefährdet. Wir können also in wenigen Jahren vor der Situation stehen, dass die ganzen Anstrengungen in der technischen Zusammenarbeit vergeblich gewesen sein werden durch die Tatsache, dass bei diesen Leuten Slim disease, also Aids, ausbricht. Slim disease heisst die Krankheit deshalb, weil die Betroffenen abmagern bis zum Skelett. Dies zu verhindern – dazu kann die Eidgenossenschaft sehr viel leisten, besonders deshalb, weil wir in der Schweiz in der allgemeinen Aids-Forschung die Nase vorne haben.

Ich bitte Sie ganz dringend, gerade um diesen neuen Bedrohungen etwas entgegenzusetzen zu können, die hier zur Diskussion stehenden 15 Millionen Kürzungen wieder rückgängig zu machen.

Hess Peter: Ich beantrage Ihnen, die beiden Minderheitsanträge zu unterstützen. Ich bin mir bewusst, dass wir es unterlassen sollten, aus dem Gesamtkonzept mit diesem Kürzungspaket – wie es uns die Finanzkommission unterbreitet hat – auszubrechen, weil wir sonst Gefahr laufen, dass wir uns am Schluss in den Einzelanträgen verstricken und keine effektiven Kürzungen erzielen können.

Ich bin aber der Meinung, dass wir hier nun schon über die Bücher gehen müssen. Auch ich bin in den letzten Monaten an unzähligen Veranstaltungen gewesen und habe immer wieder verkündet, die Militärausgaben seien für uns kein Hindernis, um uns in den anderen Bereichen – insbesondere auch z. B. im Bereich der Entwicklungshilfe – nach Massgabe der Notwendigkeiten einzusetzen. Ich habe dabei verwiesen auf die Ankündigung des Bundesrates im vergangenen Sommer, dass er gewillt ist, die Anstrengungen unseres Landes zugunsten der Dritten Welt, zugunsten der Entwicklungszusammenarbeit zu steigern. Ich kann daher beim besten Willen jetzt nicht auf diesen Kürzungsantrag eingehen. Ich habe aber versucht, nach Kompensationsmöglichkeiten Ausschau zu halten, und ich habe auch einen Antrag unterbreitet, dass wir in einem Bereich – Zivilschutz –, wo die konjunkturelle Ueberhitzung in der Schweiz sehr markant zum Ausdruck kommt, zusätzlich sparen, um hier in etwa das Gesamtkürzungstotal erhalten zu können.

Ich glaube, wir müssen uns bewusst sein – das ist bereits von

den Vorrednern angetönt worden –, dass unsere Anstrengungen gegen aussen in der nächsten Zeit markant zunehmen werden. Wir haben ja kürzlich vom Bundesrat eine Botschaft erhalten, die einen Einsatz von rund 250 Millionen Franken zugunsten von osteuropäischen Ländern vorsieht. Dieser Betrag ist ja im Budget, soweit ich orientiert bin, noch nicht vorgesehen. Wir werden uns also damit befassen müssen, dass wir hier erneut ein neues – meines Erachtens sehr wichtiges – Betätigungsfeld erhalten. Ich glaube, es wäre falsch, wenn wir jetzt einfach aufgrund der Opfersymmetrie, wie sie notwendig wurde – zum Teil auch wegen des Widerstandes des Bundesrates, bei den Kürzungen mitzumachen –, einen so prioritären Bereich, wie ihn die Entwicklungshilfe darstellt, zurückstutzen müssten.

Ich bitte Sie daher noch einmal, die Minderheitsanträge zu unterstützen.

Widmer: Natürlich ist es immer lobenswert, wenn die Finanzkommission Sparanstrengungen unternimmt. Das sei ausdrücklich an die Spitze meiner Überlegungen gestellt. Ebenso klar ist aber auch, dass sich dann die Frage stellt, wo man spart. Diese Frage, wo man sparen wird, ist natürlich identisch mit der politischen Prioritätenordnung, die ein Politiker vertritt. Nun halte ich es aus voller Überzeugung für falsch, wenn man in der heutigen Situation ausdrücklich bei der Entwicklungshilfe sparen will.

Ich habe die Probleme der Entwicklungshilfe seit Jahren verfolgt. Ich kann Ihnen aus eigener Erfahrung ohne Vorbehalt sagen: Diese Nöte, diese Schwierigkeiten, auch die personellen Mängel, mit denen dieser Sektor der Bundestätigkeit belastet ist, die lassen uns keine Freiheit, hier Abstriche gegenüber den bundesrätlichen Wünschen vorzunehmen. Bedenken Sie auch, dass wir spätestens im März eine Sonderanstrengung zugunsten von Polen und Ungarn behandeln werden, also das genaue Gegenteil von dem, was hier mit diesen Reduktionsanträgen angestrebt wird.

Es ist eine Frage, das sage ich im vollen Bewusstsein des Wortes, in der man eben nicht nur mit dem Frankendenken urteilen kann, sondern wo man das Herz und das Gefühl sprechen lassen muss, immer unter der Voraussetzung, dass man sich tatsächlich selber ein Bild von der heutigen Welt gemacht hat. In dieser Situation halte ich es wirklich für unmöglich, dass das Parlament unter die Anträge des Bundesrates gehen will. Die Frage stellt sich viel eher, ob wir nicht aus dem Parlament einen Antrag stellen sollten, der über den bundesrätlichen hinausgeht. Ich mache das nur deshalb nicht, weil die Situation dann noch komplizierter wird. Aber um so bestimmter sage ich Ihnen: Eine Reduktion der bundesrätlichen Anträge können wir uns nicht leisten.

In aller Deutlichkeit zum Schluss: Ein Land wie die Schweiz, so reich wie die Schweiz, so privilegiert wie die Schweiz, kann sich doch einen solchen Reduktionsantrag nicht leisten!

Hänggi: Auch ich war, wie viele von Ihnen, in den letzten Wochen häufig unterwegs und habe mich mit den Begriffen Sicherheits- und Friedenspolitik auseinandergesetzt. Ich bin zutiefst davon überzeugt, dass beide untrennbar zusammenhängen. Deshalb fühle ich mich heute eben so verpflichtet, für diese humanitäre Hilfe an die Drittwelt-Länder einzustehen. Ich bitte Sie deshalb, dem Minderheitsantrag ebenso wie dem Antrag von Kollege Scheidegger und dem noch folgenden Antrag von Frau Segmüller zuzustimmen.

Ich habe drei Gründe dafür:

1. Ich bin zutiefst überzeugt, dass Friede in der Welt nur sein kann, wenn auch mehr wirtschaftliche Gerechtigkeit herrscht. Hier haben wir die Möglichkeit, einen kleinen Beitrag dazu zu leisten.
2. In der Asylpolitik sind wir ebenfalls, so meine ich, an einem Wendepunkt angelangt. Die Symptombekämpfung, die wir hier in der Schweiz betreiben, kann nicht mehr weiter so bewältigt werden. Wir müssen deshalb mehr an die Ursachen herangehen. Auch diesbezüglich ist es eine gute Möglichkeit.
3. Die Stellung der Schweiz innerhalb Europas und innerhalb der Welt: Wir Schweizer haben nein gesagt zur Uno. Wir müssen aus Neutralitätspolitischen Gründen nein sagen zur EG,

aber wir dürfen nie nein sagen zur humanitären Hilfe. Insbesondere im jetzigen Zeitpunkt auch nicht, da wir ein Paket auf dem Tisch haben, in dem der Bundesrat für Polen und für Ungarn 250 Millionen sprechen will. Im Gegensatz zu diesen notwendigen Millionen für Osteuropa sind die Beträge für die Drittwelt-Länder im Finanzplan enthalten. Es wäre hier also ein Signal, das nicht verstanden würde, wenn wir diese 250 Millionen ausserhalb des Finanzplanes sprechen und gleichzeitig das Budget des Bundesrates kürzen würden.

Ich bitte Sie deshalb, den Minderheitsanträgen zuzustimmen. Wir helfen dadurch in erster Linie den Menschen in den Drittwelt-Ländern, aber nicht zuletzt auch uns selber.

Fischer-Hägglingen: Erlauben Sie mir, dass ich als Mitglied der Finanzkommission vielleicht auch zu diesem Posten Stellung beziehe. Wir haben uns ja zum Ziel gesetzt, das Wachstum etwas zu kürzen, und wir haben ja sämtliche Posten in diesem Budget sehr eingehend durchgeschaut, und wir haben auch in unserer Sektion die Entwicklungshilfeausgaben geprüft und versucht, eine Lösung zu bringen, die noch verkraftbar ist.

Es ist uns nicht leichtgefallen, diese Streichungen vorzuschlagen, aber in einem Gesamtzusammenhang; glaube ich, sind sie angebracht. Wir müssen uns bewusst sein, dass in diesem Gebiet das Wachstum der Ausgaben 9,7 Prozent beträgt. Im letzten Budget standen noch 882 Millionen, und dieses Mal haben wir 967 Millionen. Sie sehen also, ein erkleckliches Wachstum. Selbst wenn nun diese Kürzungen vorgenommen werden, haben wir immer noch ein Wachstum von nicht ganz 7 Prozent. Sie müssen sehen, wenn wir mit einer Teuerung von 4 Prozent rechnen, so besteht doch immerhin noch ein reales Wachstum von 3 Prozent. Das dürfen wir nicht vergessen. Wir müssen auch sehen, dass wir ja noch andere Anstrengungen auf diesem Gebiet unternehmen.

Ich möchte in diesem Zusammenhang vor allem auch die Aktionen in Namibia einbeziehen. Das ist letzten Endes auch Entwicklungshilfe, was wir dort geleistet haben. Auch hier haben wir einen recht hohen Betrag eingesetzt. Und letztlich müssen wir auch sehen, was vor uns steht. Ich erachte die Beträge an Osteuropa eben auch als Entwicklungshilfe, nur sind diese Länder nicht so weit weg, sondern sehr nahe bei uns. Auch das muss in einem Gesamtkonzept berücksichtigt werden. Darum schlage ich Ihnen vor, den Anträgen der Finanzkommission zuzustimmen. Sie sind wohlüberlegt, und ein Wachstum ist vorhanden. Und man muss sich auch überlegen: Sind diese Beträge, von denen wie immer sprechen, auch verkraftbar für die internationalen Organisationen und für unsere Organisationen? Wir sollten uns aber auch über die Qualität der Entwicklungshilfe Überlegungen machen und nicht nur über die Quantität.

Mühlemann: Ich habe sehr viel Verständnis für den Antrag von Herrn Scheidegger. Ich bin auch beeindruckt durch das Votum von Herrn Nationalrat Sigmund Widmer. Wir müssen in unserer aussenpolitischen Grundhaltung die Solidarität verstärkt ausspielen. Es besteht kein Zweifel, dass hier eine Aufgabe auf uns zukommt. Ich kann aber diesen Minderheitsanträgen nur zustimmen, wenn wir bereit sind, in der Entwicklungshilfe flexibler und beweglicher zu werden. Es geht nicht an, dass wir uns über Jahre hinweg schematisch und relativ unbeweglich in Projekten festkrallen, die vielleicht nur sekundäre und tertiäre Bedeutung haben. Es gibt ganz eindeutig auch hier Prioritäten. Ich habe im Jahre 1985 zum erstenmal einen Vorstoss eingereicht, die Asylpolitik im Zusammenhang mit der Tamilenrückführung mit der Entwicklungshilfe zu koppeln. Ich habe es zweimal wiederholt im Bereiche der Türkei. Ich stelle fest, dass hier wenig vorgekehrt worden ist, dass zwar gemischte Arbeitsgruppen gebildet sind, aber dass der Mut, tatsächlich Aktionen zu unternehmen, bis jetzt nicht zu Resultaten geführt hat. Mein Postulat, durch eine Schweregewichtsverlagerung der Mittel von einer Nebenfront zur Hauptfront mit den Ostländern Entwicklungszusammenarbeit zu betreiben, ist abschlägig beantwortet worden. Herr Bundesrat Stich, Sie gelten als ein führungsstarker Bundesrat. Meine Entscheidung wird davon abhängig gemacht, ob Sie als Bundes-

rat den Mut haben, auch hier Schwergewichtsverlagerungen, wenn nötig, zu erzwingen. Wenn das geschieht, kann ich diesem Minderheitsantrag zustimmen. Aber ich darf Sie bitten, dass wir die Entwicklungshilfe nicht einfach pauschal im Sinne des Schlagwortes betreiben, sondern sehr fachkundig und wirksam. Unsere Mittel sind beschränkt, und wir müssen sie zielgerichtet einsetzen. Ich bin gespannt auf die Antwort. Wie werden Sie sich zu diesem Bereich, den Sie als Finanzminister mitverwalten, nun äussern?

Fehr, Berichterstatter: Die Kommission war sich bewusst, als sie diese Positionen diskutierte, dass es sich um einen heiklen und empfindlichen Bereich handelt und dass sehr rasch einmal der Vorwurf erhoben wird, die reiche Schweiz versuche, bei den Aermsten zu sparen – dieser Vorwurf ist dann auch prompt gekommen –, wenn man hier Kürzungsvorschläge macht. Wir sind allerdings der Auffassung, dass es erlaubt sein muss, auch in diesem Bereich z. B. auf Effektivität hinzuwirken. Herr Mühlemann hat soeben zu Recht gesagt, dass es auch hier Prioritäten gibt. Mit Effektivität meine ich die Frage danach, ob Entwicklungshilfeleistungen für die Empfänger sinnvoll und nützlich sind, denn man weiss – ich will jetzt nicht den Ausdruck Schema brauchen –, dass es auch Leistungen gibt, die zur Zementierung von Zuständen führen, die man verändern möchte. Das kann nicht der Sinn sein. Es wäre auch billig zu sagen, wir sprechen genügend Geld und haben damit unsere Leistungen erbracht. Ich möchte damit nur darlegen, dass die Kommission nach ernsthafter Diskussion zum Ergebnis gekommen ist, es lasse sich verantworten, die beantragten Kürzungen vorzuschlagen. Wir haben die Kürzungen rubrikweise beraten und mit Mehrheiten zwischen 10 zu 6 und 12 zu 4 diese Beschlüsse gefasst. Das Departement hat sich ja auch äussern können, sowohl in der ständerätlichen Kommission wie dann auch bei uns. Die Haltung legte den Schluss nahe, dass diese Kürzungen im operationellen Bereich keine Probleme schaffen würden. Aber, und das würde von dieser Seite bedauert, es würde keine Steigerung stattfinden, keine Annäherung an die am Bruttoinlandprodukt gemessenen Leistungen der übrigen Industrieländer. Deren Leistungen bewegen sich im Bereiche von 0,35 bis 0,36 Prozent. Nach Variante Bundesrat kämen wir 1990 auf vermutlich 0,33 Prozent, nach Vorschlägen der Kommission stagniert der Anteil bei 0,32 Prozent. Herr Kollege Scheidegger, es geht nicht um 0,1 Prozent, es geht um 0,01 Prozent, wenn man das Bruttoinlandprodukt als Massstab nimmt. Die Frage ist letztlich: Wieviel Wachstum, wieviel Zuwachs wollen wir diesem Bereich zusprechen? Ich weise noch darauf hin – es ist mehrfach von der Hilfe für osteuropäische Länder gesprochen worden –, dass die entsprechenden Mittel, wenn die Botschaft, die kürzlich publiziert wurde, auch beraten worden ist, auf dem Nachtragswege bereitgestellt werden. Was Sie hier entscheiden, ist ohne Einfluss auf jenes Geschäft. Und schliesslich möchte ich Sie bitten, nicht bei der ersten grösseren Position nun einfach die Schere bedenkenlos zu öffnen. Wenn Sie Sympathien haben für die Variante der Minderheit, dann ersuche ich Sie, auch, wie Herr Peter Hess, zu überlegen, wo Kompensationsmöglichkeiten bestünden. Denn es kann ja nicht die Meinung sein, nun hier einfach ein Signal zu setzen, dass in der Folge auch alle anderen Partikularbegehren Ihre Unterstützung finden würden. Ich empfehle Ihnen im Namen der Mehrheit der Kommission, unserer Fassung zuzustimmen.

M. Frey Claude, rapporteur: Le budget établi par le Conseil fédéral prévoyait un accroissement de 5 pour cent au chapitre de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Nous observons que le maintien de la valeur réelle des prestations de la DDA supporterait, au maximum, une réduction de 7,5 millions; si l'on voulait maintenir l'effort de l'année précédente, il ne faudrait donc pas aller au-delà.

Les réductions votées à une large majorité au Conseil des Etats (23 contre 11 en gros, et 22 ou 24 contre 11 ou 12) atteignent un total de 15 millions de francs. Le département a déclaré que ces réductions ne poseraient pas de problèmes opérationnels mais, bien entendu, qu'elles auraient pour

conséquence, de réduire l'effort de la Confédération pour s'aligner dans le cadre des efforts généraux des pays industrialisés. On recule quelque peu.

Les propositions de la commission, qui recouvrent celles du Conseil des Etats, ont été prises à des majorités qui évoluent entre les quatre positions de 12 contre 4, 10 contre 6, 11 à 5 pour les deux dernières propositions. Il s'agit chaque fois de rejeter la minorité de MM. Carobbio et consorts ainsi que la proposition de M. Scheidegger. Vous aurez bien sûr à décider en prenant en considération deux aspects. D'une part, nous sommes au début de cet exercice budgétaire qui s'annonce difficile dans l'objectif de réduction que nous nous sommes fixé. D'autre part, il est évident que cette réduction s'inscrit dans le cadre de la symétrie des sacrifices que l'on peut constater pour chaque département. C'est un élément qu'il faudra mettre en balance avec un autre. Dans ce chapitre-là, on est en baisse réelle par rapport à l'effort de l'année précédente. A titre personnel, je pense que cet argument a plus de poids que l'autre et je voterai selon les raisons de M. Scheidegger.

La commission vous invite à voter ces réductions – je l'ai déjà dit – par 12 voix contre 4.

Bundesrat Stich: Jetzt tönt die Diskussion ganz anders als beim Eintreten, wo man sehr hart kritisiert hat, Ausgabenwachstum und Staatsquote und alles mögliche seien unbefriedigend, das Defizit könne nicht abgebaut werden. Jetzt sieht die Sache anders aus. Der Bundesrat hat ursprünglich genau so gedacht wie die meisten, die hier am Rednerpult gewesen sind. Aber auf der anderen Seite kann man natürlich auch nicht beliebig generös sein, sondern man muss eben auch hier gewisse Grenzen beachten. Und vielleicht, wenn man einmal eine Kürzung vornimmt, könnte das umgekehrt ein Ansporn sein, Kosten und Nutzen in jedem einzelnen Projekt noch vertieft zu überprüfen. Auch darin könnte ein Sinn liegen, nicht nur in der Erhöhung der Beiträge; denn höhere Beiträge garantieren an sich natürlich auch noch nicht, dass das Geld wirklich wirkungsvoll ausgegeben wird. Aber ich kann Herrn Mühlemann versichern, dass wir dieser Frage immer Aufmerksamkeit schenken.

Es ist auch Osteuropa angesprochen worden. Es ist mit Recht gesagt worden, das dürfe man nicht miteinander vermischen. Das ist richtig. Aber auf der anderen Seite müssen wir auch sehen, dass hier zweifellos neue Aufgaben auf uns zukommen, denen wir uns auch nicht entziehen können. Wir haben im Bundesrat bereits eine Botschaft verabschiedet – Sie kennen sie –: Sie sieht 250 Millionen Franken für die nächsten vier Jahre vor. Wenn sich die Dinge so weiterentwickeln wie bisher, wird es kaum dabei bleiben. Ich habe diese Woche vom polnischen Finanzminister einen netten Brief bekommen, in dem er sagt, dass sie einen Stützungsfonds in der Höhe von einer Milliarde Dollar benötigen, um ihre Währung zu stabilisieren. Es ist ganz selbstverständlich, dass die Schweiz dabei mitmachen wird. Aber das bedeutet voraussichtlich auch wieder zusätzlich etwa 40 Millionen Franken. Das können wir wahrscheinlich auch nicht kompensieren. Deshalb habe ich immerhin Verständnis auch für die Kommission, die konsequent ist und sagt: Gut, wir haben kritisiert, das Ausgabenwachstum sei zu hoch. Wenn man das Ausgabenwachstum reduzieren will, dann braucht es eben an verschiedenen Orten gewisse Abstriche, die im Einzelfall immer irgend jemandem weh tun. Ohne das ist es nicht möglich.

Le président: Le vote nominal portera sur les quatre objets. Ceux qui soutiennent la proposition de la minorité diront non. Ceux qui sont en faveur de celle de la majorité et du Conseil fédéral diront oui.

Scheidegger: Das könnte eine Verwirrung geben. Zur Klärung: Die Anträge Bundesrat, Minderheit und Scheidegger sind identisch. Wer dafür ist, sollte nach Vorschlag des Präsidenten nein stimmen. Wer für die Mehrheit der Kommission ist, muss ja stimmen.

M. Coutau: Je crois qu'il faut être au clair sur la position du Conseil fédéral. A l'origine, dans son projet, le Conseil fédéral

nous a proposé une somme que la Commission des finances a réduite. La minorité suggère la même somme que celle que le Conseil fédéral avait prévue à l'origine. Aujourd'hui, M. Stich se rallie à la proposition de la majorité de la Commission des finances. C'est ainsi que les choses se présentent.

Le président: Pour que tout le monde soit au clair, Monsieur Stich, je souhaiterais que vous répondiez à la question qui vient d'être posée, à savoir: Etes-vous pour la proposition de la majorité de la commission ou pour celle de la minorité et de M. Scheidegger?

Bundesrat Stich: In der Kommissionssitzung hat sich der Bundesrat den Anträgen der Kommissionsmehrheit angeschlossen.

Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal

Für den Antrag der Mehrheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votant pour la proposition de la majorité:

Allenspach, Baggi, Basler, Berger, Bonny, Bremi, Bühler, Burckhardt, Cincera, Cotti, Coutau, Daepf, Dreher, Etique, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Frey Walter, Friderici, Früh, Giger, Graf, Gysin, Hari, Hess Otto, Hösli, Jeanneret, Kohler, Leuba, Loeb, Loretan, Massy, Mauch Rolf, Meier Fritz, Mühlemann, Müller-Wiliberg, Neuenschwander, Perey, Reich, Reichling, Reimann Maximilian, Rutishauser, Rüttimann, Rycken, Sager, Savary-Vaud, Scherrer, Schüle, Seiler Hanspeter, Spälti, Spoerry, Steffen, Steinegger, Tschuppert, Weber-Schwyz, Wyss Paul, Wyss William, Zbinden Paul (57)

Für den Antrag der Minderheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votant pour la proposition de la minorité:

Ammann, Antille, Bär, Bäumlin, Béguelin, Bircher, Bodenmann, Borel, Braunschweig, Brélaz, Brügger, Bürgi, Büttiker, Caccia, Carobbio, Columberg, Danuser, Darbellay, David, Déglise, Diener, Dormann, Dubois, Dünki, Eggly, Engler, Fäh, Fankhauser, Fetz, Fierz, Fischer-Sursee, Frey Claude, Grassi, Grendelmeier, Gros, Guinand, Günter, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Hänggi, Herczog, Hess Peter, Hildbrand, Hubacher, Iten, Jaeger, Jeanprêtre, Jung, Keller, Kühne, Lanz, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Leutenegger Oberholzer, Longet, Luder, Maeder, Maître, Martin, Matthey, Mauch Ursula, Meier-Glatfelden, Meizoz, Morf, Müller-Aargau, Müller-Meilen, Nabholz, Nebiker, Neukomm, Nussbaumer, Oester, Ott, Paccolat, Petitpierre, Philipona, Pini, Pitteloud, Portmann, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Fritz, Rohrbasser, Ruckstuhl, Salvioni, Savary-Fribourg, Scheidegger, Schmid, Schmidhalter, Schnider, Schwab, Segmüller, Segond, Seiler Rolf, Spielmann, Stamm, Stappung, Stocker, Thür, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Wanner, Weder-Basel, Wellauer, Widmer, Wiederkehr, Zbinden Hans, Zölich, Züger, Zwingli, Zwygart (113)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent
Fehr, Ruf (2)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:

Aguet, Aliesch, Aregger, Aubry, Auer, Biel, Blatter, Blocher, Bundi, Cavadini, Cevey, Couchepin, Dietrich, Ducret, Eggenberg-Thun, Eisenring, Eppenberger Susi, Euler, Feigenwinter, Houmard, Humbel, Oehler, Pidoux, Stucky, Theubet, Widrig, Ziegler (27)

Präsident Ruffy stimmt nicht
M. Ruffy, président, ne vote pas

Departement des Innern – Département de l'intérieur

Antrag der Kommission
306 Bundesamt für Kultur
463.61 Denkmalpflege

Fr. 38 000 000

Antrag Morf

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

306 Office fédéral de la culture

463.61 Conservation des monuments
historiques

Fr. 38 000 000

Proposition Morf

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Frau Morf: Ich beantrage Ihnen, keine kontraproduktive und willkürliche Kürzung beim Denkmalschutz vorzunehmen. Willkürlich ist sie aus folgendem Grund: In der Septembersession 1978 wurden wir hier, wenigstens die Kultur-Parlamentarier, darauf aufmerksam gemacht, dass auf dem Denkmalschutzgebiet etwa 80 Millionen Franken nötig wären, um nur das Dringende zu retten, zu retten sowohl vor dem oft zitierten Zahn der Zeit als auch vor der Umweltverschmutzung. Es liegt in unserer Verantwortung, dass wir diese Werte nicht nur bewahren, sondern auch unseren nachfolgenden Generationen weitergeben. Wenn diese Werte verloren sind, kann man sie nicht mehr zurückholen, sie sind unersetzlich. Man war sich in den siebziger Jahren einig, dass bis 1990 die dringenden Pendenzen abgebaut werden sollen. Es ist ganz klar, dass nicht alle in der Finanzkommission sich daran erinnern konnten. Manche waren damals vielleicht noch gar nicht im Nationalrat. Aber es wäre eine Hüst-Hott-Politik, die wir uns nicht leisten können, wenn wir jetzt hier in letzter Minute streichen würden.

Diese Streichung – wenn wir sie vornehmen würden – wäre nicht nur willkürlich; sie ist auch kontraproduktiv. Kürzungen sind überall unangenehm. Aber auf dem Gebiet der Denkmalpflege würde die Kürzung zuviel Schaden anrichten. Man meint, drei Millionen einzusparen, aber morgen kostet das wegen dieser Kürzungen unter Umständen viel mehr, vielleicht doppelt soviel, vielleicht auch dreimal soviel, weil es ja nicht nur der Zahn der Zeit ist: Auch die Teuerung und eben die Umweltvergiftung wären zu berücksichtigen.

Am sinnvollsten wäre es also und am billigsten käme es uns zu stehen, wenn wir beim geforderten Kredit von 41 Millionen bleiben würden. Ich möchte Ihnen beliebt machen, dieser sinnvollen Lösung, die der Bundesrat vorgeschlagen hat und mit der der Ständerat auch einverstanden war, zuzustimmen.

Fischer-Sursee: Als Hobby betreibe ich Denkmalpflege. Ich bin Präsident der kantonalen Denkmalkommission in Luzern. Frau Morf hat schon darauf hingewiesen, dass wir in der Schweiz – im Vergleich mit anderen europäischen Staaten – leider verhältnismässig wenig Kunstdenkmäler haben. Zum Glück ist erkannt worden, dass diese Kunstdenkmäler erhaltenswert sind. Man bemüht sich nun zusehends mehr, diese wertvollen historischen Bauten unserer Nachwelt zu erhalten. Leider sind die Restaurationen sehr teuer, und viele dieser Kunstdenkmäler befinden sich in privatem Besitz. Die privaten Eigentümer wären oft schlicht überfordert, wenn sie die nötigen finanziellen Mittel aufbringen sollten, so dass hier der Staat und die Öffentlichkeit einspringen müssen. Verzögern wir diese Restaurationen, dann kommt es – wie Frau Morf gesagt hat – nämlich noch viel, viel teurer. Wenn der Unterhalt nicht rechtzeitig erfolgt, dann geht viel Bausubstanz verloren, die dann mit sehr aufwendigen Restaurationsarbeiten wiederhergestellt werden muss. Wir sparen also absolut am falschen Ort, wenn wir die nötigen Restaurationen nicht durchführen. Leider haben wir – die Denkmalpflege des Bundes – einen recht hohen Schuldenberg. Es ist ein Ueberhang von gesprochenen Subventionen schon längst zur Zahlung fällig und wird nur verzögert ausbezahlt. Die Folge davon ist – und das ist das Betrübliche –, dass die Subvention oft bereits von den inzwischen aufgelaufenen Schuldzinsen aufgefressen ist. Wenn nämlich der Eigentümer die Finanzierung mit Bankkrediten vorfinanzieren musste, bezahlt er Schuldzinsen, die bisweilen den ganzen Subventionsbetrag übersteigen. Und das ist doch einfach nicht sinnvoll.

Man sollte nun erwarten, dass die öffentliche Hand die Sub-

ventionen bezahlen kann, wenn die Zahlung für den Eigentümer fällig wird, damit er sich nicht noch fremdfinanzieren muss.

Ich bitte Sie daher dringend, den Antrag auf Streichung, auf Reduktion abzulehnen und dem Antrag von Frau Morf zuzustimmen, denn hier wird nun ganz eindeutig am falschen Ort gespart. So bezahlen wir letztlich mehr!

Fehr, Berichterstatter: Die Kommission war in dieser Frage einhellig. Es gab keine abweichenden Anträge, nur den, den Ihnen die Kommission unterbreitet. Der Bundesrat war nach Diskussion und nachdem er den Hinweis gegeben hatte, dass die Gefahr neuer Zahlungsrückstände entstehen könnte – Herr Fischer-Sursee hat davon gesprochen –, auch einverstanden. Ich möchte Sie bitten, der Kommission zu folgen. Es gibt eine ganze Reihe von Rubriken, die mit Blick auf die konjunkturelle Situation, nicht zuletzt auf die Baukonjunktur, eine Kürzung erfahren haben. Wenn Sie hier nun zustimmen, so gut die Gründe von Frau Morf auch sein mögen, dann sehe ich wirklich die Gefahr, dass Sie bei allen folgenden, ähnlich gelagerten Fällen, ob das nun Waldstrassen oder Zivilschutzbauten sind, letztlich eben auch die Schleusen öffnen.

Ich erlaube mir auch einen Hinweis, der ein wenig dem widerspricht, was Frau Morf gesagt hat. Sie weist auf die Gefahr hin, dass Kulturgüter untergehen könnten. In unserer Kommission ist unter Hinweis auf ein konkretes Beispiel ein gegenteiliges Votum gefallen, das den Eindruck wiedergab, gelegentlich suchten die zuständigen Beamten sogar nach Monumenten, die sie erhalten könnten. Ich gebe das einfach wieder. Ich glaube, das Problem liegt nicht hier. Es liegt bei der Zahlungskadenz, das hat Herr Fischer-Sursee gesagt. Aber da sind halt die Konsequenzen einer angespannten finanziellen Lage in dieser Weise in Kauf zu nehmen.

Ich möchte Sie wirklich bitten, in dieser Frage der Kommission zu folgen.

M. Frey Claude, rapporteur: Sur un point en tout cas chacun peut être d'accord avec Mme Morf: il faut que la Confédération ait les moyens, et des moyens suffisants, pour accomplir sa mission de protection et de mise en valeur des monuments historiques. Nous sommes tous d'accord, et nous pouvons vous rassurer, Madame Morf, même si l'on accepte la proposition de la commission du Conseil national, soit la réduction de 3 millions de francs, il y aura des moyens suffisants pour faire face aux missions dans ce cadre-là.

Le retard dans les paiements que l'on pouvait observer depuis de nombreuses années a été maintenant rattrapé. Par rapport à l'année dernière, le budget est en forte augmentation et la réduction de 3 millions de francs est parfaitement raisonnable. Le Conseil fédéral ainsi que la commission l'ont admise sans discussion. C'est donc à l'unanimité que la Commission des finances vous engage à refuser la proposition de Mme Morf.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, der Kommission zuzustimmen und den Antrag von Frau Morf abzulehnen. Natürlich kann man sagen, hier werde am falschen Ort gespart, aber wir könnten jetzt die Probe aufs Exempel machen und bei allen anderen Kürzungsanträgen die Frage stellen, ob es niemanden gibt, der findet, es werde am falschen Ort gespart. Derjenige, den es betrifft, findet immer, es sei am falschen Ort. Hier, glaube ich, gibt es aber einen besonderen Grund, um in diesem Jahr doch etwas zurückhaltend zu sein, nämlich die konjunkturelle Situation. Die Anspannung ist derart, dass man unmöglich sämtliche Aufträge durchführen kann, die es gibt. Die Konsequenz in einer Marktwirtschaft ist, dass dann nur die Preise steigen, und dafür mehr Geld auszugeben, hat wirklich keinen Sinn.

Deshalb bitte ich Sie, hier etwas Zurückhaltung zu üben und den Antrag abzulehnen. Es wird deshalb kein Unglück passieren.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission
Für den Antrag Morf

52 Stimmen
36 Stimmen

Antrag der Kommission

310 Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft

443.11 Lawinverbauungen
und Aufforstungen Fr. 85 000 000

443.14 Waldstrassenbau
und Parzellzusammenlegungen Fr. 38 000 000

Antrag Schmidhalter

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

310 Office fédéral de l'environnement, de la forêt et du paysage

443.11 Ouvrages paravalanches
et reboisement Fr. 85 000 000

443.14 Constructions de chemins forestiers,
remaniements parcellaires Fr. 38 000 000

Proposition Schmidhalter

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Pos. 310.443.01

Wanner: Ich stelle keinen Antrag, obwohl ich es von der Sache her gerne gemacht hätte. Ich halte mich somit wenigstens in diesem Punkt an die Budgetdisziplin und an die Anträge der Finanzkommission. Mir geht es darum, Sie auf den Umstand aufmerksam zu machen, dass die nicht fristgerechte Auszahlung der Bundesbeiträge im Gewässerschutz an die Gemeinden einen zunehmend unhaltbaren Zustand heraufbeschwört. Nachdem die grossen Gemeinden, die Städte, die Agglomerationen, die in der Regel auch finanzkräftiger sind, die Gewässerschutzmassnahmen vollzogen haben, sind nun jene Gegenden und jene Gemeinden an der Reihe, die finanzschwächer sind und die zu Recht auch mehr Bundesgelder erhalten, aber mit einer zeitlichen Verzögerung, die sie zwingt, teure Zwischenfinanzierungen über Bankkredite vorzunehmen. Ein kleines Beispiel: Eine Gemeinde, die ich relativ gut kenne, hat im Jahr Steuereinnahmen von einer Million Franken, gibt rund die Hälfte für die Schulen aus, und mit dem Rest müssen die übrigen Ausgaben bestritten und vor allem der Gewässerschutz finanziert werden. Wenn nun diese Gemeinde in zwei oder drei Jahren nahezu eine oder sogar über eine Million Franken Bundesgelder ausstehend hat, hat das gravierende finanzielle Konsequenzen.

Ich möchte Sie, Herrn Bundesrat, fragen: Wie beurteilen Sie diese Situation? Ist der Bundesrat bereit, hier im Rahmen seiner Möglichkeiten und allenfalls im Rahmen des Budget 1991 dafür zu sorgen, dass diese Beiträge rascher bezahlt werden, als dies heute der Fall ist?

Bundesrat Stich: Den guten Willen, das zu tun, können wir immer bezeugen. Aber letztlich haben wir ja auch Verpflichtungskredite, um die Ausgaben zu steuern, und bei den Projektierungskrediten muss man natürlich entsprechend vorsichtig sein bei der Zuteilung, damit man das Geld sicher erhält, wenn es benötigt wird. Das ist eine Frage der Abstimmung zwischen Projekt und Kredit. Diese Abstimmung muss erfolgen. Wenn sie nicht erfolgt, wenn man die Arbeit macht, bevor man die Zusicherung der Kredite hat, dann muss man unter Umständen warten.

Pos. 310.443.11

Pos. 310.443.14

Schmidhalter: Ich habe betreffend Lawinverbauungen, Aufforstungen, Waldstrassenbau und Parzellzusammenlegungen einen Antrag eingereicht, und zwar den Antrag, dass wir uns dem Bundesrat und dem Ständerat anschliessen. Wenn nämlich der Antrag unserer Finanzkommission angenommen wird, entsteht eine Differenz zum Ständerat, und der Ständerat hat immerhin einstimmig dem Bundesratsantrag zugestimmt.

Ich möchte darauf hinweisen, dass bereits im Vergleich mit dem Budget 1989 Reduktionen vorgenommen wurden, und zwar durch den Bundesrat: im Bereich der Lawinverbauun-

gen und Aufforstungen 1 Million Franken und in dem der Waldstrassen und Parzellenzusammenlegungen 2,5 Millionen weniger. Wenn man noch die Teuerung mitrechnet, ist das bereits ein massiver Abstrich. Die Finanzkommission möchte nun zusätzlich 5 Millionen respektive 2 Millionen kürzen.

Man muss auch darauf hinweisen, dass diese Investitionen zu 50 Prozent über Treibstoffzollerträge finanziert werden. In dieser Kasse sind bekannterweise grosse Reserven vorhanden. Mit meinem Antrag möchte ich nicht, wie uns das die Mitglieder der Finanzkommission vorwerfen, in reiner Wahl-, Partei- oder Regionalpolitik machen, sondern auf ein äusserst wichtiges Investitionspotential in den Rand- und Berggebieten hinweisen. Die Sorge um eine grössere Sicherheit auf der Strasse hat als Anliegen einer grossen Mehrheit des Schweizervolkes bei der letzten Abstimmung entscheidend mitgeholfen, dass die Tempo-Initiative abgelehnt wurde. Wir sollten daher nicht ausgerechnet bei den Lawinenverbauungen Abstriche beschliessen und damit die Sicherheit auf der Strasse vermindern. In den Bergregionen besteht ein ganz eindeutiger Nachholbedarf, vor allem aber auch bei der Erhaltung und dem Schutz unseres Waldes. Aus umwelttechnischen Überlegungen sollten wir also nicht bei den Aufforstungen, beim Waldstrassenbau und bei den Parzellenzusammenlegungen zu sparen anfangen.

Ich bitte Sie, meinen Antrag zu unterstützen.

Fehr, Berichterstatter: Dass eine Differenz zum Ständerat entsteht, kann jedenfalls kein Grund sein, diesem Antrag zuzustimmen. Es gibt bereits verschiedene Differenzen zum Ständerat. Diese sind dann zu bereinigen. Wir sind Zweitrat und haben durchaus die Freiheit, auch eigene Beschlüsse zu fassen. Die Kürzungen in diesen beiden Rubriken gehören eigentlich auch ins Paket, von dem ich vorher beim Antrag von Frau Morf sprach, nämlich in das Paket der Kürzungen, die aus konjunkturpolitischen Überlegungen vorgenommen wurden. Es ist auch in Sektion und Kommission zum Ausdruck gekommen, dass man die Einschätzung des Bundesrates zu optimistisch findet, was die Realisierungschancen anbelangt, dass es auch nicht sicher ist, dass die nötigen Kapazitäten zur Verfügung stehen, um diese Beiträge überhaupt auslösen zu können. In diesem Jahr hat das bereits Schwierigkeiten bereitet. Man hat dann einfach gesagt, bis Ende Jahr sei das nicht mehr so, aber wir schätzen die Situation etwas anders ein. Es ist Ihnen sicher auch bekannt, dass beim Waldstrassenbau noch spezielle Probleme bestehen. Diese sind zum Teil auch von der Sache her nicht unumstritten. Das kommt noch dazu. Das würde nicht für Lawinenverbauungen und Aufforstungen gelten. Die Kommission hat diese beiden Kürzungen mit 12 zu 5 Stimmen beschlossen, und ich bitte Sie, der Kommission zuzustimmen.

M. Frey Claude, rapporteur: La proposition de réduction de 5 millions pour les ouvrages paravalanches et les reboisements est partie d'une observation sur le budget 1989: actuellement, à peu près la moitié des crédits ont pu être dépensés. On nous assure, du côté du département, qu'il y aura une accélération dans les paiements en fin d'année. Il n'en reste pas moins qu'il nous a paru que, sans du tout remettre en question ni l'importance ni la nécessité d'agir rapidement dans ce domaine, l'on pouvait, pour tenir compte des difficultés dans la concrétisation de ces intentions, réduire le budget de 5 millions sans rien remettre en question. Voilà pourquoi la commission, par 12 voix contre 5, avec 2 abstentions, vous propose d'entériner la réduction de 5 millions de francs.

En ce qui concerne la construction de chemins forestiers et de remaniements parcellaires, on peut observer que les indications fournies pour 1989 montrent que sur 40 millions de francs budgétisés, 22 millions environ ont été dépensés jusqu'à la mi-novembre 1989. Dans ce contexte, le département et le Conseil fédéral se sont ralliés à la proposition de réduction qui vous est présentée, estimant que cette réduction était supportable. C'est dans cet esprit que nous vous invitons à suivre l'unanimité de la commission et à accepter cette réduction.

J'ajouterai que la commission du Conseil national chargée

d'étudier la nouvelle loi sur les forêts examine attentivement cette question des chemins forestiers, en y attachant une importance toute particulière. Les interventions, notamment en région de montagne, sont nécessaires mais est-il indispensable de déployer autant de moyens? Dans certains cas, on peut craindre le perfectionnisme. Dès lors, c'est une question qui mérite étude. Cette étude est en cours dans le cadre de la commission ad hoc pour la loi sur les forêts et cette réflexion va aussi dans le sens d'une réduction supportable.

Encore une fois, la commission unanime vous propose de procéder à cette économie.

Bundesrat Stich: Ich schliesse mich der Kommission an. Es ist aus konjunkturpolitischen Gründen sinnvoll, hier nicht zuviel Geld auszugeben.

Des weiteren muss ich noch sagen, dass man nicht damit argumentieren kann, dass diese Beiträge zur Hälfte aus Treibstoffzöllen finanziert werden. Das ist sicher kein Grund, mit dem Geld weniger sorgfältig umzugehen. Im übrigen kann man sich fragen, ob wir nicht langsam genug Waldwege hätten.

Aus konjunkturpolitischen Gründen bitte ich Sie, der Kommission zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Schmidhalter
Dagegen

Minderheit
offensichtliche Mehrheit

Antrag der Kommission

314 Amt für Bundesbauten
501.01 Bauten und Anlagen
Mehrheit

Fr. 190 000 000

Minderheit

(Hafner Rudolf, Stucky)

Fr. 180 000 000

Proposition de la commission

314 Office des constructions fédérales
501.01 Constructions et installations
Majorité

Fr. 190 000 000

Minorité

(Hafner Rudolf, Stucky)

Fr. 180 000 000

Hafner Rudolf, Sprecher der Minderheit: Bei dieser Position schlägt die Kommissionsminderheit eine Kürzung von 10 Millionen vor. Dies entspricht lediglich einem prozentualen Anteil von 5 Prozent. Es liegt also im Bereich des Flexiblen. Die Kürzung darf damit als durchaus realistisch und durchführbar bezeichnet werden. Dies bestätigt auch eine Durchsicht des dicken Buches über die Bauten und Anlagen (Zivilbereich). Wenn man dieses Buch durchsieht, kann man sich fragen, warum ein Verzeichnis über die öffentlichen Bauten des Bundes tatsächlich vertraulich sein soll. Sind die öffentlichen Bauten etwas, von dem nur hinter vorgehaltener Hand gesprochen werden darf? Vielleicht will man hier nicht Glasnost walten lassen, weil darin ein derartiges Sammelsurium enthalten ist: u. a. die Mitfinanzierung eines Sportzentrums im Waadtland oder eine Sanierung von Tennisplätzen. Da kann man sich wirklich fragen, ob das Staatsaufgabe ist.

Auf jeden Fall hat man den Eindruck, dass darin viele Positionen enthalten sind, bei denen es ohne weiteres möglich wäre zu reduzieren.

In der Kommission wurde von Bundesrat Cotti das Argument vorgebracht, diese 10 Millionen würden nicht viel ausmachen. Ich habe den Eindruck, dass das kein valables Argument ist. Wenn man schon eine antizyklische Konjunkturpolitik betreiben will, sollte man doch wenigstens im Bereich der überhitzten Bauwirtschaft etwas zurücknehmen. Ich glaube, 5 Prozent Rücknahme bei diesem Posten erträgt es.

Fehr, Berichterstatter: Auch hier haben wir es mit einer Position zu tun, bei der wir Ihnen aus konjunkturpolitischen Überlegungen eine Kürzung vorschlagen. Die Minderheit der Kommission möchte noch weitergehen. Es ist eine Frage des Ausmasses. Der Bundesrat ist mit dem Antrag der Mehrheit einverstanden. Er hat sich in der Kommission aber dem Antrag der Minderheit widersetzt.

Es ist schon möglich, Herr Hafner, in solchen Unterlagen gelegentlich auch exotische Vorhaben zu finden. Sie haben sie jetzt als Exoten dargestellt. Das ist aber an sich ein schiefe Darstellung, weil Sporteinrichtungen, z. B. im Zusammenhang mit der Sportschule, natürlich sinnvoll sind.

Ich muss Ihnen sagen, dass für die Verwaltung generell ein grosser Nachholbedarf besteht. Wenn es nicht konjunkturpolitische Überlegungen gäbe, dann hätten wir keinen Anlass, hier zu kürzen. Denn wenn Sie für das Asylwesen z. B. 175 Stellen – wahrscheinlich im Laufe dieser Debatte! – schaffen, ist davon auszugehen, dass diese 175 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter auch untergebracht sein müssen. Es gibt eindrückliche Dossiers – Herr Frey und ich kennen sie zufällig, und als Anhänger der Dezentralisierung haben wir noch eine gewisse Freude daran –, aber es sind Dossiers, die nachweisen, wie gross die Bedürfnisse sind, wie schwierig sie auch im Raume Bern zu befriedigen sind. Da braucht es überhaupt keine exotischen Vorhaben, um die Mittel absolut sinnvoll einzusetzen. Sie sind etwas knapper, als der Bundesrat es wünscht. Wir tragen damit in ganz geringem Ausmass zur Entspannung auf dem Bauplatz bei. Weiter können wir aber nicht gehen, wenn die dringenden Bedürfnisse noch gedeckt werden sollen. Ich bitte Sie um Zustimmung zum Antrag der Mehrheit. 13 Mitglieder gehen 3 haben in der Kommission so beschlossen.

M. Frey Claude, rapporteur: Le Conseil des Etats a voté un budget de 195 millions pour les constructions fédérales. La commission du Conseil national est convaincue qu'une réduction de 5 millions est encore possible. En séance de commission d'ailleurs, le représentant du Conseil fédéral a accepté cette économie supplémentaire en relevant qu'elle ne remettrait pas en cause des projets, mais que certains d'entre eux pourraient être quelque peu retardés.

En revanche, nous vous demandons de ne pas suivre la proposition de M. Hafner qui, manifestement, va trop loin et ne tient pas compte du travail très difficile de l'Office des constructions fédérales qui doit rechercher des locaux pour loger décemment une administration fédérale déjà très dispersée à Berne. Les difficultés sont considérables pour un travail rationnel et on voit bien que, dans cet esprit, en passant, la décentralisation de l'administration fédérale, que ce soit à Bienne, à Granges ou à Neuchâtel, pourrait être le début d'une solution. Dernier point: on ne peut pas parler à ce titre-là de dépenses pro-cycliques. Dans l'ensemble des dépenses de constructions de la Suisse, celles-ci comptent pour très peu et les montants ne sont manifestement pas significatifs pour que l'on puisse dire que la dépense est pro-cyclique. C'est pourquoi nous vous prions d'accepter la proposition de réduction de la commission du Conseil national. Par 13 voix contre 3, la majorité de la commission vous invite à procéder à une réduction de 5 millions mais à refuser d'aller au-delà.

Bundesrat Stich: Ich habe nie behauptet, dass wir um jeden Preis eine antizyklische Politik betreiben sollten. Das ist nicht mein Ziel, sondern ich wäre froh, wenn wir eine Politik der Verstetigung betreiben könnten, und nicht, wie es heute der Fall ist, eine prozyklische. Das ist das Ziel: eine Verstetigung zu erreichen, um die prozyklische Politik wenn möglich korrigieren zu können.

Der Ständerat ist hier bereits auf 195 Millionen Franken gegangen. Das ist der gleiche Betrag, wie er dieses Jahr im Budget steht. Und der Bundesrat ist bereit, 190 Millionen Franken zu akzeptieren, aber tiefer sollte es wenn möglich nicht gehen.

Deshalb bitte ich Sie, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen. Netto haben wir dann real natürlich weniger zur Verfügung als letztes Jahr, aber das ist noch einigermassen zu vertreten.

Ich bitte Sie, mit dem Kürzen nicht zu übertreiben. Beim Bun-

desamt für Bauten haben wir tatsächlich auch einen Nachholbedarf, und wir müssen zusätzlichen Raum schaffen. Deshalb sollten Sie hier nicht weitergehen als die Kommissionsmehrheit.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	82 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	27 Stimmen

Antrag Günter

316 Bundesamt für Gesundheitswesen

463.02 Aids-Forschung	Fr. 8 000 000
-----------------------	---------------

Proposition Günter

316 Office fédéral de la santé publique

463.02 Recherches sur le SIDA	Fr. 8 000 000
-------------------------------	---------------

Günter: Alle von Ihnen haben den Brief von 17 renommierten Aids-Forschern der Schweiz bekommen. Sie schildern Ihnen darin die kritische Lage, in welche die biomedizinische Aids-Forschung geraten ist.

Die vom Departement des Innern 1987 eingesetzte Kommission für die Kontrolle der Aids-Forschung, in welcher alle interessierten Kreise vertreten sind, also vom Bundesamt für Gesundheitswesen über die Aids-Stiftung bis zum Nationalfonds und zu der Interpharma und den Universitäten, hat vor einem Jahr einen Bericht über die zukünftige Organisation und Arbeit von Aids-Forschern der Schweiz auf dem Dienstweg vorgelegt. Nach eingehenden Untersuchungen wurden die Bedürfnisse dieser Forscher auf 8 Millionen Franken pro Jahr veranschlagt, und zwar je für 1989, 1990 und 1991.

Aus diesen Unterlagen sind bis jetzt, obwohl es sich um eine vom Bund eingesetzte Expertenkommission handelt, keine Schlussfolgerungen gezogen worden. Im Budget 1990 stehen wieder nur 3 Millionen Franken für die Aids-Forschung.

Was ich Ihnen hier beantrage, ist, dass wir diesen Kredit endlich auf der Höhe festsetzen, die uns die Experten vorschlagen. Es ist nicht das erste Mal, dass wir dieses Thema beraten. Aber langsam frage ich mich schon, was wir in diesem Staate für Prioritäten haben und wo wir die Gefahren sehen, die unseren Staat bedrohen. Offenbar bestehen die verschobenen Prioritäten und Ansichten nicht nur bei der Bundesanwaltschaft, sondern ganz generell in diesem Staat. Wir haben hier eine Gefahr, nämlich Aids, die unser Land immens bedroht. Jeder, der will, kann es sehen. Wir haben soeben leicht 10 Millionen Franken mehr bei den Bundesbauten bewilligt. Das ist offenbar existentiell wichtig. Wir bewilligen Milliarden von Franken beim Militär. Aber hier haben wir eine Expertenkommission, die der Bund eingesetzt hat und die gesagt hat, das Minimum, das wir in den Jahren 1989, 1990 und 1991 bräuchten, seien je 8 Millionen Franken für die Aids-Forschung.

Als ich 1985 5 Millionen Franken Forschungsgelder vorschlug, sagte Bundesrat Stich sinngemäss, es habe keinen Sinn, Geld bereitzustellen, wenn die Leute dafür nicht da seien. Das sei sinnlos. Zuerst müssten die Leute, müssten Konzepte da sein. Herr Stucky hat in dieselbe Kerbe gehauen, Herr Schwarz, als Sprecher der Finanzkommission, ebenso. Wir haben dann dieselbe Diskussion ein Jahr später nochmals geführt. Damals war Frau Segmüller mit dabei. Herr Zbinden hat sich da in dieser Richtung ausgesprochen. Alle haben gesagt: Forschung ist gut, aber sie muss begründet sein, es müssen Konzepte da sein. Man kann da nicht einfach so Geld sprechen.

Ich glaube immer noch, dass es sinnvoll gewesen wäre, für die Aids-Bekämpfung insgesamt einen Rahmenkredit zu setzen, wie unsere Fraktion das 1986 vorgeschlagen hat. Gut, jetzt haben wir das Geld aufgeteilt. Die Experten sind daran, und der führende Experte, der Ihnen im Namen dieser 17 renommierten Forscher an allen unseren Universitäten den Brief geschrieben hat, schreibt mir: «Damals wurde argumentiert, dass kein Konzept für die Aids-Forschung in der Schweiz vorliege und dass der Bundesrat bzw. die Finanzkommission blitzschnell reagieren würde, sobald Konzepte und Bedürfnisse bekannt seien. Drei Jahre sind verflossen, in welchen

wir, die Forscher an der Front, nichts anderes gemacht haben, als Antrag nach Antrag einzureichen, Plan nach Plan aufzustellen. Und wir haben auch mit völlig ungenügenden Mitteln nun die biomedizinischen Forschungsprojekte wenigstens begonnen, die schlussendlich dazu dienen sollen, der wachsenden Zahl der HIV-infizierten Personen in der Schweiz zu helfen.» Es wird dann festgestellt, dass die Präventionskampagne des Bundesamtes für Gesundheitswesen gut sei, gut laufe, aber daneben die angewandte und biomedizinische Grundlagenforschung auf der Strecke geblieben sei. Selbst der diesbezügliche offizielle Bericht der Eidgenössischen Kommission zur Kontrolle der Aids-Forschung ist nicht berücksichtigt worden. Schon dieses Jahr hätten die Forscher 8 Millionen haben sollen, aber auch nächstes Jahr kommen wieder nur 3 Millionen ins Budget. Dieses Jahr haben wir 1,2 Millionen Nachtragskredite bewilligen müssen. Wie soll das weitergehen? In einem Bereich, wo ein enormer Zeitdruck besteht, erlauben wir uns derartige Budget-Spielchen. Das geht so einfach nicht mehr weiter! Wir müssen den Forschern nun die Gelegenheit geben, ihre Projekte zu verwirklichen.

Es ist mir klar, dass nicht jeder hier im Saal mit jedem Projekt einverstanden ist. Dem einen ist es vielleicht zu stark schulwissenschaftlich. Aber es gibt auch alternative Methoden, die erforscht werden müssen. Die Situation in diesem Bereich ist derart dringend, dass wir jedem Forscher, der ein sinnvolles Projekt vorlegen kann, die Gelegenheit geben müssen, dieses Projekt durchzuführen, denn in diesem Bereich entsteht für die Jahre 1992 bis 1995 die voraussichtlich grösste Gefahr für unser Land. Wenn man sieht, wie fiktive Gefahren im Bereich des Militärs, im Bereich des Zivilschutzes prophylaktisch intensiv bekämpft werden, dann verstehe ich nicht, wie man eine reale Gefahr, die sich abzeichnet und die für dieses Land in den nächsten fünf bis zehn Jahren schlimm werden wird, nun einfach so «à la légère» nimmt. Ich verstehe nicht, dass man es sich leisten kann, über eine eigens eingesetzte Kommission des Bundes hinwegzuschreiten und wieder und nochmals zu kleine Kredite zu bewilligen. Ich weiss von Leuten aus dem Bundesamt für Gesundheitswesen, die jetzt nicht mehr dort sind, Herr Bundesrat Stich, die sich schon Mitte letzten Jahres beklagt haben, dass ihnen die Finanzen für Projekte, die da waren, abgeklammert wurden. Die Situation ist nicht mehr wie 1985. Dort wollten wir prophylaktisch, vorbeugend Geld bereitstellen. Ich glaube immer noch, dass das die gute Methode gewesen wäre. Der Rat hier hat gesagt: Nein, zuerst Projekte! Aber jetzt, nachdem die Projekte da sind, ist genug kritisiert, jetzt muss gehandelt werden, und ich bitte Sie dringend, dieser Aufstockung der Forschungskredite nun zuzustimmen!

Mme Jeanprêtre: Je désire soutenir la proposition de M. Günter, car cette bataille contre le SIDA, au plan fédéral et budgétaire, est déjà menée depuis deux ou trois ans. Nous avons été interpellés par une lettre de médecins ou de professeurs en médecine qui nous encouragent instamment à augmenter le poste du budget. Ces personnalités sont toutes solidaires d'une démarche intensifiée en matière de recherche appliquée et de recherche fondamentale.

La stratégie nationale en matière de SIDA est une bonne chose, il faut le souligner. La démarche est politiquement très intelligente, avec des personnes de qualité pour s'en préoccuper. Mais il faut rappeler que la Suisse détient le triste record européen du nombre de personnes infectées par le virus. On parle de 30 000 cas recensés. L'année prochaine, on estime que les victimes du SIDA dépasseront le nombre de morts par accidents de la route en Suisse. C'est un triste bilan. A la limite pourrait-on dire que la prévention du SIDA devrait primer sur celle des drogues. En effet, si nous n'agissons pas d'abord sur cette maladie vu le taux de contamination des toxicomanes, nous n'aurons plus besoin de lutter contre la drogue.

La Suisse mène un travail exemplaire en la matière – je l'ai souligné – mais elle a besoin d'être soutenue, et ce au plan public. Il semble que le moment serait particulièrement favorable, au stade actuel de la recherche, pour envisager de traiter les cas de séropositifs non encore malades. Nous faisons un bon tra-

vail en matière de prévention, mais, en ce qui concerne la recherche, il reste beaucoup à faire.

Je tiens à souligner les propos suivants tenus par un des signataires de la lettre dans une interview: «Si la misère budgétaire actuelle devait subsister, la centaine de projets déposés par une trentaine de groupes de recherche resteraient à l'état de maculatures, et la vingtaine de projets commencés en 1988 et 1989 mourraient d'étouffement monétaire». Le combat se terminerait-il faute de combattants?

Pour ceux qui sont au front, la réalité est devenue inquiétante, voire désespérante. Bien sûr, nous sommes dans un contexte où l'on veut limer les dépenses prévues dans notre budget, mais je crois que le problème du SIDA – nous en sommes tous conscients – est prioritairement important politiquement, de sorte que nous devons mettre un maximum d'efforts et de moyens à disposition. Si l'on imagine les chiffres, c'est une goutte d'eau dans un océan de notre budget, mais l'effet serait tout à fait spectaculaire.

Les arguments invoquant, il y a un ou deux ans, voire l'année dernière, un manque de personnel et de programme ne sont plus valables. Tout est à disposition, un espoir existe, mais l'argent manque. Dans un pays aussi riche que le nôtre, lui-même menacé par le SIDA, nous devons tout entreprendre afin de donner les véritables moyens de lutter contre ce fléau.

Fierz: Was den Leuten, die an der Front der Aids-Forschung stehen, sehr sauer aufstösst, sind die Versprechungen, die hier an diesem Pult 1986 vom Präsidenten der Finanzdelegation gemacht wurden. Es hat damals geheissen: Nein, wir können nicht einen Kredit sprechen ohne Projekte, aber – unser Kollege Zbinden sagte dies wörtlich – sobald gute Projekte vorlägen, könne man nötigenfalls innert drei Tagen mit Telefonkonferenz der Finanzdelegation diese Kredite durchgehen lassen. Dann hat man diese Kommission zur Kontrolle der Aids-Forschung gegründet, die Konzepte gemacht und ihren Bericht im Frühjahr dieses Jahres abgeliefert hat. Seitdem hörte man von diesem Bericht nichts mehr. Es ist nicht einmal sicher, ob er je veröffentlicht wird. Das hat doch wirklich mit dem Rhythmus, der uns 1986 versprochen wurde, überhaupt nichts zu tun! Die Leute sitzen weiterhin auf dem trockenen. Hier handelt es sich um eine Krankheit, die uns sicher im nächsten Jahrzehnt Zehntausende von Toten kosten wird! Es ist eine Krankheit, mit der bereits jetzt knapp ein Prozent der jungen Leute infiziert ist. Es sind nicht mehr «nur Schwule» oder «nur Drögeler», sondern es ist auf die allgemeine Bevölkerung übergegangen. Wir können uns diese Trölerei nicht leisten! Ich beantrage auch im Namen der grossen Mehrheit der grünen Fraktion, dass wir dem Antrag Günter zustimmen.

Fehr, Berichterstatter: Zu diesem Thema lag kein Antrag vor in der Kommission, es fand demzufolge auch keine Debatte statt. Immerhin sehe ich doch gewisse Zusammenhänge, und zwar wie folgt: Sie können der Fahne entnehmen, dass die Kommission entgegen dem ursprünglichen Antrag der ständerrätlichen Kommission bei der Stiftung Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung keine Kürzung vorgenommen hat, also bei dem Betrag bleiben will, den der Bundesrat vorschlägt. Damit hat es folgende Bewandnis. Herr Bundesrat Cotti, Chef des EDI, hat uns in der Kommissionssitzung u. a. erklärt: «Il souhaiterait quant à lui que le Fonds national se charge de la recherche contre le Sida, mais une réduction de se crédit compromettrait ce projet et obligerait à libérer les moyens dans les chapitres de l'Office de la santé publique.»

Herr Bundesrat Cotti hat uns in der Kommissionssitzung u. a. unter Verweis auf die Aids-Forschung darum ersucht, beim Nationalfonds nicht zu kürzen. Ich habe jetzt ein bisschen den Eindruck, dass es überhaupt nicht darum geht, ob man Aids ernst nimmt – das wäre ja gelacht, wenn man es nicht täte – und ob man die Aids-Forschung unterstützen will – auch das ist nicht strittig –, sondern ich habe jetzt ein bisschen den Eindruck, dass es ein Rubrikenkrieg ist. Herr Günter möchte, dass man unter dieser speziellen Rubrik fünf Millionen aufstockt, und der zuständige Departementschef hat uns gebeten, unter Nationalfonds nicht zu kürzen, damit die Aids-Forschung nicht

gefährdet sei. Er hat übrigens eine Summe genannt, die sich zufällig mit der Erhöhung deckt, die Herr Günter vorschlägt. Das erstaunt mich auch noch. Es scheint mir einfach, man könne nicht zweimal mit der gleichen Begründung Mittel verlangen. Daher – aber die beiden Vorschläge sind gegenseitig voneinander abhängig – möchte ich Sie bitten, einerseits dem Antrag von Herrn Günter nicht stattzugeben, andererseits dann aber beim Nationalfonds der Kommissionsmehrheit zuzustimmen. Das ist eigentlich auch kein Problem, weil der Ständerat ja auch gleicher Meinung ist. Also dann sind die Mittel vorhanden, nach allen Informationen, die uns zur Verfügung standen.

M. Frey Claude, rapporteur: La commission n'a pas eu l'occasion de discuter de la proposition de M. Günter. Nous pouvons, cependant, donner quelques informations. C'est vrai, Monsieur Günter, que le rapport de la Commission fédérale pour le contrôle de la recherche sur le SIDA a été déposé et que ses conclusions vont dans le sens que vous avez indiqué, à savoir qu'une augmentation massive des fonds est nécessaire pour lutter efficacement contre ce mal. Vous l'avez entendu à l'instant par le président de la Commission des finances, le chef du Département de l'intérieur a déclaré en commission qu'une somme supplémentaire de 5 millions avait été bloquée à cet effet au chapitre du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Dès lors, nous sommes d'accord avec la position de M. Günter reprise par Mme Jeanprêtre. Nous pouvons vous dire que ces montants et un montant de 5 millions figurent dans le Fonds national de la recherche scientifique pour l'année 1990. Pour éviter que ces 5 millions soient à deux chapitres budgétaires différents, nous vous invitons à rejeter la proposition de M. Günter.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, hier dem Bundesrat zuzustimmen. Ich will nicht wiederholen, was die beiden Kommissionsreferenten dargelegt haben, aber man muss sich bewusst sein, dass wir einen Nationalfonds und einen Forschungsrat haben. Dieser Rat verteilt letztlich einige hundert Millionen Forschungsgelder im Jahr. Und er muss Prioritäten setzen. Hier geht es ja nicht um diese Mittel für die Grundlagenforschung, sondern hier geht es um das, was man zusätzlich dem Bundesamt für Gesundheitswesen noch zubilligen will für zusätzliche Forschung, und wenn Sie im Text gesehen haben, was angeführt ist, dann heisst es dort: «Bundesgesetz von 7. Oktober 1983. Aids-Forschung durch Mediziner, Soziologen, Psychologen, Pädagogen und andere Sachverständige.» Es ist einfach in der Finanzpolitik. Man macht auf der einen Seite Rahmenprogramme, Globalkredite. Das ist sehr gut, und nachher kommt man mit irgendwelchen dringenden Dingen und sagt, aber hier müssen wir zusätzliche Gelder haben. Das ist genau gleich in der Stellenbewirtschaftung. Wenn man zusätzliche Stellen will, dann nimmt man irgend etwas heraus, was wirklich sehr dringend ist und von niemandem bestritten werden kann, und sagt, dafür müssen wir zusätzliche Stellen und Mittel haben. Aber man überlegt sich nicht, dass man vielleicht an einem anderen Ort etwas weniger Dringliches hätte. Deshalb bin ich nicht bereit, hier Konzessionen zu machen. Wir haben Globalkredite, und darin ist auch die Aids-Forschung inbegriffen. Das muss genügen. Wenn wir das nicht haben und wenn es nicht mehr so geht, dann können wir den Forschungsrat und diese Globalkredite aufheben, dann muss das Parlament halt im Einzelfall entscheiden, wie die Kredite in der Forschung ausgegeben werden. Das wäre kein guter Weg. Nur Umwege sollte es auch nicht geben. Auch wenn die Begründungen noch so gut sind.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Günter: Die Situation ist etwas verwirrt. Herr Claude Frey hat gesagt, man soll hier meinem Antrag nicht zustimmen, damit die Aids-Forschung an einem Ort sei, nämlich beim Nationalfonds. Ich stelle fest, 3 Millionen sind ja beim Amt für Gesundheitswesen. Die einzige Methode, sie an einem Ort zu konzentrieren, besteht darin, dass Sie meinem Antrag zustim-

men, dann ist sie nämlich da, wo sie ist. Eine zweite Frage an den Herrn Bundesrat: Wenn wir dem höheren Nationalfondsbudget zustimmen, sind dann die 5 Millionen für zusätzliche Aids-Forschung wirklich dort enthalten? Ich glaube das nicht, weil die Kommission, die vom Bund eingesetzt wurde, 8 Millionen für das Bag und nicht 3 Millionen für das Bag und 5 Millionen für den Nationalfonds vorgeschlagen hat. Ich halte daher die Argumentation mit dem Nationalfonds für eine Ausflucht. Ich bin sehr dafür, dass man dem Nationalfonds sein Geld gibt, aber wenn man dort die 5 Millionen gibt, dann garantiere ich Ihnen, dass die 5 Millionen Differenz nicht in die Aids-Forschung gehen werden. Der einzige Weg, das sicherzustellen, besteht darin, dass Sie meinem Antrag zustimmen. Hier ist es nun Sache des Parlaments, Prioritäten zu setzen, denn wir sind sehr wohl in der Lage, über die politischen und anderen Gefahren für das Volk, die von Aids her drohen, zu entscheiden. Da brauchen wir keinen Rat der Wissenschaftler, der sagt, welches die Prioritäten sind. Es sind unsere politischen Prioritäten; wir wollen, dass in diesem Bereiche, der für unser Volk wichtig ist, jetzt mehr geforscht wird. Darum müssen wir den Entscheid hier und jetzt treffen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Günter	37 Stimmen
Dagegen	72 Stimmen

Antrag Déglise

318 Bundesamt für Sozialversicherung

453.22 Dachverbände der Familienorganisation

Fr. 335 000

Proposition Déglise

318 Office fédéral des assurances sociales

453.22 Organisations familiales faitières

Fr. 335 000

Mme Déglise: Intervenir dans le débat sur le budget de la Confédération pour un montant de 25 000 francs vous paraîtra peut-être un abus, alors qu'il en va de sommes portant sur des millions sinon des milliards de francs. Pourtant, je me permets de faire cette intervention car il s'agit, en fait, d'un montant indispensable apporté comme subvention à l'Association suisse des organisations d'aides familiales. Je m'explique.

La subvention fédérale accordée à cette association est comprise dans une subvention totale accordée aux organisations familiales faitières, se montant au budget 1990 à une somme de 310 000 francs. La part de l'Association suisse des organisations d'aides familiales se monte à 75 000 francs, alors que nous avons sollicité un montant de 100 000 francs. Je relève que le montant a été déjà amputé par le Conseil fédéral.

Il me semble important, au-delà des chiffres, de vous exposer en quelques mots l'importance des tâches de cette association. L'aide familiale est l'un des trois piliers qui oeuvrent dans le secteur de l'aide et des soins à domicile, ce que vous appelez en allemand «Spitex», les deux autres piliers étant les soins à domicile et Pro Senectute. Les services d'aides familiales de notre pays ont été créés il y a une quarantaine d'années. Ce sont pour la plupart des associations privées. On en dénombre 785 implantées sur l'ensemble du territoire fédéral. A l'échelon cantonal, les services d'aides familiales sont les interlocuteurs des départements cantonaux de la santé publique. Plusieurs cantons ont légiféré en la matière, d'autres ont signé des conventions avec les services d'aides familiales, notamment dans le domaine des caisses-maladie. Les services d'aides familiales interviennent pour 40 pour cent dans les familles avec enfants et pour 60 pour cent chez des personnes âgées, malades et handicapées. L'Association suisse des organisations d'aides familiales est l'association faitière au plan national. Ses tâches sont multiples, indispensables et prennent une importance accrue du fait du vieillissement de la population et surtout du fait de l'explosion des coûts de la santé. En effet, de partout on prône avec raison le maintien des malades et des personnes âgées à domicile. Or, pour pouvoir assurer ce maintien à domicile, il est indispensable de pouvoir

développer le service qui ont cette tâche. L'aide familiale joue, sur ce plan-là, un rôle de charnière dont on ne saurait se passer. L'Association suisse se voit, dès lors, chargée de devoirs toujours plus impérieux, comme celui d'encourager la formation des aides familiales, de jouer le rôle de coordination entre les différentes grandes organisations s'occupant d'aide à domicile, d'encourager la création et le développement des organisations d'aides familiales, tout en respectant leur indépendance, d'établir le programme-cadre des treize écoles d'aides familiales établies dans le pays et de veiller à sa réalisation, d'établir un programme-cadre pour la formation des responsables de services d'aides familiales, ceci pour les tâches principales. C'est dire que cette association suisse a besoin de moyens financiers accrus.

On me rétorquera qu'il n'existe pas de base légale. Il est vrai que, pour l'instant, c'est le cas, mais un montant est prévu au budget qui, lui, a force de loi. On me fera remarquer aussi que c'est là la tâche des cantons et des communes. Les cantons et les communes sont très engagés sur ce plan. Ils soutiennent financièrement les organisations établies sur leur territoire. Les tâches confiées à l'organisation suisse dépassent les frontières cantonales et sont indispensables, d'autant plus que les jeunes ne sont pas suffisamment attirés par cette profession, et qu'il est urgent de mettre tout en oeuvre pour la valoriser.

Mon intervention a pour but premier d'obtenir le montant de 100 000 francs sollicité, c'est-à-dire de porter le montant total de la rubrique concernée de 310 000 à 335 000 francs. Elle a aussi pour but de sensibiliser le Conseil fédéral et le Parlement à la nécessité du développement, du maintien à domicile et pour cela de soutenir financièrement les associations suisses qui s'y emploient.

Frau Dormann: Ich möchte den Antrag von Frau Déglise unterstützen und Ihnen beantragen, den Beitrag an die Dachverbände dieser Familienorganisationen um 25 000 Franken zu erhöhen. Worum geht es? Es geht im Klartext um den Ausbau der Spitex, das heisst der spitalexternen Hauspflege. Diese Hauspflege umfasst nicht nur die Betreuung von Chronischkranken, sondern auch die Pflege von vorübergehend Akutkranken. Damit erreicht man nicht nur eine spürbare Entlastung unserer Spitäler und Pflegeheime, sondern auf die Dauer auch eine konkrete finanzielle Entlastung der Krankenkassen. Gleichzeitig wird die soziale Lebensqualität des einzelnen durch die Hauskrankenpflege verbessert, indem der einzelne persönlicher und ganzheitlicher erfasst und betreut werden kann. In einzelnen Kantonen ist die Spitex schon bereits recht weit fortgeschritten. Bei unseren jungen Berufsleuten hat der Beruf der ambulanten Hauskrankenpflege sehr grossen Anklang gefunden, so dass durch die Spitex eine echte Verlagerung der Pflege und Betreuung von Kranken und Behinderten erreicht werden kann. Deshalb ersuche ich Sie, den Betrag an die Dachverbände der Familienorganisationen zu erhöhen, damit diese ihre Aufgabe in der Aus- und Weiterbildung und in der Öffentlichkeitsarbeit der Hauspflege und Familienhilfe noch besser wahrnehmen können und damit die Pionierarbeit in der Spitex-Hauskrankenpflege vertieft werden kann.

Fehr, Berichterstatter: Dieser Antrag lag in der Kommission nicht vor. Wenn ich ihn im Kontext unserer Beratung würdige, dann stelle ich folgendes fest: Wir haben ein beachtliches Wachstum auf dieser Rubrik, auch wenn sie nicht Millionen umfasst. Es waren 1989 180 000 Franken, jetzt 310 000. Also eine starke Steigerung. Das Problem besteht offenbar darin, dass die Dachorganisation «Vereinigung der Hauspflegeorganisationen», die bis jetzt einen Beitrag von 50 000 Franken hat, einen Beitrag von 100 000 Franken möchte. Der Bundesrat lehnt diese Erhöhung zwar nicht ab, möchte sie aber in Anbetracht der finanziellen Probleme in zwei Etappen aufteilen. Es sind 1990 75 000 Franken budgetiert, und der Rest kommt später. Darum geht es offenbar. Wenn wir an die Ausführungen in der Eintretensdebatte zurückdenken, muss ich Sie bitten, diesem Antrag, so sympathisch er ist und so einleuchtend ihn Frau Déglise und Frau Dormann dargelegt haben, nicht zuzustimmen. Sie können nicht den Bundesrat eindringlich er-

suchen, das Ausgabenwachstum im Griff zu halten, und es dort, wo er berechnete Begehren nur etappenweise erfüllt, wieder dementieren.

Wie gesagt, ein Antrag lag nicht vor, aber aufgrund der Gesamthaltung der Kommission bitte ich Sie, den Antrag abzulehnen.

M. Frey Claude, rapporteur: La commission n'a pas eu l'occasion de discuter de la proposition de Mme Déglise. Nous pouvons cependant relever que ce poste budgétaire a été introduit en 1989, donc pour cette année, avec un montant de 180 000 francs et qu'il est prévu pour l'année prochaine une augmentation sensible à 310 000 francs.

Mme Déglise souhaiterait un effort supplémentaire de sorte qu'une des associations subventionnées à ce titre-là, l'Association suisse des organisations d'aides familiales, puisse voir sa subvention annuelle doubler et passer de 50 000 francs à 100 000. Le Conseil fédéral, malgré l'effort de restriction de dépenses budgétaires, va dans ce sens-là, mais en deux étapes puisque la subvention passerait de 50 000 à 75 000 francs au budget 1990, pour atteindre 100 000 francs au budget 1991.

Cette progression nous paraît raisonnable dans le contexte que nous avons rappelé et que tous les porte-parole ou presque ont évoqué lors du débat d'entrée en matière: il s'agit de limiter l'augmentation des dépenses. C'est pourquoi nous vous invitons à en rester aux 310 000 francs proposés. L'augmentation souhaitée par Mme Déglise sera effective, mais elle se fera en deux temps, ce qui nous paraît raisonnable. Nous vous prions dès lors de voter en faveur de la proposition du Conseil fédéral.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, dem Antrag des Bundesrates und der Kommission zu folgen und den Antrag von Frau Déglise abzulehnen.

Es ist richtig gesagt worden: Es ist ein neuer Posten im Budget 1989 von 180 000 Franken. Im neuen Budget sind es 310 000 Franken. Das sind immerhin ganz beachtliche Erhöhungen der Zuwachsraten. In diesem speziellen Fall geben wir Ihnen die Zusicherung, dass wir nächstes Jahr nochmals um 25 000 Franken erhöhen. Aber auch Dachverbände sollten nicht nur vom Bundesrat und von Subventionen abhängig sein.

Man kann sich nicht im generellen über Zuwachsraten beklagen, wenn sie etwas über dem Wirtschaftswachstum liegen, und dann in Einzelpositionen Zuwachsraten von 50 oder 100 Prozent beschliessen. Grenzen muss es überall geben, und die gibt es auch hier.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Déglise	62 Stimmen
Dagegen	40 Stimmen

Antrag der Kommission

320 Bundesamt für Bildung und Wissenschaft
463.10 Stiftung «Schweiz. Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung»

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Fischer-Hägglingen, Blocher, Frey Claude, Früh, Nebiker, Spoerry, Stucky, Reich, Zbinden Paul)
Fr. 240 000 000

Proposition de la commission

320 Office fédéral de l'éducation et de la science
463.10 Fondation «Fonds national suisse de la recherche scientifique»

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Fischer-Hägglingen, Blocher, Frey Claude, Früh, Nebiker, Spoerry, Stucky, Reich, Zbinden Paul)
Fr. 240 000 000

Fischer-Hägglingen, Sprecher der Minderheit: Dieser Antrag wurde in der Kommission aus der Sorge um unser Budget geboren. Ich mache mir nach der heutigen Diskussion keine allzu grossen Illusionen. Aber ich glaube, wir haben nicht nur eine Verantwortung für dieses Jahr, sondern auch für die zukünftige Entwicklung unseres Staatshaushaltes. Wenn wir die Zeichen, die an der Wand stehen, richtig deuten, stellen wir fest, dass wir in zwei, drei Jahren in einer sehr schwierigen Situation sein werden. Ich denke nur an die gegenwärtigen inflationären Tendenzen, die dann nächstes Jahr durchschlagen werden.

Weil ich diese Verantwortung irgendwie doch trage, werde ich hier diesen Antrag weiterhin vertreten. Man wird mir sagen, es werde hier am falschen Ort gespart. Auf der anderen Seite ist eben jeder Budgetposten genau daraufhin zu durchleuchten, wie er in die Landschaft hineinpasst.

Wenn wir die Bundesbeiträge an den Nationalfonds in den letzten Jahren beobachten, stellen wir fest, dass wir diese doch immer wieder etwas erhöht haben. So weist die Rechnung 1988 einen Betrag von 218 Millionen auf. Im Vorschlag 1990 sind es bereits 246 Millionen. Das ist gegenüber dem letzten Budget ein Wachstum von 13 Millionen Franken. Wenn Sie nun der Minderheit zustimmen würden, dann betrüge das Wachstum noch sieben Millionen. Die Teuerung wäre also im grossen und ganzen fast ausgeglichen.

Man wird mir entgegenhalten, diese Kürzung sei nicht angebracht, weil sich die Zahl der Studenten erhöhe und wir verstärkte Anstrengungen unternehmen müssten, insbesondere auch gegenüber den europäischen Nachbarländern usw. Ich glaube trotzdem, dass wir Kürzungen verkraften könnten, ohne dass der Standard der Forschung irgendwie geschwächt würde. Wir sind nach wie vor der Meinung, dass wir in der Forschung noch zu wenig stark Prioritäten setzen und dass die Kräfte noch allzu stark zersplittert werden, je nach Liebhaberei der einzelnen Forscher. Es drängt sich überhaupt die Frage auf, ob die Struktur des Nationalfonds nicht einmal näher überprüft werden sollte und ob nicht vielleicht auch eine verstärkte Kontrolle durch das Parlament notwendig wäre.

Wenn die Gewichte richtig gelegt sind – da bin ich fest überzeugt –, ist es ohne weiteres möglich, die zusätzlichen Anstrengungen zu unternehmen, die im High-Tech-Bereich notwendig sind. Es braucht nur gewisse Verlagerungen, und die sind notwendig und möglich. Der Sinn und Zweck meines Antrages ist, dass wir hier zusätzliche Anstrengungen machen, um die Prioritätensetzung richtig vorzunehmen.

Aus diesen Überlegungen bitte ich Sie, der Minderheit zuzustimmen.

Frau Zölch: Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag von Herrn Fischer-Hägglingen abzulehnen. Er will den vorgesehenen Bundesbeitrag 1990 an den Nationalfonds um 6,75 Millionen kürzen. Um beurteilen zu können, ob eine solche Kürzung überhaupt tragbar ist, muss vorerst einiges über die finanzielle Situation des Nationalfonds gesagt werden.

Schon in diesem Jahr mussten von insgesamt 1108 eingereichten Forschungsgesuchen deren 201 hauptsächlich aus Kostengründen vollumfänglich abgelehnt werden. Bei den meisten bewilligten Projekten mussten erhebliche Kürzungen vorgenommen werden. Der Gesuchseingang vom vergangenen Oktober, der einen neuen Höchststand von 161,2 Millionen Franken erreicht hat, lässt auf eine weitere Verschärfung der Finanzlage im nächsten Jahr schliessen.

Herr Fischer-Hägglingen, würden wir dem Minderheitsantrag zustimmen, so reichte der gekürzte Bundesbeitrag nicht aus, um die Teuerung des Jahres 1989 auszugleichen. Damit wären wir auch weit entfernt von den 3,5 Prozent Realerhöhung, die das Parlament von 1988 bis 1991 für eine vom Bundesrat in seiner Botschaft vom 16. März 1987 in der ersten Prioritätenkategorie anerkannte Bundesaufgabe vorgesehen hat.

Wir müssen den Minderheitsantrag insbesondere auch aus folgenden Gründen ablehnen: In die Zukunft unseres Landes und vor allem auch in die Erhaltung der Konkurrenzfähigkeit sind doch Ausbildung und Forschung die besten Investitionen. Bei einer Kürzung des Bundesbeitrages würden wesentliche innovative Schwerpunkte der Forschung gefährdet. So

etwa Projekte betreffend Aids, wovon wir auch schon gesprochen haben; Projekte im Bereich der Ingenieur- und technischen Wissenschaften und vor allem auch Projekte betreffend die Auswirkungen des Binnenmarktes 1992 und der Oeffnung Osteuropas auf die Schweiz. Unser Land muss doch in diesen Forschungsbereichen mithalten können, sonst verlieren wir schrittweise an Konkurrenzfähigkeit.

Eine Kürzung würde aber auch die Sonderanstrengungen des Nationalfonds zur Heranbildung qualifizierter Nachwuchskräfte im Hinblick auf den notwendigen Dozentenersatz Ende der neunziger Jahre stark gefährden. Gerade die Hochschulen würden durch diese Sparmassnahmen, die von den Kantonen finanziell nicht aufgefangen werden könnten, empfindlich getroffen, und dies zu einer Zeit, in der im Hinblick auf EG 92 eine kräftige Oeffnung der Forschung doch geboten ist.

Ich appelliere also auch an alle Vertreterinnen und Vertreter der Hochschulkantone und beantrage Ihnen nochmals Ablehnung des Minderheitsantrages.

Keller: Auch ich bitte Sie, den Antrag Fischer-Hägglingen abzulehnen und der Mehrheit und dem Bundesrat zuzustimmen, dem sich im übrigen auch der Ständerat anschliesst. Nach der Diskussion über den Antrag Günter, der ja abgelehnt wurde, einen Antrag, mit dem Ziel, die Aids-Forschung voranzutreiben, sollte es eigentlich klar sein, dass wir beim Nationalfonds jetzt keine Schmälerung des Budgets vornehmen dürfen, denn dann hätte unter Umständen eben gerade das nicht mehr Platz. Ich hätte fast erwartet, dass Herr Fischer-Hägglingen den Antrag zurückziehen würde.

Es ist nicht sehr originell, über den Zusammenhang zwischen Prosperität in unserem Land und Investitionen in die Forschung, Forschungsaufwendungen zu sprechen. Das ist uns allen klar. Es ist nicht originell, aber es ist gleichwohl richtig, und man darf es wiederholen. Gerade wenn wir mit Blick auf unsere Legislaturziele und -vorstellungen dem qualitativen Wachstum eine Chance einräumen wollen, dann wird um so klarer, dass qualitatives Wachstum gerade auch Forschung voraussetzt. In einer immer komplizierter werdenden Welt sind auch die Forschungsaufwendungen zu steigern. Wir planen ja auch eine Weiterbildungs-offensive; es erscheint natürlich etwas merkwürdig, auf der einen Seite wegzunehmen, um auf der anderen dann wieder zu geben. Das ist ein Widerspruch in sich. Wenn man erkannt hat, dass wir im Bereiche der Bildung und Forschung ein Mehreres tun müssen, dürfen wir hier keine falschen Signale im Zusammenhang mit dem Nationalfonds setzen.

Im übrigen bleibt zu bemerken, dass der Nationalfonds nicht wesentlich zum hohen Wachstum der Bundesausgaben beiträgt; seine Aufwendungen liegen unter dem Schnitt von 8,3 Prozent. Sie entsprechen ungefähr dem Wirtschaftswachstum. Wenn wir nun noch soweit hinuntergehen, wie das die Minderheit vorschlägt, ist wahrscheinlich nicht einmal die Teuerung voll gedeckt. Von einem Wachstum wäre dann gar nicht zu reden. Das dürfen wir nicht zulassen. Es sind, so wurde uns in der Kommission versichert, vom Minderheitsantrag rund 130 junge Forscher betroffen, junge Leute, die beim Nationalfonds in der Forschung ihre – wenn ich so sagen darf – Sporen abverdienen, um nachher z. B. in der universitären Forschung als Nachwuchsleute eine entscheidende Rolle zu spielen. Auf sie können wir nicht verzichten. Frau Zölch hat vorhin schon dargelegt, wie wichtig Nachwuchsleute für die Forschung in unserem Land sind.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Minderheitsantrag abzulehnen und der Mehrheit und damit zugleich dem Bundesrat und auch dem Ständerat zuzustimmen.

Fehr, Berichterstatter: Ich habe bei der Diskussion eines früheren Antrages schon von dieser Position gesprochen und möchte mich nicht wiederholen, zumal Frau Zölch und Herr Keller soeben die wesentlichen Argumente dargelegt haben, die für die Position der Mehrheit sprechen. Die Kommission hat recht knapp mit 10 zu 9 Stimmen beschlossen, dem Bundesrat zuzustimmen, aber unter anderen Voraussetzungen: Der Antrag der Minderheit war nämlich zu jenem Zeitpunkt noch Antrag der ständerätlichen Kommission. Wir wissen aber

heute, dass der Ständerat seiner Kommission aus ähnlichen Überlegungen, wie sie Ihnen heute dargelegt wurden, nicht gefolgt ist. Ich bitte Sie meinerseits, der Mehrheit und damit dem Bundesrat zuzustimmen und auf eine Kürzung in diesem Bereiche zu verzichten.

M. Frey Claude, rapporteur: La situation financière actuelle du Fonds national suisse de la recherche scientifique n'est déjà pas jugée satisfaisante par la majorité. En effet, actuellement déjà, de bons projets doivent être réduits ou ne peuvent être acceptés faute de moyens. Par conséquent, la réduction qui est demandée par la minorité de la commission ne fait qu'aggraver cette situation. On nous a fait observer en commission que le Fonds national autrichien, par exemple, a augmenté son budget pour l'année prochaine de 20 pour cent, ce qui démontre l'importance de la recherche dans le monde actuel. Dès lors, la majorité de la commission vous propose d'approuver la version du Conseil fédéral. La minorité constate – vous avez entendu M. Fischer – qu'il y a une augmentation certes très faible par rapport aux budgets antérieurs – 218 millions en 1988, 232 750 000 francs en 1989 – et 240 millions proposés par la minorité avec une augmentation sensible de l'ordre de 15 millions chaque année pour les années suivantes. C'est dans cet esprit qu'elle vous propose d'approuver cette réduction qu'elle estime supportable.

La majorité a rejoint par conséquent la majorité du Conseil des Etats qui n'a pas suivi sa commission, laquelle proposait une réduction qui n'a pas été acceptée en plénum. Par 18 voix contre 14, le Conseil des Etats approuve le projet tel que présenté par le Conseil fédéral. C'est ce que vous propose également, par 10 voix contre 9, la majorité de votre commission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	Minderheit
Für den Antrag der Mehrheit	offensichtliche Mehrheit

Antrag der Kommission

329 Schweizerischer Schulrat	
342.10 Unterricht und Forschung	Fr. 7 635 000

Proposition de la commission

329 Conseil des écoles polytechniques fédérales	
342.10 Enseignement et recherche	Fr. 7 635 000

Angenommen – Adopté

Antrag der Kommission

330 Technische Hochschule Zürich	
342.10 Unterricht und Forschung	Fr. 95 638 000

Antrag Schmidhalter

Fr. 102 438 000

Proposition de la commission

330 Ecole polytechnique fédérale de Zurich	
342.10 Enseignement et recherche	Fr. 95 638 000

Proposition Schmidhalter

Fr. 102 438 000

Schmidhalter: Mit diesem Antrag möchte ich erreichen, dass unter der Rubrik «Unterricht und Forschung» bei der ETH auch wieder der Betrag des Bundesrates angenommen wird, das heisst also 102,438 Millionen. Ich möchte vorher meine Interessenbindung offenlegen. Ich war vor 40 Jahren Schüler dieser ETH. Aber es bestehen seither keine Bindungen irgendwelcher Art mit dieser Technischen Hochschule, so dass ich ohne irgendwelche Sorge zu diesem Problem Stellung nehmen kann.

Im Forschungsbereich sollte sich die ETH vornehmlich an der sogenannten Hochtechnologieforschung beteiligen. Hoch-

technologieforschung beinhaltet unter anderem automatisierte Produktionsverfahren, energie- und materialsparende Verfahrenstechnik, treibstoffsparende Motoren, saubere Verbrennung etc. Diese Tätigkeitsfelder sind charakterisiert durch die Vernetzung sehr verschiedenartiger Disziplinen, durch eine weltweite Konkurrenzsituation, durch eine enorme Entwicklungsdynamik und durch einen hohen Finanzbedarf für komplexe Infrastruktur und hochqualifiziertes Personal.

Die ETH Zürich hat seinerzeit für dieses Budget 125,6 Millionen Franken verlangt. Es hat zuerst einmal der Schweizerische Schulrat gestrichen und dann der Bundesrat in zwei Tranchen: einmal am 27. Juni 1989 etwa 10,9 Millionen und einmal am 23. August noch einmal 10,7 Millionen, so dass der Bundesrat uns letztlich vorgeschlagen hat, 102,4 Millionen Franken vorzusehen. Die Finanzkommission hat diesen Betrag noch einmal reduziert.

Wir müssen uns aber vor Augen führen, dass in diesen 102 Millionen Franken 37 Millionen bereits gebunden sind durch ordentliche Betriebskredite, und eine zweite Summe von 48 Millionen ist für ausserordentliche Kredite vorgesehen, die durch die Forschungskommission jeweils zugeteilt werden. Das heisst also: Es bleiben für die Verstärkung der Hochtechnologieforschung, an der wir alle interessiert sind, und für den neuen Studienlehrgang Umwelt/Naturwissenschaften 3,5 Millionen. Das heisst, dass bei diesen 17 Millionen Franken jetzt – nach all diesen Kürzungen – nach Ständerat noch einmal 11 Millionen und nach Finanzkommission 6,8 Millionen gekürzt werden sollten. Sie müssen mit mir einiggehen, dass eine solche Kürzung nicht durchgeführt werden kann, ohne dass wir die ETH in diesen beiden wichtigen Bereichen einschränken. Ich beantrage daher, dass Sie meinen Antrag unterstützen und dass wir ins Budget den Betrag des Bundesrats von 102 Millionen Franken einsetzen.

Fehr, Berichterstatter: Wir befinden uns hier im Schulratsbereich, einen Bereich, der sowohl die ständerätliche Kommission als auch unsere Kommission stark beschäftigt hat. Ich könnte Ihnen relativ lange über diese Diskussionen berichten, will es aber nicht tun, sondern Ihnen einfach sagen, dass der Präsident des Schulrates in einem Schreiben vom 16. November an die Finanzkommission ausgeführt hat, dass ihm das, was die nationalrätliche Kommission vorschlägt, zwar nicht gefalle, dass aber im Notfall gekürzt werden könne.

Das sagt der Präsident des Schulrates. Natürlich sagt er das unter dem Druck der Beschlüsse der ständerätlichen Kommission. Aber wir haben das entgegengenommen, und die Kommission ist sich in dieser Frage einig, dass das zumutbar ist. Es gab keine Minderheiten, keine Abstimmung.

Eine Inkonvenienz, die mit dem Antrag von Herrn Schmidhalter im weiteren verbunden ist, ist die folgende: Es ginge sicher nicht an, aufgrund des Umstands, dass Herr Schmidhalter in Zürich studiert hat, nun bei der ETH Zürich zu korrigieren und die ETH Lausanne zu übergehen, weil kein ehemaliger Studierender hier angetreten ist, um zu korrigieren. Ich glaube, das dürften wir uns nicht leisten. Ich habe Ihnen vorher gesagt: Es besteht einhellige Kommissionsmeinung, und der Schulratspräsident sagt, im Notfall ginge das.

Bitte, stimmen Sie unseren Anträgen zu!

M. Frey Claude, rapporteur: La commission vous propose une réduction globale de 11 millions de francs qui se répartit selon les rubriques qui figurent sur le dépliant. Nous n'y reviendrons pas et c'est à l'unanimité que la commission vous suggère des économies selon la répartition indiquée dans le document que vous avez sous les yeux.

Dès lors, nous vous invitons à en rester à cette solution équilibrée dans les économies entre les diverses institutions qui s'adonnent à la recherche. En suivant M. Schmidhalter, c'est-à-dire en augmentant les montants pour l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, vous créeriez une inégalité de traitement, vous défavoriseriez les autres institutions et en particulier l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Dès lors, au titre de la défense de l'égalité de traitement, nous vous demandons de refuser la proposition de M. Schmidhalter.

Bundesrat **Stich:** Hier ist es ähnlich wie bei der Forschung. Man muss die Globalkredite betrachten und nicht in einer einzelnen Position eine Veränderung vornehmen. Man muss die Dinge gesamthaft betrachten, wie das die Kommission gemacht hat.

Ich schlage Ihnen vor, der Kommission zuzustimmen und nicht auf den ursprünglichen Antrag des Bundesrates zurückzukommen, der ja auch nicht dem Antrag des Ständerates entspricht. Der Ständerat ist noch weiter gegangen als Ihre Kommission. Es wird also ohnehin eine Differenz geben.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Schmidhalter: Ich möchte zur Kenntnis geben, dass ich, falls mein Antrag zufälligerweise angenommen würde, selbstverständlich den gleichen Antrag auch für die ETH Lausanne stellen würde, da mein Sohn in Lausanne studiert.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Schmidhalter	Minderheit

Antrag der Kommission

334 Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft

342.10 Unterricht und Forschung

335 Materialprüfungs- und Versuchsanstalt

342.10 Unterricht und Forschung

336 Anstalt für Wasserversorgung, Abwasserreinigung und Gewässerschutz

342.10 Unterricht und Forschung

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

337 Paul-Scherrer-Institut

342.10 Unterricht und Forschung

Fr. 28 142 000

340 Technische Hochschule Lausanne

342.10 Unterricht und Forschung

Fr. 39 373 000

Proposition de la commission

334 Institut de recherches sur la forêt, la neige et le paysage

342.10 Enseignement et recherche

335 Laboratoire d'essai des matériaux et de recherches pour l'industrie, le génie civil et les arts et métiers

342.10 Enseignement et recherche

336 Institut pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux

342.10 Enseignement et recherche

Adhérer au projet du Conseil fédéral

337 Institut Paul-Scherrer

342.10 Enseignement et recherche

Fr. 28 142 000

340 Ecole polytechnique de Lausanne

342.10 Enseignement et recherche

Fr. 39 373 000

Angenommen – Adopté

Justiz- und Polizeidepartement Département de justice et police

Antrag der Kommission

408 Bundesamt für Zivilschutz

453.01 Schutzbauten

Fr. 123 000 000

Antrag Braunschweig

343.01 Aufklärung der Bevölkerung

Fr. 440 000

343.02 Betriebsausgaben

Fr. 600 000

Antrag Fäh

453.01 Schutzbauten

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Rebeaud

453.01 Schutzbauten

Fr. 100 000 000

Proposition de la commission

408 Office fédéral de la protection civile

453.01 Bâtiments de protection

Fr. 123 000 000

Proposition Braunschweig

343.01 Instruction de la population

Fr. 440 000

343.02 Dépenses d'exploitation

Fr. 600 000

Proposition Fäh

453.01 Bâtiments de protection

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Rebeaud

453.01 Bâtiments de protection

Fr. 100 000 000

Pos. 408.343.01

Pos. 408.343.02

Braunschweig: Ich begründe meine beiden Kürzungsanträge gemeinsam. Insgesamt geht es um eine Einsparung von 640 000 Franken.

Zum ersten: Im Budget 1989 – letztes Jahr – war für die sogenannte «Aufklärung der Bevölkerung» seitens des Zivilschutzes der Betrag von 447 000 Franken vorgesehen.

Schon damals haben Sie ihn angefochten, denn die Werbung des Zivilschutzes ist überdimensional, sie ist umstritten, weil sie sehr wenig dialogisch ist. Sie ist einseitig, sie ist unkritisch. Das wird von manchen Seiten immer wieder neu bestätigt. Nun soll sie auf die Höhe von 880 000 Franken verdoppelt werden. Ich beantrage Ihnen den Verzicht auf diese Verdoppelung. Als Begründung wird angeführt, es gehe um zusätzliche Aktionen im Hinblick auf das Jahr 1991, also offenbar um 700 Jahre Zivilschutz. Wenn gemeint wäre, 700 Jahre Eidgenossenschaft, müsste ja jedes Bundesamt mit einem solchen Antrag kommen! Wo kämen wir da hin? Wenn wir diesem Antrag zustimmen, kommt ganz sicher nächstes Jahr ein neuer Antrag, auf Verdreifachung der Werbung beispielsweise zum Thema «Zivilschutz und EG». Oder, im übernächsten Jahr, zum Thema «Zivilschutz und Vorbereitung auf das Jahr 2000». Ich möchte Sie einladen, hier eine gewisse Schranke zu setzen.

Zum zweiten, den Betriebsausgaben: Hier richtet sich mein Kürzungsantrag um 200 000 Franken gegen den Posten Bahn- und Strassentransporte für 550 000 Franken. Ich freue mich ja über eine verkehrsfreundliche Haltung beim Zivilschutz, aber 550 000 Franken Transportkosten für Waren im Wert von 880 000 Franken! Ich bin nicht Unternehmer, aber viele von Ihnen sind es, und ich denke, man kann nicht ernsthaft vertreten, für ein Produkt von 880 000 Franken Transportkosten von 550 000 Franken einzusetzen. Hier ist nach meiner Auffassung etwas nicht in Ordnung, und ich glaube, diese Kürzung ist angemessen.

Es geht beim Posten «Aufklärung der Bevölkerung» zusätzlich noch um den Betrag von 87 000 Franken, der dafür vorgesehen ist, die Zeitschrift «Zivilschutz» noch mehr als bisher zu unterstützen. Bisher wurde aber der Zivilschutzverband, der Herausgeber ist, jedes Jahr mit 280 000 Franken subventioniert. Also auch hier ein fehlendes Gleichgewicht zwischen Eigenleistung und dem, was der Bund zuschiesst.

Nun möchte ich Sie an drei ganz besondere Punkte erinnern.

1. Der Zivilschutz ist heute im Umbruch. Es wurde vor drei Jahren eine Arbeitsgruppe eingesetzt. Sie hat ihren Bericht vor zwei Jahren abgeliefert. Wir kennen den Bericht, aber wir kennen noch nicht die Folgen, die sich daraus ergeben. Auf diese warten wir mit Ungeduld. Dabei geht es um die Frage, ob der Zivilschutz weiterhin fast ausschliesslich auf den Kriegsfall oder auch auf Katastrophen im zivilen Bereich, Naturkatastrophen, Umweltkatastrophen, ausgerichtet ist. Diese zentrale Frage wurde bis heute nicht endgültig geregelt. Sie muss geregelt werden, und ich denke, in einer solchen Zeit des Uebergangs sollte der Zivilschutz nicht unsagbar viel Geld für Information und Werbung ausgeben, deren Aussage möglicherweise schon in zwei Jahren überholt sein könnte.

2. Wir kennen alle das Projekt «Armee 95». Es hat schwerwiegende Konsequenzen, auch für den Schutz der Zivilbevölkerung und damit für den Zivilschutz. Bei «Armee 95» geht es ja

auch darum, im dicht besiedelten Mittelland Gegenschläge auszuführen. Das hat Folgen für den Schutz der Zivilbevölkerung. Die Verantwortlichen beim Zivilschutz wissen das, haben dazu aber bis heute noch nicht abschliessend Stellung genommen; also auch hier eine Uebergangssituation.

3. In jüngster Zeit sind Aufsätze erschienen über den Problemkreis Landwirtschaft und Zivilschutz. Sie haben bestätigt, was man schon lange gewusst hat, nämlich dass gerade für die Landwirtschaft der Zivilschutz in gar keiner Weise Schutz bieten kann, weder für das Grossvieh noch für die landwirtschaftlichen Kulturen noch für die Futtermittel. Diese Frage ist ungelöst.

Ein Bundesamt, das so viele ungelöste Probleme vor sich hat, darf nicht dermassen unterstützt werden für Propagandazwecke und Information. Es soll in erster Linie einmal gründliche Studienarbeit leisten, und dafür wird ja der Kredit auf 1,6 Millionen Franken erhöht. Es liegt am Zivilschutzamt, diesen Kredit richtig anzuwenden, damit in Sachen Studienarbeit etwas herauskommt. Die Gelder für Werbung und Information hingegen können und müssen wir beschränken.

Ich bitte Sie deshalb, diesen Kürzungsanträgen zuzustimmen.

Fäh: Ich bin mit Herrn Braunschweig einig: Das Image des Zivilschutzes heute ist nicht das allerbeste. Ich bin mir deshalb auch bewusst, dass es nicht sonderlich populär ist, sich für den Zivilschutz einzusetzen.

Ich gehe mit ihm insofern einig, als der Zivilschutz heute ein Problem hat, das er vordringlich lösen muss: das Ausbildungsproblem. Nebenbei wird er – auch darin bin ich mit Herrn Braunschweig einverstanden – für die nächsten Jahre seine Konzeption anpassen müssen: Die Probleme der Katastrophenhilfe, Landesversorgung usw. sind zu berücksichtigen.

Gestützt darauf ziehe ich in bezug auf die Anträge Braunschweig folgende Konsequenzen:

Zum Antrag 1, Aufklärung der Bevölkerung. Da steige ich nicht auf die Barrikaden, das gestehe ich Ihnen offen. Bei Antrag 2, Betriebsausgaben, hingegen opponiere ich der Reduktion, und zwar aus zwei Gründen:

1. Der bisherige Budgetbetrag betrug 820 000 Franken. Sie wollen ihn auf 440 000 Franken reduzieren. Im Budget sind 800 000 Franken vorgesehen, also findet die Reduktion bereits statt. Ob das nur den Transport betrifft, kann ich Ihnen nicht sagen. Ich möchte Sie aber darauf aufmerksam machen, dass in diesen Betriebskostenausgaben zwei Teile drin sind, die dringend notwendig sind:

1. Druckkosten für die Merkblätter im Telefonbuch. Diese Merkblätter müssen nämlich der Katastrophenbewältigung angepasst werden. Das ist zwingend. Im übrigen wird ja auch der Sirenenalarm vereinfacht. Es wird inskünftig nur noch ein Zeichen geben, und nicht mehrere.

2. Schwarzenburg, das Ausbildungszentrum. Ich habe eingangs bewusst betont, dass Ausbildung für den Zivilschutz sehr, sehr wichtig ist. Die Motion Neuenschwander stösst ja auch in diese Richtung vor. Ich bin der Meinung, dass der Zivilschutz inskünftig vermehrt Prioritäten bei der Ausbildung setzen muss, und daher sind Gelder, die in das Ausbildungszentrum Schwarzenburg gesteckt werden, natürlich sinnvoll.

Ich beantrage Ihnen daher, den zweiten Teil des Antrages Braunschweig, Reduktion der Betriebskosten, nicht gutzuheissen.

Fehr, Berichterstatter: Dieser Antrag lag in der Kommission nicht vor. Ich erlaube mir aber, Sie darauf hinzuweisen, dass Sie auf Seite 445a der Botschaft die Details finden, die hier zum Teil angesprochen wurden.

Ich bin mit Herrn Fäh einig in bezug auf den zweiten Teil des Antrages. Ich bin nicht sicher, ob dort Herrn Braunschweig nicht ein Missverständnis unterlaufen ist, denn es geht natürlich nicht um die Transportkosten für die Ausstellung, die er kritisiert hat. Die Ausstellung ist sowieso erst 1991. Es sind Transportkosten, Frachtkosten für den Versand von Zivilschutzmaterial an den Bund. Da gibt es keine direkte Beziehung. Und was Herr Fäh auch gesagt hat: Es sind hier Betriebskosten des Ausbildungszentrums Schwarzenburg enthalten. Ich

glaube, da kann man füglich kaum kürzen, es sei denn, man wolle hier in die Strukturen eingreifen.

Was den ersten Teil anbelangt – ich wäre froh, wenn Herr Braunschweig nicht über beide Anträge gemeinsam abstimmen lassen würde –, hat der Mehraufwand vor allem mit der 1991 beabsichtigten Ausstellung zu tun. Ich überlasse es Ihnen, im Kontext von all dem, was hier heute schon gesprochen worden ist, abzuschätzen, ob eine Wanderausstellung «Der Zivilschutz einst und jetzt» zu den obersten Prioritäten unserer staatlichen Aktivitäten gehört. Je nachdem, wie Sie diese Frage entscheiden, werden Sie auch stimmen.

Wie gesagt, die Kommission hatte keinen derartigen Antrag zu behandeln. Bezüglich Aufklärung, scheint es mir, seien Sie wirklich frei in Ihrer Entscheid, bezüglich Betriebsausgaben hingegen nicht. Da bestehen Bindungen, die nicht einfach per Budgetbeschluss aufzuheben sind.

M. Frey Claude, rapporteur: La commission n'a pas eu l'occasion de discuter des propositions de M. Braunschweig.

Nous relèverons qu'en ce qui concerne l'instruction de la population, si le montant est augmenté pour l'année prochaine, cela est dû essentiellement aux expositions itinérantes prévues pour 1991, dans le cadre du 700e anniversaire de la Confédération mais à organiser en 1990. La question est de savoir si on veut ou non ces expositions, mais il est évident que si on les veut, elles doivent être préparées en 1990. Par conséquent, je vous demande à titre personnel d'accepter ce montant car il me semble que c'est une occasion qui se présente de sensibiliser la population aux efforts de la protection civile.

En ce qui concerne les dépenses d'exploitation, et notamment les frais de transport, il ne s'agit pas du tout de transporter le matériel des expositions mais bien des charges habituelles d'exploitation, et je relève par ailleurs que le montant prévu pour 1990 est légèrement inférieur, de 20 000 francs, au montant prévu pour le budget de cette année. Il n'y a donc pas d'augmentation budgétaire prévue à ce titre mais une diminution de 20 000 francs. Voilà pourquoi nous vous demandons de rejeter les deux propositions de M. Braunschweig.

Bundesrat Stich: Für den ersten Antrag von Herrn Braunschweig habe ich sehr viel Verständnis. Man kann sich fragen, ob es erste Priorität ist, eine Ausstellung im Jahre 1991 über den Zivilschutz zu veranstalten, oder ob es nicht dringendere Vorhaben gibt, insbesondere wenn man zusätzliche Stellen verlangt, um die Ausbildung zu fördern. Man kann sich auch fragen, ob die Zivilschutzzeitschrift erweitert werden muss oder nicht. Da habe ich volles Verständnis.

Hingegen bitte ich Sie klar, den zweiten Antrag abzulehnen. Dort geht es einfach um die Deckung von Auslagen, die der Bund und dieses Amt haben. Ich bin also froh, wenn Sie im zweiten Punkt den Antrag Braunschweig ablehnen. Im ersten haben Sie die Wahl, ob Sie eine zusätzliche Ausstellung haben wollen oder nicht.

Abstimmung – Vote

Pos. 408.343.01

Für den Antrag Braunschweig	52 Stimmen
Dagegen	28 Stimmen

Pos. 408.343.02

Für den Antrag Braunschweig	32 Stimmen
Dagegen	63 Stimmen

Pos. 408.453.01

Frau Stocker: Ich vertrete kurzfristig den Antrag meines Kollegen Laurent Rebeaud.

Ich möchte Ihnen helfen zu sparen, und zwar schlagen wir Ihnen vor, die Zivilschutzbauten, die bereits im Bau sind, ein bisschen langsamer zu bauen, dadurch das betongewaltige Rad ein klein wenig zu bremsen. Es geht um einen Vorschlag, den Bau der Schutzbauten zu verzögern. Damit würden wir dem gerecht, was wir eigentlich in der Legislaturzielplanung

vorgeschlagen haben, nämlich einem – wenn schon – qualitativen Wachstum.

Ich weiss nicht, mit wem Sie in den letzten Wochen und Monaten diskutiert und gesprochen haben. In den Gesprächen, in die ich verwickelt wurde, wurde das immer wieder gesagt: Offenbar ist es möglich, für jede Schweizerin und für jeden Schweizer einen Platz unter dem Boden in Beton zu giessen, aber kaum möglich, für jede Schweizerin und jeden Schweizer einen Platz zum Leben über dem Boden zu bauen. Wir können das nicht kurzfristig ändern. Wir werden aber aus den Resultaten vom letzten Sonntag lernen müssen. Wir werden auch den Zivilschutz überdenken müssen. Was wir jetzt können und worum ich Sie jetzt bitte, ist, diese Maschinerie nicht in diesem Höllentempo weiterfahren zu lassen.

Max Frisch hat in seinem ketzerischen «Palaver» das Wort geprägt, dass die Schweizer eine besondere Affinität zu den Ming-Gräbern hätten. Ich habe keine Lust auf ein Ming-Grab, weder jetzt noch später. Der Ernstfall, um den wir jetzt politisieren, ist hier und heute, und der geht um die lebendige Bevölkerung hier und heute.

Ich bitte Sie, dem kleinen Bremser meines Kollegen Rebeaud und dieser Kürzung, die das Betonwachstum verzögern könnte, zuzustimmen.

Fäh: Ich kann mich den grundsätzlichen Überlegungen von Kollege Wanner, die er zum Gewässerschutz gemacht hat, anschliessen. Was wir hier diskutieren und beschliessen – darauf möchte ich Sie mit aller Deutlichkeit aufmerksam machen –, ist gar kein Problem des Zivilschutzes. Gar keines! Sondern es ist ein Problem der Zahlungsverpflichtungen. Worum geht es? Wenn Sie diesen Posten reduzieren – Budget 128, Kommission 123 Millionen –, treffen Sie nicht den Zivilschutz, sondern nur die Gemeinden.

Diese Anlagen sind gebaut. Sie bremsen nichts, gar nichts! Wenn Sie reduzieren, bekommen die Gemeinden das Geld einfach etwas später, spätestens innerhalb von zwei Jahren, das ist nach Baumassnahmenverordnung Pflicht. Wohin das führt, haben Sie letztes Jahr erlebt, ich möchte Sie daran erinnern: Letztes Jahr mussten Sie 60 Millionen Nachtragskredite bewilligen, weil diese Frist abgelaufen war und der Bund an die Gemeinden zahlen musste. Mit anderen Worten, das ist eine unechte Einsparung oder eine Verschiebung, die wir hier vornehmen. Und ich bitte Sie, diese abzulehnen.

Ich habe jetzt die Debatte verfolgt und spüre die Stimmung im Rat. Ich hatte ursprünglich den Antrag gestellt, bei 128 Millionen zu bleiben, aber nach dem Verlauf der Diskussion und gegen die einhellige Kommission habe ich keine Chance. Ich ziehe meinen Antrag zurück, bitte Sie aber dringend, den 123 Millionen zuzustimmen. Ich sage noch einmal: Mit einem Bremser hier treffen Sie nicht den Zivilschutz, Sie treffen die Gemeinden, die etwas in Ausführung gesetzlicher Bestimmungen gemacht haben. Wenn Sie bremsen wollen – darüber sprechen wir dann beim Antrag Hess Peter –, müssen Sie die Jahreszusicherungskredite bremsen, dann bremsen Sie effektiv, aber nicht bei den Budgetkrediten pro Jahr.

Daher bitte ich Sie, den Antrag Rebeaud/Stockert abzulehnen.

Fehr, Berichterstatter: Die Kommission hatte über einen Antrag zu entscheiden, der dem vorliegenden Antrag Rebeaud/Stockert entsprach. Sie hat sich mit 10 zu 2 Stimmen für die Fassung auf der Fahne entschieden. Die Überlegungen von Herrn Fäh sind schon richtig. Es sind natürlich nur indirekt Auswirkungen zu erzielen: Wenn Subventionsempfänger nicht zu ihren Beiträgen kommen, sind sie vielleicht bei anderer Gelegenheit zurückhaltender. Diese indirekte Auswirkung ist nur mit einer weiteren Kürzung zu erzielen. Aber jetzt sind natürlich Verbindlichkeiten da, die gedeckt werden müssen. Wir halten die Kürzung um 5 Millionen für tragbar. Der Bundesrat hat sich damit einverstanden erklärt. Weiter möchten wir aber nicht gehen.

Ich bitte Sie im Sinne der Mehrheit, der Kommission zuzustimmen und den Antrag Rebeaud abzulehnen.

M. Frey Claude, rapporteur: Les montants inscrits à ce poste budgétaire le sont en fonction des engagements pris antérieu-

rement sur la base des dispositions légales. Dès lors, M. Fäh a rappelé à juste titre que si vous les diminuez encore, vous ne faites que repousser ce qui a été promis, en réalité, notamment à l'intention des communes.

Par conséquent, la commission, par 10 voix contre 2, vous demande de rejeter la proposition d'économies – fausses d'ailleurs – de M. Rebeaud, et d'accepter la réduction de 5 millions prévue par la commission parce qu'elle correspond à peu près aux paiements que l'on peut attendre pour 1990. Cette réduction est raisonnable; aller au-delà ne le serait pas.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Rebeaud

Minderheit

Für den Antrag der Kommission

offensichtliche Mehrheit

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.35 Uhr

La séance est levée à 13 h 35

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1990

Budget de la Confédération 1990

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.064
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.11.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1900-1927
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 042

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.